n° 415
SEPTEMBRE
2013
4,60 € - 7 FS



AU-DELÀ DE LA BIO, QUELLE AGROÉCOLOGIE ?

APRÈS-PÉTROLE : **LES NOURRITURES ITINÉRANTES**

PETIT APPÉTIT : **LES NANOS DANS L'ALIMENTATION**

écologie • alternatives • non-violence

3 QUESTIONS À…

Jean-Baptiste Cavalier,

animateur du Réseau national des espaces-test agricoles (Reneta)

1 En quoi consistent les tests d'activité agricoles ?

Le test d'activité agricole permet à des candidat-e-s à l'installation d'expérimenter un projet agricole, pendant un temps défini et dans un cadre qui limite la prise de risque, afin d'en évaluer toutes les implications. Le test en grandeur réelle de leur projet d'installation permet à ces aspirants agriculteurs de conforter l'acquisition des savoir-faire pratiques requis par le métier, d'évaluer – en actes – la pertinence et la faisabilité du projet, de s'insérer dans le milieu professionnel agricole pour – in fine – décider de la poursuite, de l'ajustement ou de l'abandon du projet. Il contribue ce faisant à maximiser la pérennité des entreprises agricoles ainsi créées. L'enjeu est de taille : selon le dernier recensement agricole, la profession agricole a perdu 200 000 actifs entre 2000 et 2010 !

Ce test est réalisé sur des lieux-test ou sur des fermes déjà en activité. Il est généralement hébergé par des couveuses d'entreprises ou des coopératives d'activité et d'emploi, mais les partenariats locaux peuvent conduire à des montages différents.

La notion de « test » est apparue dans les années 2000 dans des structures d'accompagnement à la création d'activités rurales. Elle est pensée par le monde associatif et coopératif sous l'angle pédagogique et concerne dans un premier temps le secteur non agricole.

Mais les spécificités de l'agriculture (saisonnalité, outils de production coûteux, activité ancrée dans son territoire, etc.) impliquent des réponses elles aussi spécifiques, souvent plus coûteuses et plus longues à mettre en œuvre. C'est pourquoi le test d'activité est apparu un peu plus tardivement dans le secteur agricole. Les praticiens des espaces-test agricoles se réunissent régulièrement depuis 2008 pour échanger autour de leurs pratiques. Ces échanges ont abouti à la création, en mars 2012, du Réseau National des Espaces-Test Agricoles.

2 Avez-vous une politique claire sur le type d'agriculture (paysanne, biologique, OGM, pesticides…) à laquelle vous accompagnez ?

Aujourd'hui, chaque espace-test agricole est libre d'accompagner les porteurs de projets qu'il souhaite. Il n'y a pas d'obligation à accompagner uniquement tel ou tel type d'agriculture. Mais en créant RENETA, les acteurs du test d'activité en agriculture se sont dotés d'une Charte dans laquelle ils affichent les principes et valeurs sur lesquels tous se retrouvent.

Parmi les éléments de cette Charte, il est indiqué que « *les espaces-test agricoles membres du réseau sont au service :*

- *d'agricultures respectueuses de l'Homme et de l'environnement et ancrées dans leur territoire ;*
- *de l'installation progressive en agriculture;*
- *du renforcement de la coopération entre les projets agricoles ;*
- *de l'animation des dynamiques territoriales.* »

Nous ne parlons donc pas d'agriculture paysanne ou d'agriculture biologique, mais plutôt d'agricultures, au pluriel, respectueuses de l'Homme et de l'environnement, ancrées dans leur territoire. Et dans les faits, les porteurs de projets que nous accompagnons sont, dans leur immense majorité, tournés vers l'agriculture biologique et les circuits courts.

3 Quels impacts voyez-vous sur la suite du parcours d'installation des nouveaux paysans qui sont passés par cette étape ?

Nous n'avons, pour le moment, pas beaucoup de recul sur le devenir des porteurs de projets qui sont passés par des espaces-test. Les plus anciens datent en effet de 2008, et le nombre de personnes n'est pas encore assez important pour que l'on puisse conclure sur la pertinence et l'intérêt de l'outil espace-test.

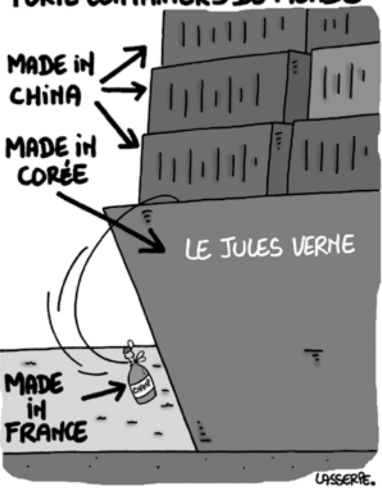
Mais globalement, les retours que nous avons sont positifs. Certaines personnes se sont installées, d'autres se sont orientées vers le salariat agricole, et d'autres enfin ont fait le choix de ne pas continuer dans le secteur agricole pour revenir vers d'autres types d'emploi. Dans tous les cas, il s'agit, pour nous, de sorties positives puisque ces personnes ont pu tester leurs projets, leur viabilité et leur vivabilité, pour prendre ensuite la meilleure décision quant à la suite de leur parcours, sur la base de leur propre expérience.

Et surtout, cela évite de se lancer d'entrée de jeu dans des investissements lourds, et de se retrouver dans la spirale de l'endettement.

Reneta, Réseau national des espaces-test agricoles, Maison des Agriculteurs, Mas de Saporta, Bât. B, 34875 Lattes, tél : 04 67 06 23 66, www.reneta.fr.

LE MOIS DE LASSERPE









SOMMAIRE



■ DOSSIER

Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?



■ ARTICLES

■ CHRONIQUES

■ BRÈVES

QUOI DE NEUF ?

Prochain dossier :
Les limites des écoquartiers



■ VENEZ NOUS VOIR LES 19 ET 20 SEPTEMBRE !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. ***Prochaines expéditions : 17 et 18 octobre, 14 et 15 novembre, 12 et 13 décembre…***

■ NOUVELLE MAQUETTE

Vous aimez, vous n'aimez pas ?
Nous sommes preneurs de vos réactions pour affiner encore cette nouvelle maquette dans les prochains mois.

■ RELAIS LOCAUX

Les relais locaux sont essentiels pour la visibilité, la diffusion de la revue, des idées et des pratiques qu'elle véhicule ! Créer ou rejoindre un relais local, c'est s'investir auprès de *S!lence* là on l'on vit. C'est tenir un stand lors d'une manifestation, organiser un café-débat, renforcer des liens avec des associations ou projets locaux, trouver des points de vente… C'est développer des activités autour de S!lence selon ses envies ! *S!lence* c'est aussi vous. Rendez-vous page 46 pour en savoir plus !



Stand Alentejo - Provere
D.R.


Désherbage de champ
D.R.

Champs de fraises...
D.R.


Jardin bio
D.R.


Maraîchage sous serre
D.R.

ÉDITORIAL

Le Bio, labels et les truands

Dans les années 1970 est apparu le mouvement bio pour faire face à l'agriculture intensive, mécanisée et chimique qui s'est imposée à la sortie des guerres. Avec l'arrivée des labels pour certifier ce mode d'agriculture qui se voulait respectueux de l'environnement et de la paysannerie et sous la pression des lobbies agroalimentaires, sa définition initiale s'est vu progressivement dénaturée.

Aujourd'hui, l'obtention du label bio AB n'implique plus que l'absence de pesticides et d'engrais chimiques, loin de toutes considérations sociales et éthiques. Le label AB devient lucratif et se retrouve dans les rayons des supermarchés. On en vient parfois à des situations absurdes et dangereuses : les pays du sud produisent des aliments « bio » destinés aux pays du nord, au détriment de leur propre souveraineté alimentaire.

Heureusement, des initiatives laissent prédire la fin de l'exclusion des petits paysans et un accès enfin possible de tous les citoyens à une agriculture de proximité et écologique. Entre agroécologie, maraîchage bio, potagers urbains, circuits courts, permaculture, agroforesterie... les alternatives existent ! Reste à promouvoir ces autres méthodes et savoir les distinguer de l'industriel. Pour une agriculture bio, locale, sociale, respectant les sols et indépendante des ressources fossiles.

Rebecca Bilon ■



Thomas Geiger

➤ **BioFach,** salon mondial des produits biologiques, attire chaque année à Nuremberg (Allemagne) 40 000 visiteurs professionnels et 2400 exposants.

La bio, projet de société ?

Doit-on attendre de l'agriculture biologique qu'elle réalise le miracle de se développer en évitant les dérives du modèle économique dominant ? La bio garante des valeurs éthiques et sociales : vœux pieux de militants ou réalité ?

FÉVRIER 2013 : QUATORZIÈME ÉDITION DU salon Biofach[1]. Ce salon professionnel rassemble sur quatre hectares tous les acteurs de la bio. Dans cette marée d'opérateurs, l'IFOAM[2] en patron de l'événement joue un rôle de balise. A cette occasion, les militants de la première heure côtoient des clients venus chercher des chips en forme de dinosaure. Serions-nous dans l'antre de la bio dénoncée par Philippe Baqué dans son livre collectif *La Bio, entre business et projet de société ?*

C'EST MIEUX QUE RIEN

Pour l'italien Antonio Compagnoni, responsable des relations internationales de l'ICEA[3], le débat entre bio business et bio ne date pas d'aujourd'hui. L'agriculture biologique progresse mais le modèle économique n'a pas encore changé. Mais mieux vaut trouver de la bio dans les grandes surfaces que du conventionnel.

Ce qu'il voit en parallèle, c'est une envie grandissante de la part du consommateur, enfin plutôt du citoyen, d'être un acteur dans le développement de la bio. Les circuits courts en sont une illustration. Selon lui, les consommateurs sont à la recherche d'une agriculture biologique porteuse d'éthique, fondée sur les principes écologiques, sociaux, humanistes et économiques défendus par l'IFOAM.

L'enthousiasme de l'Italien n'est que moyennement partagé par notre ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, qui a déclaré, lors des assises de la bio organisées en octobre 2012 par l'Agence bio : "Sur les sujets comme le mode de développement de nos sociétés, c'est d'abord au citoyen que l'on s'adresse […] et quelquefois, le citoyen n'est pas en harmonie avec le consommateur qui lui, pour des raisons de pouvoir d'achat, peut avoir des arbitrages qui ne sont pas les mêmes quand il consomme que quand il débat."

Cette réalité, la grande distribution l'a bien intégrée dans sa stratégie commerciale. Le consommateur français peut facilement trouver des produits bio à un euro, fabriqués dans des pays de l'Union européenne pratiquant un dumping social notoire. On s'éloigne des objectifs sociaux et humanistes de la charte de l'IFOAM.

Dans un contexte où les échanges commerciaux se font à l'échelle de la planète et où la recherche de profit guide l'économie mondiale, qu'apportent les réglementations en matière de régulation ?

LA CERTIFICATION, OUTIL DE RÉGULATION ?

Pour Laurent Lefebvre, responsable du département Commerce équitable d'Ecocert, l'harmonisation de la réglementation — par le bas pourrait-on dire — a permis de démocratiser la bio[4].

Cette bio ne semble pas répondre aux attentes des pionniers et on assiste à un regroupement d'entreprises, à l'émergence de nouvelles marques qui assurent une bio à 100 % comme *Bio Cohérence,* une *bio solidaire* ou encore une *bio équitable…*[5]

Aujourd'hui la bio est également un modèle économique. Pour être une vraie alternative, elle doit occuper

(1) Tous les secteurs de l'agriculture biologique (transformation, production, certification, institutionnels) y sont représentés.

(2) L'IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements, ou Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique) a publié en 1972 la charte éthique de l'agriculture biologique.

(3) L'Institut pour l'éthique et la certification environnementale, ICEA très présent en Italie et en Europe, travaille à promouvoir un développement équitable et socialement durable de l'agriculture biologique.

(4) En 2007, l'Europe adopte un nouveau règlement en matière d'encadrement de l'agriculture biologique. Ce règlement cherche à harmoniser les pratiques des différents Etats membres. Certains pays reprochent alors un nivellement par le bas des exigences du nouveau règlement.

(5) Née d'une démarche exigeante, sous l'impulsion de la Fédaration nationale de l'agriculture biologique, la marque *Bio Cohérence* s'engage pour une agriculture biologique respectueuse des équilibres environnementaux, sociaux, et économiques, du producteur au consommateur.





D. R.

Au Paraguay, Chololo, société de 12 associés employant une cinquantaine de personnes durant les périodes de récolte, produit de manière biologique, du cœur de palmier et des feuilles de palmier.
Elle s'est fixée pour objectif social de respecter et de valoriser le mode de vie des indiens autochtones, l'amélioration des conditions de vie des employés par l'installation d'écoles et de jardins vivriers.
Ils sont certifiés par un organisme privé allemand dont le cahier des charges s'inspire de l'IFOAM et prend en compte les aspect sociaux du développement de l'agriculture biologique.

une part de marché beaucoup plus importante et intégrer demain dans le règlement européen des notions d'équité, d'empreinte écologique… C'est aux acteurs privés de développer des schémas qui seront reconnus par les pouvoirs publics.

Des réseaux se sont constitués au gré du jeu des alliances. Plusieurs organismes certificateurs, dont ICEA, considèrent que les méthodes de certification sont parfois trop normatives et ne tiennent pas compte des spécificités locales. Il s'agit là d'un frein au développement de la bio. Selon Antonio Compagnoni, la certification est un outil, certes économique, mais un outil qui peut être au service de l'éthique.

> « La compétition doit céder le pas à la coopération (…) L'agriculture biologique ne doit pas avoir pour seul objectif la rentabilité des structures de la filière. »
> *Charte de l'IFOAM, 1972.*

En Europe, ces réseaux peuvent s'appuyer sur le consommateur et l'agriculture biologique sur un ensemble de législations assurant, chacun appréciera, la prise en compte des questions sociales.

EN MATIÈRE DE CERTIFICATION, LE RÈGLEMENT EUROPÉEN RESTE LA VOIE ROYALE

Joëlle Katto-Andrighetto, responsable au sein de l'IFOAM de la réglementation, nous parle de démarche participative. Depuis 2005, l'IFOAM soutient des systèmes participatifs de garantie[6]. La Fédération internationale entend représenter tous les acteurs de la bio, du petit paysan au gros business et même les bio non certifiés. Pour l'IFOAM avoir un monde 100 % bio passera par d'autres voies que l'unique voie de la certification.

L'IFOAM accompagne les gouvernements dans la mise en place de systèmes participatifs. Comme en Europe, dans beaucoup de pays du Sud, les agriculteurs ayant recours à une certification via les systèmes participatifs de garantie ne peuvent pas bénéficier de l'appellation AB. La fédération milite pour ouvrir le champ des possibles en matière de reconnaissance de la bio pour que le plus grand nombre puisse produire et commercialiser des produits bio. Dans les pays en voie de développement, le consommateur n'a pas de rôle citoyen : ce sont les gouvernements qui décident des modalités de certification. Le règlement européen reste la voie royale.

Joëlle Katto-Andrighetto nous confie qu'au niveau international, peu de cahiers des charges tiennent compte de la dimension sociale. Les systèmes participatifs de garanties sont associés à des circuits courts et, de fait, s'apparentent davantage à un idéal de la bio.

Le développement économique de la bio peut-il se priver de s'inscrire dans les codes du modèle dominant ? Dans une certaine mesure, la certification comme outil de réglementation semble être entrée dans une logique de conquête de parts de marché. Faut-il placer notre foi de militant entre les mains des lobbies ? Entre recherche de légitimité sur la place internationale et défense de valeurs éthiques et sociales, la limite est quelquefois floue. En tant qu'acteur incontournable du

(6) Selon la définition de l'IFOAM, les SPG sont des systèmes d'assurance qualité ancrés localement. Ils certifient les producteurs sur la base d'une participation active des acteurs concernés et sont construits sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances. Ils sont l'essence de la Charte de *Nature&Progrès*.



D. R.


Frank Boxler

devenir de l'agriculture biologique, le consommateur devra participer activement au débat.

La norme bio européenne doit-elle être complétée par un autre label plus exigeant socialement, ou remplacée par une charte plus contraignante à la fois socialement mais aussi en termes de pratiques agricoles ? Des partisans de chacune de ces alternatives étaient présents à Biofach.

REMPLACER LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE…

Nombreux sont les acteurs du bio que le règlement européen ne satisfait pas, tant sur le plan social (par son absence d'exigences) que sur celui des pratiques agricoles (monoculture autorisée de plantes gourmandes en intrants, présence d'OGM jusqu'à 0,9 %). Une alternative à cette norme européenne peut être trouvée dans des cahiers des charges privés, plus exigeants socialement et techniquement. Citons par exemple les critères de responsabilité sociale inscrits au cahier des charges privé de l'organisme allemand *Natürland*. Les conventions des Nations Unies et les recommandations de l'Organisation internationale du travail servent de base aux exigences sociales requises par ces labels privés. Leurs adhérents doivent, entre autres, s'engager à traiter leurs salariés de manière égalitaire, respecter un quota d'heures hebdomadaires, interdire le travail des enfants ou encore proposer une couverture

Alentejo - programme Provere

Le programme "Programas de valorização económica de recursos endógenos" (programme de valorisation économique des ressources locales) vise à encourager le développement rural de l'Alentejo, au sud-est du Portugal, tout en préservant l'environnement. Au lieu de favoriser l'exploitation intensive d'oliviers et d'eucalyptus, les dirigeants politiques de cette région aride, en proie à un marasme économique indéniable, encouragent la fabrication des produits issus de la biodiversité locale : eau-de-vie d'arbousier, pulpe de figues de barbarie, pâte de caroube et d'amandes, champignons, plantes aromatiques et médicinales, tous cultivés selon les règles de l'agriculture biologique. La coordonatrice de ce projet, Marta Cortegano, déplore qu'il n'existe aucun label international valorisant les échanges nord-nord. Une telle certification permettrait à l'Alentejo de mieux valoriser sa production auprès de ses voisins européens.

(Voir www.inalentejo.qren.pt, en portugais)



D. R.



BioFach présente chaque année une "galerie des nouveautés".

D. R.

sociale convenable en cas de maternité, maladie ou retraite.

Dans de nombreux pays européens, les législations nationales en matière de droit du travail rendent déjà obligatoires ces pratiques. Il n'en est pas de même pour certains pays émergents ou en voie de développement, où les lois sociales en vigueur encadrent moins strictement les droits des travailleurs. Dans de tels contextes, l'application d'un cahier des charges plus exigeant socialement, remplaçant la norme biologique européenne, constituerait un levier efficace pour agir simultanément sur deux fronts : d'une part l'entreprise bio émergente, en améliorant ses pratiques salariales, deviendrait bien plus cohérente avec les principes fondamentaux de son secteur d'activité ; d'autre part, une entreprise s'engageant envers ses salariés au-delà des obligations nationales, en matière de droit du travail, pourrait servir de modèle et encourager d'autres entrepreneurs (bio ou pas) à adopter de telles pratiques.

Deux principales objections peuvent être émises à l'encontre du développement de ces labels privés concurrents du label européen bio. Ces cahiers des charges encadrant plus strictement les pratiques agricoles seraient-ils capables de susciter l'adhésion massive des agriculteurs ? D'autre part, la multiplicité des logos en lien avec le bio ne risque-t-elle pas de dérouter le consommateur moyen, souvent peu au fait des subtilités de ces nombreux cahiers des charges ?

… OU LA COMPLÉTER ?

Une autre solution est promue par de nombreux exposants du salon Biofach : le label bio européen peut être conservé, mais doit absolument être complété par un label social.

Ainsi, on trouve désormais des produits issus des échanges Nord-Sud certifiés à la fois biologiques et équitables. Cette double certification est par exemple proposée par l'organisme certificateur *Ecocert*, à l'initiative du cahier des charges ESR (Equitable, Solidaire et Responsable) ou encore par l'association française *Biopartenaire*, ayant créé un label *Bio Equitable* à destination d'entreprises du Nord partenaires de groupement de producteurs du Sud.

Si la certification biologique et équitable peut s'appliquer aux échanges Nord-Sud ou entre pays en voie de développement, il n'en est pas de même pour les échanges solidaires entre pays développés. Ces échanges Nord-Nord prennent de l'envergure : le salon Biofach 2013 témoignait de cette tendance (voir encart sur l'Alentejo au Portugal page précédente).

Les citoyens du Nord encouragent aujourd'hui des échanges bio et équitables avec les pays en voie de développement. La "vieille Europe" étant atteinte largement par la crise, ne serait-il pas pertinent de laisser la possibilité à ses citoyens de repérer, via un label, des produits bio et solidaires Nord-Nord, encourageant ainsi des projets de développement rural et de protection de la biodiversité initiés par des régions européennes en difficulté économique ?

Guillaume Dupin, Emmanuel Duron, Sophie Geoffroy et Hermine Rosset
Licence professionnelle d'agriculture biologique, conseil et développement, Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand et VetAgroSup. ■

Russel Allison

L'après-pétrole devrait provoquer un retour de la traction animale en remplacement des tracteurs et autres véhicules à moteur.

Agroécologie face à agro-industrie : le choc des modèles

La comparaison entre le modèle agro-industriel et agroécologique permet de comprendre les logiques, les processus et surtout à quoi mènent les deux logiques. L'agro-industrie n'est pas une fatalité et les bénéfices de l'agroécologie bousculent l'ensemble de notre société.

LA NOTION DE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT est une notion fondamentale dans la société dite moderne. Certains écrivains ont retracé l'origine et les conséquences de cette idéologie (F. Partant[1]). Les nuisances humaines et environnementales sont particulièrement marquantes dans le domaine agricole. Les mécanismes capitalistes et industriels, bases de l'idéologie du développement, ont joué un rôle majeur dans la destruction de la paysannerie dès le milieu du 19e siècle, processus qui se sont accélérés après la Seconde Guerre mondiale. Et pourtant aujourd'hui, les paysans ne sont toujours pas morts ; Silvia Pérez-Vitoria[2] parle même de retour des paysans.

Le modèle agro-industriel est l'application de principes industriels à l'agriculture. L'unité de base est l'exploitation agricole. Des décisions "prises ailleurs" s'imposent avec pour objectif : toujours plus de volumes et des prix toujours plus bas. Pour y parvenir, les exploitants n'arrivent plus à augmenter les rendements depuis les années 80-90 avec le paquet technique de la révolution "verte ". La seule manière d'augmenter les volumes par travailleur est l'agrandissement. Il s'ensuit un besoin constant de recapitaliser, surtout par l'emprunt. Les banques ont alors un énorme pouvoir dès le premier problème de trésorerie. Pour les ventes, les gros volumes ne peuvent être écoulés qu'en filières longues. Les exploitants sont alors dépendants des opérateurs en amont de la filière. Quant aux prix de vente, ils sont écrasés par les cours mondiaux et la supériorité de la grande et moyenne surface (GMS) dans les négociations. N'oublions pas que les denrées alimentaires de base subissent des spéculations en bourse, induisant famines et émeutes comme en 2008.

Pour les exploitants, les prix de vente ne permettent pas de vivre financièrement de leur travail, notamment en grandes cultures et en élevage, où les subventions représentent de 50 % à 100 % des revenus. Le recours aux subventions de la politique agricole commune, avec sa conditionnalité, entraîne un pilotage bureaucratique des exploitations à partir de Bruxelles. Le plus catastrophique est la soumission et la perte de dignité engendrées.

LA TRIPLE EXCLUSION DES PAYSANS

En pratique, les intrants ne cessent d'augmenter (mécanisation, carburant, pesticides, désherbants

(1) François Partant, *Que la crise s'aggrave*, éd. Parangon, 2002 (réédition).

(2) Silvia Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*, éd. Actes Sud, 2005.



Samson / Confédération Paysanne

◀ L'industrialisation de l'agriculture pousse à l'agrandissement des fermes et donc à la concurrence pour les terres. L'agroécologie nécessite plus de main d'œuvre et donc incite au partage des terres et à la coopération.

▶ L'agroécologie s'appuie sur un équilibre entre le monde végétal et animal. Celui-ci est fort utile notamment dans la production du fumier.



Russel Allison

et matériel génétique sélectionnés) avec leurs impacts sur l'environnement (pollutions), sur le climat (réchauffement global et perturbations locales), et sur la santé humaine (cancer, fertilité, etc.). Sur le plan moral et psychologique, le niveau de stress est énorme, les perspectives moroses. Nombre de parents dissuadent les enfants de reprendre l'exploitation. Le vieillissement s'accélère. La population agricole continue sa chute vertigineuse.

« Les dynamiques sociales convergentes permettent de dessiner une nouvelle ligne de démarcation entre un modèle agroécologique et un modèle agro-industriel. »

Depuis les années 50, le terme de "massacre paysan" peut être utilisé. François de Ravignan[3] parle de la triple exclusion des paysans : celle du foncier, des moyens de production et du marché. Le modèle agro-industriel a montré son incapacité à nourrir la planète. Le marché de la faim permet seulement à ceux qui ont les moyens d'acheter leur nourriture. Pour Ravignan, le problème de la faim dans le monde est un problème d'exclusion et non de production quantitative ni de distribution alimentaire. C'est une répercussion de l'idéologie du développement. Le modèle agro-industriel est voué à un échec certain, question de temps, de crise énergétique, climatique ou écologique, de révolution ou de révolte.

AGROÉCOLOGIE : LA RUPTURE RADICALE

Le modèle agroécologique constitue une rupture radicale avec le modèle dominant. La finalité est un renversement du système de valeurs, des pratiques agricoles et des rapports sociaux. En agroécologie, c'est une rationalité écologique et sociale qui guide les choix. Les paysans, en communauté, réseau ou collectif, sont au cœur du processus décisionnel. L'unité de base de la production est l'agroécosystème. Le modèle agroécologique n'est pas une simple approche d'agronomie écologique technicienne.

La base du système de valeurs est une coévolution entre l'homme et son milieu. Il existe un respect, une humilité, envers la nature. L'homme en est une partie intégrante. A partir de là, il cultive des plantes qui se reproduisent et sont adaptées au pays. Il domestique des races animales adaptées au contexte culturel et pédoclimatique. La complémentarité des cultures et des élevages sont recherchées. La diversité d'activités permettra d'optimiser le potentiel du lieu. Une ou plusieurs activités de vente vont permettre une insertion dans la société économique. Des échanges de produits, de services, permettront une autre relation aux autres, d'entraide et de solidarité. Un large éventail de remèdes naturels, préventifs ou curatifs, permet de soigner les plantes, les animaux et les hommes. Le greffage, le potager, la basse-cour, etc. donnent une base alimentaire de subsistance pour l'agriculture familiale. C'est justement elle qui évite pour un tiers de la population mondiale — ceux économiquement définis comme "vivant avec moins de deux dollars par jour" — le basculement de la *"pauvreté à la misère"* dont parle Majid Rahnema[4]. La transmission de savoirs et savoir-faire populaires est d'une grande richesse. Des innovations sont faites par les paysans dans un processus créatif et d'adaptation selon

(3) François de Ravignan, *La faim pourquoi ? Un défi toujours d'actualité*, éd. La découverte & Syros, 2009.

(4) Majid Rahnema et Jean Robert, *Quand la misère chasse la pauvreté*, éd. Fayard/Actes Sud, 2003.

➤ Le choix de l'agroécologie conduit à un meilleur respect des sols, de la biodiversité et peut produire autant que les méthodes intensives, avec moins de frais d'intrants, mais souvent plus de travail.



D. R.

les circonstances. Une telle approche demande évidemment un accès au foncier, dont l'usage et bien souvent plus important que la possession (S. Pérez-Vitoria). Or l'exclusion par le foncier est bien réelle. L'ancrage du mouvement social d'agroécologie au Brésil est, entre autres, basé sur le Mouvement des paysans sans terre.

L'agroécologie a été étudiée scientifiquement par des chercheurs tels que Miguel Altieri(5) ou Stephen Gliessman(6). Les mouvements sociaux agroécologiques d'Amérique latine ont été pionniers mais depuis 2008, des réseau paysans internationaux comme *Via Campesina* et *Via Campesina Europe* utilisent et revendiquent l'agroécologie. Le terme est utilisé pour qualifier un modèle agricole et non un type d'agriculture en particulier. C'est une démarche, un processus vers lequel progresse et tend l'agriculture. Le modèle agroécologique appelle une profonde réforme agraire qui est bien différente qu'une énième réforme de la PAC. Au niveau international, il s'agit de sortir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de l'agriculture, comme le revendique *Via Campesina*. Il va de soi que l'agroécologie est un positionnement politique, qui engendre des enjeux et un projet de société.

LA "BIO" : VECTEUR D'ÉCONOMIE INÉQUITABLE ?

Dans le contexte français, le mouvement d'agriculture biologique se définissait à l'origine par une rupture radicale avec le modèle productiviste dominant. La bio d'aujourd'hui n'a gardé de cette radicalité politique que l'interdiction des produits chimiques de synthèses. La bio est définie par la négative dans un règlement technique, contrôlé et certifié par des organismes certificateurs (OC) pour fournir un marché. Les révisions successives du règlement courant des années 1990 et 2000 sont toujours allées dans le sens du moins contraignant(7) et favorisant la conversion de grosses exploitations et l'agrandissement. Les GMS réalisent plus de 50 % des ventes des produits bio. Pour fournir le marché, ils n'hésitent pas à importer jusqu'à 80 % des matières premières. C'est à dire que la bio ne relève pas le défi de la souveraineté alimentaire par les populations locales, contribue largement à l'économie inéquitable(8) et aux mécanismes d'exclusion sociaux : foncier, moyens de production et marché. La bio est devenue un signe de qualité parmi d'autres (cinq français et trois européens). Elle se fait phagocyter par le modèle agro-industriel. Les verrous sont levés progressivement. La bio se range.

Pourtant de nombreuses dynamiques alternatives au modèle agro-industriel existent. Depuis les vingt dernières années, la bio a dévié, les alternatives ont continué à émerger. Pour ne citer que quelques exemples : marchés locaux, AMAP(9) et groupements d'achats, réseau Sortir du supermarché, agriculture urbaine, Système participatif de garantie, Terre de liens, ateliers collectifs de transformation, Réseau semences paysannes et pratiques agricoles autonomes et écologiques, Ortie & Compagnie, traction animale, écoconstruction, médecines douces, énergie économe et renouvelable. Toutes ces dynamiques prennent une cohérence d'ensemble lorsqu'on les relie au modèle agroécologique. Le colloque international d'agroécologie d'Albi en 2008, dont le sous-titre précisait "Nourriture, autonomie, paysannerie", a été un événement marquant pour visualiser et construire un autre modèle agricole.

Nous avons vu que le modèle agro-industriel ne peut pas répondre aux enjeux alimentaires de l'humanité. Le développement agricole induit problèmes environnementaux et exclusion sociale. Le concept d'agriculture biologique, de par sa définition réglementaire, ne permet plus

Pour en savoir plus

- *Petit précis d'agroécologie, "Nourriture, autonomie, paysannerie"*, sous la direction de Silvia Pérez-Vitoria et Eduardo Sevilla Guzman, 2008, www.colloque-agroecologie-albi2008.org
- Revue Nature & Progrès, n°70, 2008, *"L'agroécologie, un mouvement social"* et n°73, 2009, *"Le développement, jusqu'à quand ?"*
- Revue L'Ecologiste, n°14, 2004, *"L'agroécologie, la résistance des paysans"*

(5) Miguel Altieri, *L'Agroécologie, bases scientifiques d'une agriculture alternative*, éd. Debard, 1986 et *Agroecology: The Science for Sustainable Agriculture*, 2e éd., Boulder, Colorado, éd. Westview Press, 1995.

(6) Stephen Gliessman, *Agroecology: Ecological Processes in Substainable Agriculture*, Chelsea, MI, Ann Arbor Press, 1998, et *Agroecology of Sustainable Food Systems*, London, CRC Press Taylor & Francis Group, 2006.

(7) Pour ne citer que deux exemples du règlement, 834/2007 et 889/2008 : antiparasitaires allopathiques illimités pour les ruminants, nourrissement avec succédanés illimité pour les apiculteurs.

(8) Cf. association Minga " pour une économie équitable", tél : 01 48 09 92 53, www.minga.net.

(9) Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.



◄ Développement d'une zone maraîchère sur un campus universitaire.

D. R.

► L'agroécologie nécessite un savoir qui peut se transmettre soit par des écoles soit par des processus de transmission progressive d'une exploitation.



USDA

l'intégration d'enjeux politiques tels que la souveraineté alimentaire des populations locales. L'agroécologie est un terme en cours de structuration, ce qui explique la diversité d'utilisation du terme. La bataille du sens est tout juste engagée. Par sa dimension sociale, les paysans sont tout-à-fait légitimes pour s'approprier ce terme. Aujourd'hui, le potentiel véhiculé est bien supérieur au risque de récupération. Cela demande un certain détachement par rapport à l'idée de la bio qui semble confortable et sécurisante. Question de temps... Seule l'agriculture biologique du modèle agroécologique propose une véritable alternative à l'agriculture conventionnelle fondée sur le modèle agro-industriel. Les dynamiques sociales convergentes permettent de dessiner une nouvelle ligne de démarcation entre un modèle agroécologique et un modèle agro-industriel.

Jordy van den Akker
paysan Nature & Progrès ■

Comparaison des modèles agro-industriel et agroécologique

Critères ou indicateurs	Modèles	
	Agro-industriel	Agroécologique
Agroécosystème	Spécialisé (exploitation)	Diversifié (ferme)
Intrants (mécanisation, fioul, etc.)	Beaucoup	Peu
Recyclage éléments nutritifs	Faible	Elevé (optimisé)
Rapport aux conditions du milieu	Artificialisation	Adaptation
Rendements culturaux	Elevés	Moyens
Production globale	Maximisée	Optimisée
Biodiversité naturelle et cultivée	Faible	Elevée
Résilience (résistance à une perturbation)	Faible	Elevée
Rapport au foncier	Agrandissement	Partage et installation
Dépendance aux aides	Elevée	Faible
Besoin en capitaux	Elevée	Faible
Filières de commercialisation	Longues	Courtes
Economie	Mondialisée	Locale
Répartition des revenus (population agricole)	Inéquitable	Equitable
Rapport entre agriculteurs	Compétition	Coopération
Rapport à la nature	Domination	Respect
Valeurs	Croyance développement et progrès technique	Critique développement, culture paysanne

Pour Terre & Humanisme, "une partie de l'agriculture bio reste sur des logiques de production intensive et de court-terme". Dans ses formations, l'association promeut des valeurs sociales et environnementales qui ne sont pas prises en compte par les labels bio.


Terre & Humanisme

Label bio, agroécologie, permaculture...

Conscientes des limites du label Agriculture biologique (AB) actuel, des organisations veulent aller plus loin en recherchant une agriculture mêlant exigences environnementales et amélioration de la condition paysanne. Silence a posé à des acteurs de l'agroécologie quelques questions sur leur position dans les débats autour de la certification. L'association *Terre & Humanisme,* la revue *Passerelle Eco* et Claudine Drion, coauteure de *Bioptimisme*[1], ont apporté leurs réponses.

En 1972, la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) se dotait d'une charte éthique de l'agriculture biologique pour définir les objectifs écologiques, sociaux, humanistes et économiques de la bio. Le label AB français d'origine, créé en 1986 après une campagne de *Nature & Progrès,* suivait cette dynamique et imposait des contraintes relativement exigeantes. "Nous avons donc été très actifs au début de ces initiatives, pour les faire connaître et donner des outils aux personnes et collectifs motivés", indique *Passerelle Eco,* revue promotrice de la permaculture. Mais le label a évolué sous la pression des industriels, intéressés par l'essor des filières bio : dans le dernier cahier des charges européen du bio, "les critères portent essentiellement sur la qualité de la production pour la santé du consommateur, sur les conditions écologiques de production dans une plus lointaine mesure, et très peu sur les conditions sociales de production. C'est ainsi que ce qui est produit 'bio' en Nouvelle-Zélande est encore 'bio', une fois parvenu en France !"

Aujourd'hui, *Terre & Humanisme,* association fondée en 1994 par le précurseur français de l'agroécologie Pierre Rabhi, ne suit que de loin les débats sur l'évolution de l'agriculture biologique et de son cahier des charges. L'association est assez critique —"une partie de l'agriculture bio reste sur des logiques de production intensive et de court-terme"—, et propose d'aller beaucoup plus loin que les seules contraintes environnementales imposées par le cahier des charges européen en réfléchissant à des systèmes plus autonomes et résilients ainsi qu'à l'avenir de la paysannerie par la protection des petites exploitations.

DÉPASSER LE LABEL

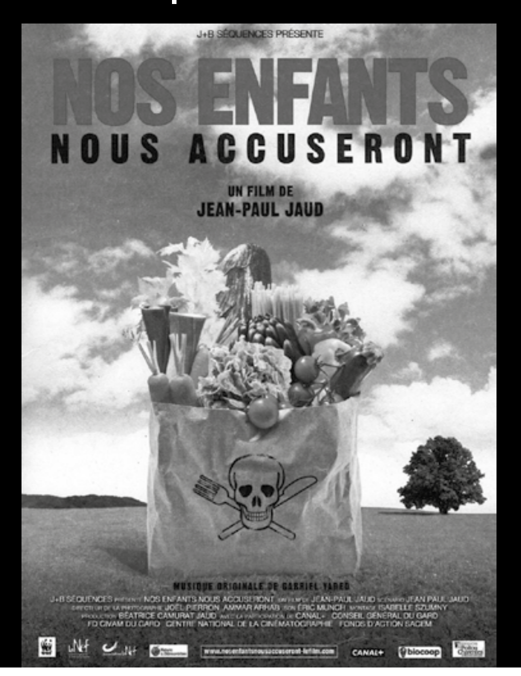
Les acteurs de l'agroécologie recentrent maintenant leurs activités sur la sensibilisation des citoyens et la formation des agriculteurs. Pour Claudine Drion, "le rapprochement avec les consommateurs est essentiel : circuits courts, accueil à la ferme, etc., permettent à l'opinion publique de se sentir plus proche des questions touchant à l'agriculture. Des films comme *Nos enfants nous accuseront*[2], *Solutions locales pour un désordre global*[3], *Les Moissons du futur*[4] sont également très efficaces." Les moyens de toucher et de faire participer les consommateurs sont nombreux. Outre les films cités, les AMAP se multiplient en effet à une vitesse

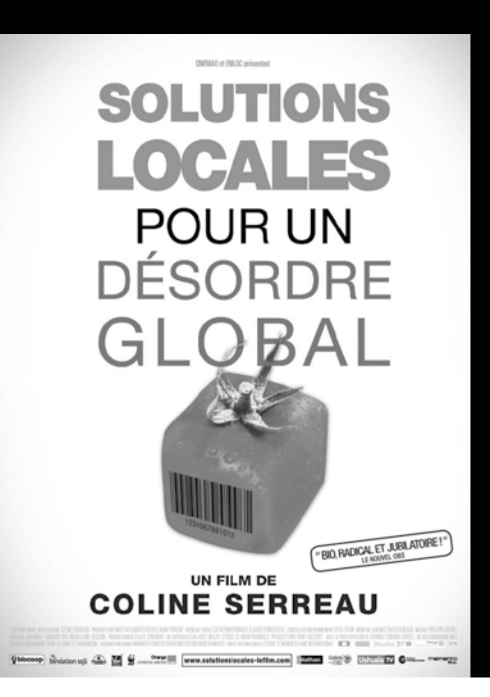
(1) Avec Gérard Pirotton, Altamira, 2013. Voir la chronique dans *Silence* n° 414

(2) Film de Jean-Paul Jaud de 2008 dénonçant les effets sur la santé de la chimie utilisée par l'agriculture conventionnelle

(3) Film de Coline Serreau de 2010 présentant des initiatives concrètes pour faire face à la crise écologique, en France et ailleurs

(4) Film de Marie-Monique Robin de 2012 sur les méthodes alternatives d'agriculture à travers le monde







« Différentes manières d'influer directement sur les modes de production permettent au citoyen d'obtenir une plus grande part d'autonomie »

Agroécologie, permaculture...

L'agroécologie va beaucoup plus loin que l'agriculture bio, qui revient seulement à se passer d'engrais chimiques, de pesticides et de plantes génétiquement modifiées mais ne limite pas l'intensivité des pratiques (monoculture, terre dénudée, mécanisation…). Elle se fonde sur une connaissance approfondie des écosystèmes pour sélectionner des variétés locales adaptées aux terres cultivées et permettant de protéger la fertilité des sols. La fertilisation est faite naturellement à l'aide de compost, et les apports extérieurs sont limités. Les éléments naturels, comme les haies, sont préservés et l'utilisation de l'eau est optimisée. Dans son rapport "Agroécologie et droit à l'alimentation" (2011), Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation, a montré que l'agroécologie pouvait "doubler la production alimentaire de régions entières en dix ans, tout en réduisant la pauvreté rurale et en apportant des solutions au changement climatique".

La permaculture, culture durable fondée par les Australiens Bill Mollison et David Holmgren dans les années 1970, correspond à un mode de vie et à une vision du monde. Elle observe la dynamique des écosystèmes naturels pour l'imiter et concevoir des systèmes dans lesquels des espèces végétales et animales multiples et complémentaires sont associées afin de réduire au maximum les apports extérieurs. Utilisée sur de petites surfaces comme des jardins et des écolieux, la permaculture cherche à donner une autonomie alimentaire à des personnes ayant d'autres activités par ailleurs.

impressionnante(5). La permaculture est aussi un moyen de "dépasser la séparation 'producteur-consommateur' car elle ne s'arrête pas au jardin ou à la ferme agricole", nous dit Jean-Luc Girard de *Passerelle Eco.*

En revanche, Fanny Canette, de *Terre & Humanisme,* signale que les opportunités de formation pour les agriculteurs sont trop rares : "les lieux-ressources manquent car il est difficile d'être dans la production et la transmission à la fois. On manque donc de lieux de mise en commun des pratiques pour ceux qui veulent s'installer en France." De fait, les formations proposées en France par *Terre & Humanisme* sont pour l'instant plutôt adressées aux amateurs qui sont des centaines par an à venir s'initier aux pratiques d'agroécologie appliquées au jardinage. Mais l'association réfléchit activement à étendre aux paysans du Nord son activité de formation, jusque-là destinée aux paysans du Sud (Maroc, Mali, Burkina, Sénégal). Les acteurs de la recherche et de l'enseignement sont quant à eux plus réticents à changer leurs pratiques et demandent toujours plus d'expertises et de preuves d'efficacité des méthodes alternatives. La productivité à court terme est encore privilégiée, au détriment souvent du bon sens paysan avec les conséquences que l'on connaît : baisse de la fertilité des sols, érosions, etc.

Par la mise en place de techniques de production alimentaire autonomes et non-consommateurs d'intrants, les deux associations travaillent aussi indirectement à la résilience face au pic pétrolier, un autre des grands enjeux auxquels l'agriculture actuelle doit faire face. Pour Jean-Luc Girard, "la permaculture vise la création d'écosystèmes pérennes et évidemment, cela requiert de devenir indépendant des ressources fossiles". Pierre Rabhi est aussi en pointe sur cet enjeu avec le concept de sobriété heureuse appliqué à l'agriculture.

Pour Claudine Drion, pour convaincre, des films comme *Nos enfants nous accuseront*(2), *Solutions locales pour un désordre global*(3), *Les Moissons du futur*(4) sont également très efficaces.

Pour Jean-Luc Girard de Passerelle Eco, la permaculture est un moyen de dépasser la séparation 'producteur-consommateur' car elle ne s'arrête pas au jardin ou à la ferme agricole.



Marie Clem's

QUEL AVENIR POUR LA CERTIFICATION ?

Note	1	2	3	4	5
Bio	Aucune garantie	Agriculture intensive raisonnée	Agriculture paysanne Conversion	Agriculture Biologique Label AB, Biocohérence	Nature et Progès, Demeter
Local (Matières premières)	Monde	<1000km	<500km	<200km	<100km
Equitable	Aucune garantie	Préserve l'intérêt et le revenu de chaque acteur de la filière, producteur, transformateur, distributeur	Nord/Sud, non labellisé mais avec des valeurs humaines Nord/Nord vente directe sans contrôle	Equitable Nord/Sud (MH, Solidar Monde...) Vente directe Nord/Nord avec des valeurs humaines	Vente directe Nord/Nord sans salarié ou Minga Coopérative
Emballage	Suremballage	Emballage non recyclable	Emballage recyclable Verre, carton neuf, plastique	Emballage en matière recyclée	En vrac sans emballage

L'épicerie coopérative 3 petits pois (59 rue Chevreul, Lyon 7e) a mis en place un système d'étiquettes qui note de 1 à 5 les critères bio, local, équitable et emballage.

Les personnes interrogées ne sont pas à tout prix pour l'unification des différents labels officiels et privés. Claudine Drion explique qu'en Belgique un plan stratégique pour le développement du bio est en cours d'élaboration avec "comme impasse prévisible, que le bio perde en spécificité et qu'un nivellement par le bas continue comme le label européen le permet". C'est bien cette perte en exigence quand il s'agit d'harmoniser les labels qui est critiquée. "Au service de quoi doit se faire la convergence ? Pour l'instant, elle se fait plus dans des logiques de marché", nous dit *Terre & Humanisme.* Même si Fanny Canette reste optimiste sur l'évolution du label du fait de l'appropriation par le grand public de ces questions, les personnes interrogées soutiennent plutôt le développement des systèmes de contrôle participatifs et citoyens.

La revue *Passerelle Eco* a relayé dans de nombreux numéros les initiatives d'AMAP, mais aussi celles autour du système NESO : "un système de contrôle participatif fondé sur N, aspect naturel de l'exploitation, E, aspect énergie, S, aspect social et O, aspect origine des produits, et présentant ses résultats sous la forme d'une boussole Nord Est Sud Ouest(6). Ces démarches peuvent appréhender avec beaucoup plus de finesse et de conscience la réalité d'une activité agricole et de la distribution d'un produit. En impliquant les parties prenantes, ce sont des démarches pédagogiques particulièrement efficaces pour la responsabilisation tant des consommateurs que des agriculteurs, et ce d'autant plus qu'elles contribuent à sortir les uns et les autres de ces rôles spécialisés, à sortir tant du consumérisme que de l'économisme. D'ailleurs, dans cette perspective citoyenne, les démarches participatives sont aussi un outil pour la défense militante d'une plus grande qualité dans le label AB…" Claudine Drion, elle, trouve ces systèmes "très utiles pour exiger de la qualité et faire évoluer l'opinion publique", mais questionne la coexistence entre le bio industriel et l'agroécologie qui ne sera pas 100% bio : "une réflexion stratégique est nécessaire pour articuler ces différentes voies alternatives à l'agroindustrie". En tout cas, ces différentes manières d'influer directement sur les modes de production permettent au citoyen d'obtenir une plus grande part d'autonomie car, comme l'indique Fanny Canette, "ce n'est pas le rôle de l'Etat de se préoccuper de la qualité de ce qu'on mange. C'est à nous de le faire. C'est vital."

Rebecca Bilon ■

(5) Nées au début des années 2000, les AMAP sont maintenant plus de 1600. Cela concerne plus de 50 000 familles et près de 200 000 consommateurs. *Source : Mouvement interrégional des AMAP – miramap.org*

(6) Présenté initialement dans *Silence* n° 275, octobre 2001, article de Paul Garde



agri-bio

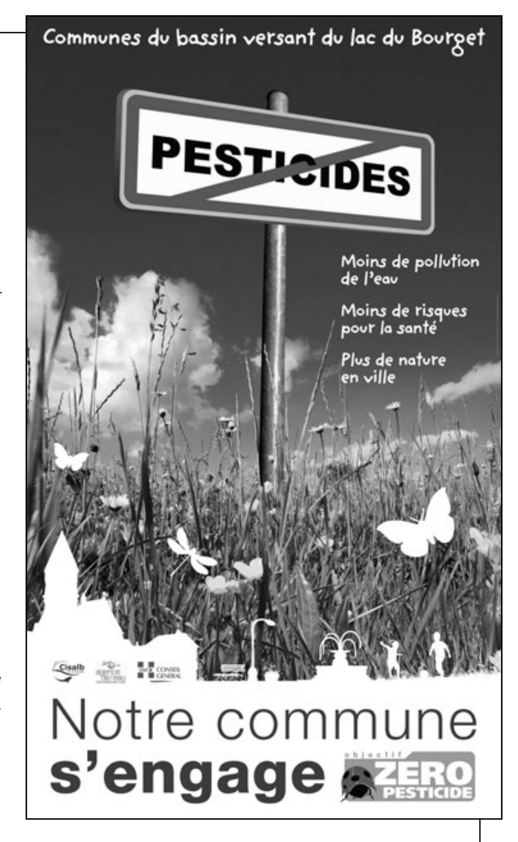
Beaucoup de bonnes intentions

Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, a présenté le 31 mai 2013, un Programme Ambition bio 2017 qui prévoit un soutien aux politiques agro-environnementales (notamment au sein de la Politique agricole commune), une meilleure rémunération de la production bio, une protection renforcée de l'eau, un objectif de 20 % de produits bio dans la restauration collective, une réforme de l'enseignement agricole… Les associations professionnelles de la Bio se sont félicitées de ces engagements, mais demandent à en voir concrètement les applications sur le terrain.

Fin des "biocarburants"

Le 17 mai 2013, l'Assemblée nationale a adopté un amendement qui impose de changer le terme de "biocarburant" par "agrocarburant" dans tous les textes légilsatifs. Fin donc d'une appellation trompeuse.

Pesticides et conséquences sanitaires



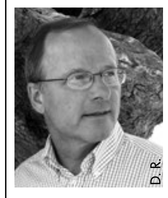
Le 13 juin 2013, l'INSERM, Institut national de la santé et de la recherche médicale, a publié une expertise collective sur les connaissances concernant les liens entre pesticides et pathologies. Les conclusions de cette étude, c'est que des liens existent, mais qu'on est loin de pouvoir avoir des certitudes, notamment parce qu'on est rarement exposé à une seule molécule. A partir des études publiées depuis 30 ans, il existe toutefois aujourd'hui des preuves scientifiques de liens entre pesticides et maladie de Parkinson, cancer de la prostate, certains cancers du foie. Il y a aussi des liens avérés entre les pesticides et des risques sur le développement de malformations chez l'embryon, le bébé et le jeune enfant. Enfin, l'INSERM insiste sur la nécessité d'étudier les interactions entre produits, car certains mélanges semblent avoir des effets bien plus important que l'accumulation des effets de chacun des produits. La FNAB, Fédération nationale de l'Agriculture biologique, a réagi rapidement en demandant que l'on interdise immédiatement l'usage des pesticides de synthèse sur les zones de captage de l'eau (508 en France) avec prise en charge de la formation des agriculteurs concernés. La FNAB demande aussi que soit mise en place une fiscalité incitative pour facilier le passage d'une agriculture à base de pesticides à une agriculture biologique.



santé

» Amiante

Stephan Schmidheiny condamné


D. R.

L'industriel suisse Stephan Schmidheiny, à la tête des usines Eternit, fabricant d'amiante, a été définitivement condamné en appel le 3 juin 2013, à Turin, en Italie, à 18 ans de prison pour la mort de près de 3000 ouvriers ou riverains de ses usines. En première instance, il avait été condamné à 16 ans de prison. Le milliardaire a été condamné pour "catastrophe sanitaire et environnementale". Il devra verser également 30,9 millions d'indemnités aux parties civiles. 700 personnes, victimes ou parents de victimes, étaient présentes lors de l'annonce du verdict. Reste à faire appliquer la loi : Stephan Schmidheiny, 64 ans, n'était pas présent à son procès et vit en Suisse où une extradition est bien peu probable. Pour la petite histoire, rappelons que cet assassin multi-récidiviste a été avec Maurice Strong, le principal organisateur du Sommet de la terre de Rio en 1982. Il fait partie des concepteurs de l'expression "développement durable".

Allergies et stress

Le nombre d'allergies a doublé depuis 20 ans. 10 à 12 % des enfants sont touchés, 7 % des adultes. Or selon le docteur Nhan Pham-Thi, allergologue et pneumo-pédiatre à l'hôpital Necker de Paris, il y aurait un lien entre cette montée des allergies et le stress. Plus une femme enceinte est exposée au stress, plus le risque augmente que l'enfant présente des allergies. Plusieurs études publiées depuis maintenant une dizaine d'années montrent que les situations de stress présentent un lien très fort avec le développement de l'allergie chez l'adulte. Donc, ralentir est bon pour la santé.

» Tabac

L'Afrique, nouvel eldorado

Pour les industries du cancer tabagique, l'Afrique est une nouvelle cible de choix. « Pour faire face à la chute de 8 % de la consommation du tabac en Europe occidentale, les cigarettiers comptent dorénavant sur une augmentation de 16 % de leurs ventes en Afrique », explique Philippe Courbon, nutritionniste et consultant. D'ici les années 2020 à 2030, 70 % des 10 millions de décès annuels liés au tabac devraient avoir lieu dans des « pays en développement ». L'industrie du tabac n'hésite devant aucune méthode, y compris la distribution quasi-gratuite de cigarettes pour créer la dépendance, ou un marketing ciblé sur les enfants.

» Cancer

Les associations ne font pas de prévention

Dans une lettre ouverte aux associations de lutte contre le cancer, Alain Lipietz explique pourquoi il cesse de leur donner de l'argent. « Dans les recherches que vous financez avec nos dons, la prévention n'a aucune place », estime-t-il.
« Votre passivité face aux expériences de Gilles-Éric Seralini m'a choqué. Il soulevait pourtant le caractère cancérigène de certains OGM dispersés dans la nature ou dans les aliments. Je m'attendais donc à une ruée de la recherche française en cancérologie vers des expériences tendant à confirmer ou infirmer celle de Séralini, et à les étendre à d'autres substances. Rien de tout cela n'apparaît dans vos bulletins ». Et de poursuivre : « Les maladies chroniques telles que cancers, asthme, diabètes, infécondité, autisme, allergie, malformations, sont les résidus de l'activité de grandes entreprises : OGM, pesticides, herbicides, diesel et autres produits chimiques mutagènes, cancérigènes, reprotoxiques, allergisants... On comprend que la recherche d'un État qui défend « ses » entreprises hésite à affronter de tels mastodontes (qui d'ailleurs la cofinancent). L'hygiénisme public anti-Total ou PSA n'est pas pour demain. Alors, que nous reste-t-il à nous, malades en puissance, pour débusquer, dénoncer les responsables de ces maladies qui nous guettent ? Vos associations. Financées par nous, indépendantes des grands lobbys et de « la compétitivité nationale », vous étiez notre seul espoir. Vous avez failli ».

Notre-Dame-des-Landes

♦ **3 juin :** procès des 14 militants qui avaient pique-niqué dans la propriété de François Pinault, à Grosrouvre (Yvelines). Le procureur demande 2 à 4 mois de prison avec sursis.

♦ **6 juin :** le Conseil général de Loire-Atlantique accorde une aide de 240 000 € au syndicat mixte aéroportuaire pour intensifier la propagande en faveur de l'aéroport. Celui-ci indique qu'il aura dépensé 490 062 € en 2013 pour promouvoir l'aéroport, somme entièrement payée par les collectivités publiques et donc par les contribuables.

♦ **6 juin :** le conseil d'Etat rejette la demande du Cedépa contestant la validité d'un décret du 5 avril 2012 créant un comité de suivi de la concession des aérodromes de Nantes et Saint-Nazaire.

♦ **10 juin :** officiellement pour étudier l'hydrographie des lieux, de nouveaux sondages commencent sur les terrains prévus pour l'aéroport. Retour des forces armées pour protéger les "scientifiques".

♦ **11 juin :** Air France apporte un démenti concernant une partie du rapport de la commission de dialogue affirmant que la compagnie créerait 200 emplois sur le nouvel aéroport. Air France annonce que cela ne changerait pas le nombre d'emplois par rapport à l'actuel aéroport.

♦ **12 juin :** Le CEDPA, Collectif des élu-e-s doutant de la pertinence de l'aéroport, écrivent à François Hollande pour expliquer leur retrait du dialogue avec la préfecture. En effet, dans le rapport de la commission de dialogue, il est spécifié que "toutes les études complémentaires soient menées et que le temps nécessaire soit pris pour cela" ce que contredit la présentation d'un calendrier des travaux extrêmement serré.

♦ **18 juin :** les opposants au projet bloque une nouvelle tentative de sondages : barricade sur le chemin d'accès, épandage de fumier sur les lieux. Les appareils mis en place depuis le 10 juin ont tous été sabotés.

♦ **20 juin :** les services du conseil général ferment la route départementale entre Vigneux et Notre-Dame-des-Landes en plaçant des blocs de béton à chaque bout, le tout sous la protection de 35 cars de militaires et d'un hélicoptère. Officiellement parce que la route est en mauvais état suite à des mois d'affrontement. Protestation des opposants qui rappellent que cette route doit disparaître en cas de réalisation de l'aéroport. C'est surtout un moyen de commencer à isoler les Zadistes dont bon nombre de cabanes sont le long de cette route.

♦ **21 juin :** à Paris, dans le cadre du débat sur la transition énergétique, le Ministre des transports, Frédéric Cuvillier, interrogé pat Stephen Kerckhove, d'Agir pour l'environnement, refuse de démentir les rumeurs sur une éventuelle reprise des travaux en septembre.

Les 3 niveaux de zadistes :





Niveau 1 Niveau 2 Niveau 3

» Déchets

Je veux mon bac bio !



En pleines épreuves du bac, en juin 2013, le CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, a lancé une campagne "Je veux mon bac bio" qui demande aux élus locaux de mettre en place des bacs poubelles pour collecter uniquement ce qui est compostable et de favoriser l'installation de zones de compostage collectives. L'objectif est important : les matières organiques représentant un tiers de nos déchets, c'est autant de moins à mettre en décharge ou en incinérateur. Cette campagne est soutenue par de nombreuses associations (Agir pour l'environnement, Amis de la Terre, Appel de la jeunesse, Comité de liaison énergie renouvelable, France Libertés, Générations futures, Réseau Action Climat, Réseau Compost citoyen et Réseau environnement santé). Cette campagne durera jusqu'aux élections municipales de 2014.

CNIID, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60, http://jeveuxmonbacbio.org.

Fermer les abattoirs

Le 25 mai 2013, l'association L214 a mis en place devant la Fontaine des innocents, à Paris, un "compteur humain" symbolisant les 500 animaux tués chaque seconde pour l'alimentation humaine. L'association, rappelant que l'on n'a pas besoin de manger de viande pour être en bonne santé, demande la fermeture des abattoirs. D'autres actions similaires se sont tenues dans une dizaine de villes.

L214, BP84, 13721 Marignane cedex.

La voiture, engin de guerre

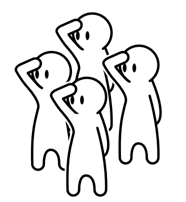
Les médias nous ont annoncé avec joie que la voiture n'a tué en France, en 2012 "que" 3645 personnes, le nombre de morts le plus bas depuis le début des statistiques en 1948. C'est évidemment mieux que les années 60 à 90 où l'on était à plus de 10 000 morts par an, avec un trafic moitié moindre… mais c'est encore au niveau des victimes d'une guerre ! Dans le monde, Peugeot et Renault tuent plus qu'Al Quaïda !

» Lyon

Le Grand stade prend du retard

Les élus opposés à la création de ce grand stade sur la commune de Décines, toutes tendances confondues, ont trouvé une faille dans les délibérations du Conseil général, obligeant celui-ci, le 31 mai 2013, à annuler le vote d'une garantie bancaire à hauteur de 40 millions (la moitié du coût annoncé). Ceci devrait encore freiner le montage financier que le président de l'OL essaie en vain de boucler depuis des années. De même, les recours juridiques ont bloqué le projet de prolongement du tramway jusqu'au nouveau stade, le financement public de celui-ci étant contesté. Les fondations ont toutefois commencé et la zone maraîchère détruite. Enfin, le 11 juin 2013, est sorti dans la région lyonnaise le film "Corrompu(e)(s)" qui interroge sur la manière dont ce projet a vu le jour. Enfin, l'avocat et élu Vert, Etienne Tête fait remarquer qu'après déjà 8 ans de retard, le projet ne prévoit plus que 58 000 places, soit seulement 3000 places de plus que le projet de restauration du stade actuel de Gerland, beaucoup moins coûteux. Le stade annoncé pour l'Euro 2016 verra-t-il le jour ? Rien n'est moins sûr !

Plus d'infos : *http://carton-rouge-decines.fr.*



alternatives

» Chronique : Les jeux écolos

Les jeux des cours de récréation

La « récréation » est l'espace des enfants. Entre les temps de « travail » scolaires, c'est le moment de la détente : pour se défouler, se dépenser, discuter, vivre des jeux entre soi loin des regards d'adultes...
Le jeu est vécu dans l'instant, sans volonté de produire autre chose que l'échange. Il permet de formuler les règles propres qui guideront la communauté des joueurs.
Les enfants savent se transmettre entre eux, sans l'intervention des adultes, des jeux qui existent parfois depuis fort longtemps. Et ils ont besoin de peu de matériel pour entrer en action : un caillou, une ficelle, une craie... au contraire des jeux de société qui deviennent de plus en plus sophistiqués et qui figent l'imaginaire.

D. R.

En voici quelques exemples.

♦ **Le jeu de la ficelle :** ce jeu existe dans de nombreuses cultures. Il consiste à faire des figures géométriques avec une ficelle, en racontant une histoire ou en chantant une comptine dans le même temps. Il est possible d''utiliser sa bouche, ses orteils, la main d'un compagnon...

♦ **Le jeu de l'élastique :** ce jeu se joue à trois, avec deux enfants qui tiennent un élastique de couture entre les jambes et le troisième qui fait une suite de figures imposées en sautant entre les élastiques.

♦ **Le jeu des osselets :** c'est un jeu de dextérité et de rapidité. Il faut lancer l'osselet de couleur, et tandis qu'il est en l'air, ramasser les autres osselets, selon des règles convenues avec les autres joueurs. Ce jeu date de l'Antiquité.

♦ **Les billes :** La façon la plus classique d'y jouer consiste à lancer sa bille en visant celle de l'adversaire afin de l'obtenir. Il peut y avoir des parcours à suivre. On peut la faire tomber dans un trou en un minimum de pichenettes. Les noyaux de fruits et les billes en terre étaient utilisées avant les billes en verre.

♦ **Les comptines d'enfants :** ce sont des chansonnettes, rythmées par des jeux et frappes de mains, qui ponctuent ou miment le récit.

♦ **Le jeu de la puce :** il s'agit de propulser des jetons plats vers un but (traditionnellement le fond d'un gobelet), soit en les pressant à l'aide d'un autre jeton, soit à l'aide d'un système à ressort formant une catapulte.

♦ **Les cabanes :** c'est l'endroit où les enfants peuvent se couper du monde des adultes.

A la maison ou à l'école, les jeux conçus par les adultes peuvent avoir des connotations différentes : ils peuvent être, par exemple, des jeux éducatifs pour apprendre.

Beaucoup de jeux transmettent également des valeurs sociales : les échecs pour symboliser et légitimer l'ordre social et ses hiérarchies, les jeux de dînette pour préparer les filles à leur rôle de femme dévolue aux tâches domestiques, les soldats de plomb pour construire une certaine image de la virilité chez les garçons...

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42 rue Hoche, 93500 Pantin, mishelu@riseup.net

Quelques livres pour aller plus loin

- *Jeux du Monde,* éditions LIED Unicef 1979
- *Les jeux de notre enfance,* Nicole Masson, éditions du Chêne, 2008
- *Jeux de notre enfance, jeux de nos enfants,* ouvrage collectif, editions monographic, 1983

» Suisse

Coopérative d'habitation


D. R.

La plus grande coopérative d'habitation a été inaugurée à Winterthour, en février 2013. 155 logements avec 30 places de stationnement pour les voitures et 580 places pour les vélos, dans un bâtiment passif (norme Minergie passif) avec une charte de fonctionnement qui prévoit une consommation minime d'électricité (2000 W par logement, ce qui correspond à la capacité moyenne dont dispose la Suisse si elle ne s'appuie que sur des renouvelables), capteurs solaires et photopiles sur les toits, charte intergénérationnelle… *www.giesserei-gesewo.ch (en allemand).*

» Paris

Chaussettes orphelines

Que faire d'une chaussette dépareillée ? Vous


D. R.

pouvez l'envoyer à l'association Chaussettes orphelines qui depuis 2008, dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris a mis en place une structure d'insertion avec les femmes du quartier : brutes ou détricotées, vos chaussettes retrouvent une deuxième vie sous forme de vêtements, de colliers, d'écharpes, de pulls… Les modèles sont conçus par Marcia de Carvalho qui les vend ensuite dans sa boutique.
Chaussettes Orphelines, 2, rue des Gardes, 75018 Paris, tél: 01 42 51 64 05, http://chaussettesorphelines.blogspot.fr

» Hérault

Couches lavables

L'association Artpiste fait depuis 2007 la promotion des couches lavables dans l'Hérault en informant le public lors de manifestations environnementales ou citoyennes et en créant des documents informatifs. Pour éviter la tonne de déchets générés en moyenne par les couches jetables nécessaires à un enfant.
Artpiste, 13, rue des Horts, 34690 Fabrègues, tél. : 04 67 66 76 99.

Médias

♦ **Alternatives économiques,** *www.alternatives-economiques.fr*, en kiosque, dans son numéro d'avril, un intéressant dossier sur "Vivre mieux sans croissance" en une dizaine de pages pour autant de propositions qui font le pari qu'il serait possible de maintenir notre niveau de vie, de réduire les inégalités, de mieux partager… même avec la crise écologique qui se précise.

♦ **Gardarem lo Larzac,** *Montredon, 12100 La Roque Sainte-Marguerite*. En ces temps de crise dans les médias, voici une revue qui malgré sa sobriété connaît une progression importante : 70 % d'abonnés en plus en deux ans. Le film *Tous au Larzac* a contribué à cette relance… tout comme sans doute la lutte de Notre-Dame-des-Landes souvent comparée à celle du Larzac des années 1970.

♦ **L'Âge de faire,** *La treille, 04290 Salignac, lagedefaire-lejournal.fr*, la revue qui propose "des outils pour réinventer le monde" a publié en mai 2013, à l'occasion des premières assises des monnaies locales complémentaires, un intéressant supplément qui rappelle les enjeux de ces monnaies et comment en mettre en place.

♦ **L'oiseau feuille,** revue pour les enfants, *2, rue des Chargeurs, 67200 Strasbourg, oiseaufeuille@gmail.com*, 6 € le numéro, entièrement réalisé par des enfants, imprimé en sérigraphie. Premier thème : "les arbres sont en bois" et comment on passe du bois au papier.

» Kokopelli

Le long procès…

L'association Kokopelli fait la promotion de la diversité des semences et, sous forme associative, diffuse à ses adhérents, jardiniers amateurs, des semences selon un astucieux système de troc ou de vente : des jardiniers peuvent devenir producteurs de semences et les échanger, ceux qui n'en produisent pas peuvent en acheter à l'association. Des milliers de semences de plantes rares, non reconnues par l'Union européenne, ont ainsi pu être protégées. (voir reportage dans le n°375 de *Silence*).

En décembre 2005, la société Graines Baumaux a fait assigner l'association Kokopelli devant le tribunal de Grande instance de Nancy. Le 14 janvier 2008, celui-ci a condamné Kokopelli à 10 000 € de dommages-intérêts à la société sur le fondement de "concurrence déloyale" caractérisée selon le tribunal par une « désorganisation du marché des graines de semences potagères anciennes et/ou de collection ».

Kokopelli a fait appel de ce jugement et a demandé que la Cour de Justice de l'Union européenne soit saisie d'une "question préjudicielle" relative à la validité de la législation sur le commerce des semences. Cela a été fait et le 19 janvier 2012, l'Avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne a donné raison à Kokopelli, conseillant à la Cour d'invalider certaines dispositions de la législation, notamment l'obligation d'inscription au Catalogue officiel des semences (fort coûteux et donc impossible pour les semences produites en petites quantités, ce qui entraîne de fait une diminution du nombre d'espèces de semences disponibles, en contradiction avec les lois sur la protection de la biodiversité). Le 12 juillet 2012, la Cour de Justice n'a pas retenu ce conseil et a validé la loi en vigueur. D'où retour à la case départ.

Suite aux lettres reçues par des sympathisants de Kokopelli, la société Baumaux s'estime victime d'actes de dénigrement, d'appel au boycott et demande maintenant 100 000 € de dommages et intérêts.

Kokopelli a déposé de nouveaux éléments au dossier, notamment en faisant constater que la plupart des sociétés qui diffusent des semences proposent des semences non inscrites officiellement au Catalogue européen, 58 sur le catalogue actuel de Baumaux, et que donc l'activité de Kokopelli, seule, ne peut être responsable d'une désorganisation du marché. Kokopelli a aussi relevé qu'au début de la procédure, Baumaux avait un chiffre d'affaires de 8 M€… et qu'il est en 2011 de 14 M€, que son résultat net est aussi passé de 890 000 € à près de 2 000 000 €, et que le préjudice apparaît donc comme inexistant. Enfin Kokopelli a demandé la condamnation de Baumaux pour "concurrence déloyale" après avoir constaté que la société Baumaux avait acheté sur internet des dénominations comme "association kokopelli", "kokopelli", "semence kokopelli"…

Un nouveau procès en appel va donc se tenir le 21 octobre 2013.

Association Kokopelli, 131, impasse des Palmiers, 30319 Alès cedex, tél : 04 66 30 64 91, www.kokopelli-semences.fr.

Espéranto ou la fin des langues ?

En observant comment les langues régionales ont été laminées par les langues nationales, les espérantistes alertent depuis de nombreuses décennies sur le risque de voir disparaître ces langues au profit d'une langue dominante.

L'Institut des technologies multilingues et multimédias de l'information de l'université d'Orsay leur donne raison.

Dans une étude portant sur les modes d'emploi des appareils vendus dans l'Union européenne, ils ont en effet noté que les traductions, théoriquement obligatoires dans les 30 langues officielles (27 nationales et 3 régionales) (sur 80 langues recensées en Europe) sont rarement faites en totalité. Clairement, dans le domaine de l'informatique (logiciels de grammaires, GPS, outils de traduction…), les chercheurs distinguent trois groupes de langues : l'anglais qui seul est systématiquement présent ; sept langues qui sont assez "moyennement traduites" (parmi lesquels le français, l'espagnol, l'allemand, l'italien, le néerlandais), 16 langues peu traduites et enfin 5 langues nationales déjà menacées : l'irlandais, l'islandais, le letton, le lituanien, le maltais (qui se classent derrière les langues régionales comme le catalan ou le basque).

Les langues régionales ont disparu en deux générations. Cela donne une idée du temps qu'il nous reste pour résoudre cette question de maintien des cultures locales.

(source : *CNRS Le Journal*, janvier 2013)

» Larzac

Le Cun devient un éco-camping

Le Cun du Larzac est né pendant la lutte contre l'extension du camp militaire, dans les années 1970. Il a connu différentes périodes d'activité, communauté, centre sur la non-violence, centre d'accueil… Nous y avons fêté pendant une semaine les 20 ans de la revue en 2002. Une nouvelle équipe s'y est installée en 2009. L'association *Champs du monde* a signé un bail avec la SCI propriétaire pour y développer une activité d'éco-camping. Le camping a été éloigné de la route, tout a été revu pour économiser l'eau, l'énergie, éviter les déchets. Il est possible d'être sur un emplacement nu ou de loger dans une tente ou une hutte en bois. Après la rénovation du bâtiment d'accueil d'origine, aujourd'hui hors norme, des formations devraient voir le jour sur le site, autour des valeurs initiales : écologie pratique, non-violence et solidarité internationale.

Le Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 61 38 57, lecundularzac.org.

» Toulouse

Imprimerie 34



L'Imprimerie 34 est une société coopérative ouvrière de production avec aujourd'hui une quinzaine d'associés, qui est capable d'assurer toute la chaîne de fabrication d'un écrit. D'inspiration libertaire, elle a fêté ses 40 ans en 2013. Outre des machines offset, elle dispose d'une imprimante couleur numérique pour les petits tirages. Elle dispose aussi du matériel pour l'impression de bâches, autocollants… Elle imprime différents magazines réguliers, des documents divers (comme le programme de l'*AlterTour* présent dans notre numéro de juin). Aujourd'hui, du fait de la concurrence d'imprimeries commerciales, elle cherche de nouveaux partenaires dans le milieu militant. N'hésitez pas à les contacter.

Imprimerie 34, 6/8 rue de Bagnolet, 31100 Toulouse, tél : 05 61 43 80 10, www.imprimerie34.com.

» Ille-et-Vilaine

Micamot, un café-librairie à la ferme



L'association Micamot a vu le jour début 2012 pour développer un projet qui associe les livres et les plantes. L'activité a pu commencer sur une ferme avec 4 hectares de terres mises tout de suite en reconversion bio, grâce à un soutien du département. Une pépinière a vu le jour avec une cinquantaine de plantes aromatiques et médicinales et des journées "café-librairie" se déroulent déjà dans les lieux. L'année 2012 a permis de monter, avec le soutien de Terre de liens, un projet pour l'achat des lieux : l'association sera locataire d'une SCI, société civile immobilière. En juin 2013, il restait encore 10 000 € de parts à souscrire (sur 140 000 €). Les parts sont à 100 €. Les parts devraient être légèrement rémunérés (autour du taux du livret A) grâce au loyer versé par l'association à la SCI. A la différence de la démarche habituelle de Terres de liens où l'argent placé n'est pas lié à un projet, on a là un "circuit court" de l'argent, une épargne directe.

Association Micamot, 7, la Châtaigneraie des Landes, 35550 Sixt-sur-Aff, tél : 02 99 90 39 98, www.micamot.fr.



climat

Le taux de CO_2 augmente

Début mai 2013, l'Agence américaine océanique et atmosphérique a annoncé avoir mesuré pour la première fois un taux de CO_2 supérieur à 400 particules par million, au-dessus d'Hawaï au centre du Pacifique. L'air au centre du Pacifique est parmi les moins pollués de la planète. L'agence rappelle que l'on est passé de 316 ppm en 1958, début des mesures, à donc 400 ppm aujourd'hui. Selon les études géologiques, le taux était resté stable en-dessous de 300 ppm pendant les 800 000 ans avant la révolution industrielle. Le taux de 400 ppm a déjà été atteint il y a environ 3 millions d'années. A cette époque, les températures étaient de 2 à 3 degrés plus élevées et le niveau des mers 20 mètres plus haut qu'aujourd'hui. Toujours selon l'Agence, la hausse du taux de CO_2 dans l'air est aujourd'hui un million de fois plus rapide que sa décroissance il y a des centaines de millions d'années. Selon le rapport du GIEC, il ne faut pas dépasser 350 ppm pour ne pas connaître une hausse moyenne de la température de plus de 2°C. L'augmentation massive de l'utilisation du charbon en Chine et en Inde, des gaz de schistes aux Etats-Unis ne vont que dans le sens d'une accélération de la hausse du taux de CO_2.

» Arctique

Les scientifiques russes évacuent en urgence

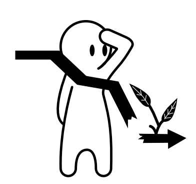
D. R.

En 2012, une base scientifique russe a été installée sur la banquise, près du Pôle nord, pour étudier les conséquences du réchauffement climatique sur la région. Les scientifiques n'ont pas été déçus : le 23 mai 2013, ils ont dû commencer à évacuer en urgence la base après avoir constaté une multiplication des fissures dans les champs de glace autour d'eux, signe d'une fragilisation de la banquise… qui jusqu'alors était considérée comme stable à cette latitude. Un brise-glace est venu à leur secours pour évacuer le matériel scientifique.

» Nouvelle-Calédonie

Plus gros "pays" émetteur de CO_2

L'extraction du nickel en Nouvelle-Calédonie est extrêmement consommatrice d'énergie. Celle-ci provient principalement de la centrale thermique au fioul de Doniambo (160 MW). Le projet de "modernisation" de celle-ci avec une reconversion au charbon (peu cher actuellement dans le Pacifique), va faire bondir les émissions de CO_2 par habitant et par an de 13,7 tonnes à 36,8 tonnes… ce qui placera la Nouvelle-Calédonie au premier rang des émissions devant le Qatar et le Koweït. Rappelons au gouvernement que la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un climat tropical avec un ensoleillement annuel de plus de 2500 heures, ce qui laisse de larges possibilités pour produire de l'électricité solaire, de même le vent y est très présent sur les côtes et peut donc faire fonctionner des éoliennes.



décroissance et transition

Lot en transition

Le film "Transition au pays, aventure lotoise" que nous avons présenté dans notre numéro de juin 201" est visible gratuitement sur internet : *www.youtube.com/watch?v=fbozz4TbGcY.*

Morvan en transition

Le 27 avril 2013 a été présenté publiquement la première édition de l'*Annuaire alternatif du Morvan*, édité par Morvan en transition qui regroupe une quinzaine de groupes locaux. Il est diffusé à prix libre. Plus de 300 initiatives présentées sur 52 pages autour de dix thèmes : alimentation bio, habitats, déplacements, déchets, culture, loisirs de pleine nature, hébergement, solidarité, pêle-mêle… Ce guide sort trois ans après le voyage à pied de Benoît Kubiak à travers le Morvan et le lancement d'un premier groupe local de transition. *Morvan en transition, http://morvanentransition.fr.*

» Détroit

Renaissance d'une ville ?

En une cinquantaine d'années, la population de Détroit s'est effondrée du fait de la délocalisation des usines automobiles. La population est passée de deux millions d'habitants à 700 000 aujourd'hui. Des quartiers entiers sont à l'abandon et des "prairies urbaines" se sont multipliées. Un mouvement de jardins partagés a vu le jour et aujourd'hui sur 15 000 hectares disponibles, 120 ont été remis en culture. Certains y voient une possible recombinaison entre ville et campagne, mais soyons modestes : cela ne représente que 5 % de la consommation en légumes de la ville ! (*Imagine*, janvier 2013)



D. R.

Incroyable comestible ?

Des groupes "incroyable comestible" se sont lancés dans la culture de fruits et légumes offerts aux passants, un moyen de participer à la sensibilisation aux questions abordées par le mouvement des villes en transition (au moins 60 groupes en France, en mars 2013). Un bon outil pour aborder la question de la dépendance alimentaire des villes, de l'intérêt de la relocalisation… mais qui a aussi ses limites.

Ainsi, les initiateurs du mouvement à Todmorden, en Grande-Bretagne, ont lancé le mouvement en 2008 avec comme objectif de rendre leur ville de 15 000 habitants autonome en alimentation en 2018. A mi-parcours, on en est à 70 bacs répartis dans la commune (soit moins de 200 m² cultivés)… alors que pour atteindre l'autonomie alimentaire, il faudrait atteindre entre 3000 et 4000 hectares. Les animateurs du mouvement indiquent que 83 % de la population a modifié ses habitudes et cherche maintenant à "manger local". Reste à savoir ce que l'on entend par local. *(www.incredible-edible.info).*

Les Anglaises et l'arme nucléaire


D. R.

C'est un groupe de femmes incroyablement déterminées qui a changé les mentalités anglaises dans les 15 dernières années. Nous avons demandé à Angie Zelter son témoignage.

Au Royaume-Uni, la dissuasion nucléaire est la doctrine officielle. "Trident" est le type de sous-marins utilisés mais plus généralement c'est le nom "grand public" de l'arme nucléaire anglaise. A la fin des années 90, quelques femmes, dont Angie Zelter, créent l'association *Trident Ploughshares*, "Les socs de charrue contre les Trident" pourrait-on traduire, pour des actions non-violentes de terrain.

De véritables actions de terrain. Angie nous en énumère quelques unes : *"Nous avons bloqué l'accès à la Base, coupé des clôtures, nous sommes aussi allées plonger sous les sous-marins et nous avons détruit certains équipements en rendant des véhicules militaires inutilisables et en les taggant avec les mots "crimes de guerre". En 1999, trois d'entres nous ont pénétré une barge d'assistance technique au sous-marin Trident, nous avons jeté à la mer tout le matériel qu'elle contenait, les ordinateurs et les matériels électroniques, nous avons détruit les boîtiers de commandes et coupé les câbles électriques. Cela nous a valu 5 mois de prison et un procès. Nous avons plaidé que nous appliquions le droit international pour prévenir des crimes de guerre. Le juge nous a donné raison ! Et nous avons été acquittées ! "*

Acquittées ! Après avoir détruit du matériel militaire pour les armes nucléaires ! Et du fait que ces installations préparaient un "crime de guerre" ... Voilà la grande victoire de ces militantes ! Cela leur a donné une visibilité exceptionnelle qui a changé les mentalités !

Angie Zelter a fondé en 2007 l'association *Faslane-365* pour bloquer la Base des sous-marins nucléaires. La Base a été bloquée 131 jours et cela a provoqué dans l'opinion publique anglaise un débat qui a mis ce sujet en première priorité de l'agenda politique. Le Parti National Écossais a pris position contre les armes nucléaires et le prochain référendum de septembre 2014 pour l'indépendance de l'Écosse impliquerait, en cas de victoire, la fermeture de la Base de Faslane, l'unique base des sous-marins...

L'association *Trident Ploughshares* continue à organiser des "camps de désarmement nucléaire" devant les bases nucléaires, des stages de non-violence active et des rencontres pour que les militants se connaissent. En août et septembre 2013, à Burghfield, un autre camp se tient en lien avec le jeûne international à Paris et Büchel en Allemagne*.

Le débat est intense au Royaume-Uni sur le sujet du renouvellement des sous-marins et missiles nucléaires. Les partis politiques au pouvoir sont partagés sur la question mais le débat existe, contrairement à ce qui se passe en France.

Plus de contacts entre les Français et les Anglais semble un objectif indispensable pour éliminer les armes nucléaires en Europe. Les années prochaines peuvent être décisives.

Dominique Lalanne
Physicien nucléaire retraité,
co-président de Armes nucléaires STOP
do.lalanne@wanadoo.fr

* http://actionawe.org/trident-ploughshares-burghfield-camp-2013/

» Turquie

Vers le droit à l'objection de conscience ?


D. R.

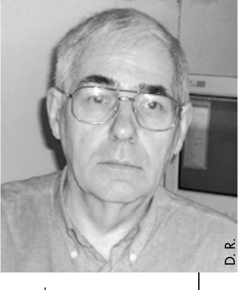
Le 15 mai 2013, la cour suprême turque a cassé la condamnation de Halil Savda pour avoir "provoqué l'hostilité publique envers le service militaire". Halil Savda avait en fait annoncé publiquement son intention d'être objecteur de conscience, le 6 janvier 2010 (voir entretien dans *Silence* n°398, p.37). Il avait été condamné à six mois de prison ferme. Les tribunaux ont immédiatement engagé de nouvelles poursuites.

Le 18 mai 2013, en réponse à cet acharnement, plus de 100 personnes ont tenu une conférence publique à Istanbul pour annoncer la création d'une association de soutien aux objecteurs de conscience.

Depuis 2006, l'Union européenne a demandé que l'objection de conscience soit autorisée dans le pays pour qu'elle puisse adhérer.

» Polynésie française

Bruno Barrillot licencié

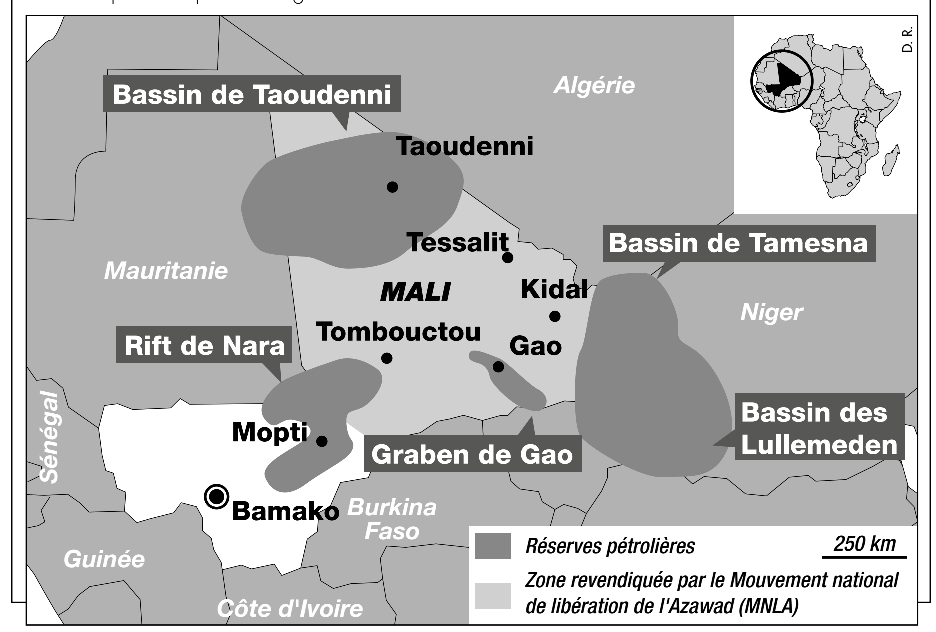

D. R.

Revenu au pouvoir, en Polynésie française, le 17 mai 2013, Gaston Flosse, l'indétrônable président pro-essais nucléaires, a pris la décision, le 3 juin 2013, de licencier Bruno Barrillot de son poste de chef de service de la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires en Polynésie (DSCEN). Bruno Barrillot, ancien conseiller à la défense pour l'Eglise catholique dans les années 1970, animateur du MRJC, a été l'un des fondateurs, en 1984, du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits à Lyon avant de s'installer à Tahiti, en 2005, où il a multiplié les enquêtes sur les retombées des essais nucléaires depuis maintenant une vingtaine d'années. Il avait été nommé à ce poste par l'ancienne majorité indépendantiste. Il a reçu en 2010 le prix décerné à New York "Nuclear free future". L'Association des vétérans des essais nucléaires, AVEN, a protesté depuis la métropole ; tout comme Greenpeace et d'autres groupes écologistes.

» Mali

Carte des réserves pétrolières

Un indice pour comprendre la guerre en cours...





politique

Le gouvernement va-t-il devoir se "verdir" ?

En juin 2012, le PS avait 296 sièges dans le nouveau parlement, alors que la majorité est de 289 sièges. Une position qui lui permet jusqu'à présent de ne pas avoir à négocier avec d'autres groupes parlementaires pour faire avancer les projets de loi.
Mais à chaque élection partielle, le Parti socialiste perd des sièges. Le 16 décembre 2012, il a perdu un siège dans l'Hérault. Les 2 et 10 juin 2013, la 1re et la 8e circonscriptions des Français à l'étranger (suite à l'invalidation des comptes de campagne). Le 23 juin 2013, la 3e circonscription du Lot-et-Garonne (affaire Cahuzac). Il est probable qu'il y ait une nouvelle élection partielle dans la 3e circonscription des Bouches-du-Rhône (attente du passage au tribunal en appel de la condamnation de Sylvie Andrieux). Le groupe PS ne comptait plus, fin juin, que 292 sièges, soit 3 sièges de majorité. En cas de perte de majorité, il devrait composer soit avec EELV, soit avec le Front de gauche. Vu la présence d'EELV au gouvernement, cela pourrait être tout à l'avantage des écologistes.

"Crise économique" ?

♦ **Paradis fiscaux contre austérité.** Selon un rapport de la Commission européenne, 1000 milliards d'euros échappent chaque année aux fiscs européen, soit 7 % du PIB. Cela correspond pour la France à 140 milliards, deux fois le montant du déficit public. Le meilleur moyen de rééquilibrer nos comptes financiers peut être donc au choix, de pénaliser les plus pauvres en augmentant les impôts comme la TVA ou au contraire de pénaliser les riches en luttant contre les évasions fiscales. On sait ce que choisit un gouvernement de droite… et on ne peut que constater que le PS a fait le même choix !

♦ **Manque de confiance pour les partis et les syndicats.** En France, selon l'INSEE, il ne reste plus que 7,6 % de la population active à être syndiquée et seulement 1 % à adhérer à un parti politique. 32 % des Français sont par contre adhérents d'une association tous genres confondus (du sport aux droits humains).

♦ **Grèce : Taux de suicide en hausse.** Le nombre de suicides en Grèce a augmenté de 26 % en 2012.

♦ **Grèce : Droits syndicaux bafoués.** Les salaires des enseignants débutants ont été abaissés de moitié en quatre ans, soit à 650 € par mois. Le refus de mutation peut maintenant justifier un licenciement. 2000 postes devraient être supprimés d'ici la fin 2013. Alors que les syndicats enseignants appelaient à une grève à partir du 17 mai 2013, jour d'examen du bac, des policiers ont apporté à chaque enseignant un ordre de réquisition. La désobéissance aurait entraîné une sanction d'au moins trois mois de prison. Le 16 mai, tous les enseignants du secondaire ont reçu une convocation les obligeant à être présents dans leur établissement de 8h à 14h, tous les jours de la semaine, même pour ceux qui ne font pas passer le bac et qui n'ont donc pas de cours à donner. Des mesures extrêmes qui n'avaient pas été prises depuis la dernière guerre. Tout cela est anticonstitutionnel, mais ne gêne pas ceux qui gouvernent sous le contrôle des milieux financiers.



Monaco, paradis fiscal, banques et grosses fortunes.

♦ **Les inégalités s'accentuent.** Dans un pays qui produit et qui n'est pas en guerre, la richesse collective s'accentue. Alors que nous sommes officiellement en crise, les résultats des entreprises de luxe, en hausse, montrent clairement que la crise ne touche pas tout le monde. Une étude de l'INSEE publiée le 13 juin 2013, confirme cela : les inégalités s'accentuent. Dans une région comme Rhône-Alpes, les trois départements les plus pauvres (Loire, Ardèche et Drôme) ont connu une évolution négative en 2012, alors que les départements les plus riches (Rhône, Isère, Ain, Savoie, Haute-Savoie) ont connu une progression des revenus. La Haute-Savoie, département le plus riche de la région, connaît même la progression des revenus la plus importante : + 2,4%. La "crise " est donc une nouvelle méthode du capitalisme pour confisquer les richesses des pauvres au profit des riches.



femmes, hommes etc.

Conséquences du pic de pétrole sur la condition des femmes

Dans le livre paru en 2004, *Peak Oil is a Women's issue,* Sharon Astyk s'interroge :

"Quoi qu'il advienne dans le monde de l'après pic pétrolier, les femmes seront affactées de façon différente, et dans bien des cas plus durement que ne le seront les hommes. Elles sont déjà, en temps normal, plus exposées à la pauvreté que les hommes ; en période de crise économique, elles le sont encore davantage. Les femmes à la fois pauvres et âgées représentent la catégorie la plus vulnérable aux Etats-Unis, et le pic pétrolier n'améliorera sans doute pas leur condition. Celles qui élèvent seules leurs enfants rencontreront sans doute davantage de difficultés. Le problème des inégalités salariales entre les sexes risque également d'être plus marqué à l'avenir […] Statistiquement, les femmes pauvres sont plus souvent victimes de maltraitance et de grossesses non désirées. Il leur est, en outre, plus difficile qu'aux hommes, d'échapper à leur condition […]



A Gaza, attente pour le ravitaillement en pétrole.

Un futur viable passe par la liberté laissée aux femmes de choisir si elles souhaitent avoir des enfants, à quel moment et combien. Déjà, dans notre société riche, la pauvreté prive nombre d'entre nous d'accès aux soins et au contrôle des naissances […] En cas de dépression économique sévère, le nombre des femmes pauvres augmentera sans doute énormément et nous ne verrons probablement pas moins d'enfants, mais davantage de grossesses non souhaitées. A moins que nous prenions les devant en accordant l'accès aux soins à tous, ce problème étant une priorité dans un monde limité en ressources".

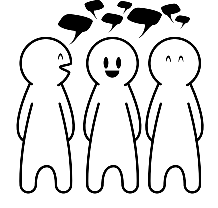
» **BD**

Boules et bile

La Barbe a encore frappé ! Ce collectif féministe dénonce, armé de fausses barbes et par des interventions intempestives, les lieux de pouvoir et de prestige d'où les femmes sont exclues. Elles sont intervenues lors de la cérémonie de remise des prix de Lyon BD, le 14 juin 2013, félicitant ironiquement le choix de 90 % d'hommes invités et de 7 hommes sur les 8 lauréats. Depuis sa création, le festival d'Angoulème a quant à lui compté 43 hommes sur 45 Grands Prix, et 39 hommes sur 40 présidents du jury. Difficile de faire pire.

Cinéma et sexisme

Il paraît que les artistes sont en avance sur notre temps. Lors du dernier festival de Cannes, en mai 2012, on a pu largement en douter. Ainsi, Roman Polanski déclarant : "Je pense que cette tendance à vouloir mettre les hommes et les femmes à égalité est purement idiote. Je pense que c'est le résultat (...) des progrès de la médecine. La pilule a beaucoup changé les femmes de notre temps, en les masculinisant". Ou François Ozon présentant son dernier film "Jeune et jolie" affirmant : "Je pense que les femmes peuvent facilement se connecter avec cette fille car c'est un fantasme de beaucoup de femmes de se prostituer. Ça ne veut pas dire qu'elles le font, mais le fait d'être payée pour coucher est quelque chose qui fait partie de la sexualité féminine. (…) Je crois qu'être un objet dans la sexualité est quelque chose d'évident, le fait d'être désiré, utilisé. Il y a une forme de passivité que les femmes recherchent".



» Royaume-Uni
Non-violence contre extrême-droite

Après l'assassinat d'un militaire en pleine rue le 22 mai 2013, des manifestations anti-islam ont été organisées par des groupes d'extrême-droite britanniques, le 26 mai 2013. Alors que des militants se dirigeaient vers la mosquée



D. R.

de Bull Lane à York (nord de l'Angleterre), une centaine de musulmans ont marché à leur rencontre. Ceci en leur offrant des tasses de thé et des pâtisseries. Quelques manifestants ont accepté le dialogue et il a même été possible ensuite d'organiser un match de foot. Six ont finalement accepté de visiter la mosquée. Mohammed El-Gomati, maître de conférences à l'Université de York, a affirmé dans le quotidien *The Guardian* : «Il est possible d'avoir un dialogue. Même des représentants de la Ligue de Défense de l'Angleterre, organisatrice de la manifestation, ont commencé à parler et nous avons découvert que nous sommes d'accord que l'extrémisme violent n'est pas correct ».

Accaparement des terres

Selon la revue *La Terre* du 21 mai 2013, depuis son entrée dans l'Union européenne en 2007, la Roumanie a vu 30 % de ses terres agricoles passer aux mains d'investisseurs occidentaux. En Ukraine, Charles Beigbeder, un des dirigeants du Medef et de l'UMP, a déjà racheté 120 000 hectares de terres fertiles.

» Brésil
Contre les grands travaux

"Nous voulons des hôpitaux, pas des normes [de football] de la FIFA"



D. R.

Lors du match inaugural du nouveau stade de Brasilia, le 13 juin 2013, puis devant le nouveau stade de Rio, le 17 juin 2013, plus de 3000 personnes ont manifesté à chaque fois derrière une banderole : "Rien à faire de la coupe du monde de football, nous voulons des budgets pour la santé, l'éducation et les transports publics". A la fin du match, malgré la victoire du Brésil, la présidente Dilma Rousseff a été huée dans le stade. Les manifestants dénoncent aussi bien la corruption qui a accompagné ces grands travaux que les mesures d'isolement qui ont été prises pour masquer les favelas, ou les hausses de tarifs dans les transports. Le 18 juin, dynamisées par les réseaux sociaux, de nombreuses manifestations dans le pays ont réuni cette fois plus de 200 000 personnes sous le nom d'*Occupy Brasil*. Nouvelles manifestations le 20 juin 2013, avec cette fois plus d'un million de personnes : "un professeur vaut plus qu'un footballeur". Nouveauté : des footballeurs professionnels apportent leur soutien aux manifestants ! Les dépenses pour la Coupe du monde de football de 2014 sont comparées aux budgets pour les transports collectifs… Un mouvement pour les transports en commun gratuit, le MPL, Mouvement pour le passage libre, présent dans toutes les grandes villes a été très actif pour amorcer la mobilisation. Chaque match de foot de la Coupe des Confédérations sert de point de départ à des manifestations monstres.

Le 24 juin 2013, Dilma Rousseff a annoncé une rallonge du budget pour les transports publics de 18,5 milliards d'euros (contre 11 milliards pour les stades et autant pour 13 aéroports qui ne seront pas prêts pour le Mondial 2014). Elle a promis de criminaliser la corruption liée aux grands travaux. Enfin, elle a annoncé la tenue d'un référendum pour se prononcer sur une réforme de la Constitution… mais sans préciser les modifications qui seraient apportées.

Le mouvement pour le passage libre a répondu qu'il était content de l'ouverture du dialogue mais qu'il s'agit d'abord de baisser le prix du transport avant de se lancer dans de nouveaux grands travaux, même si ceux-ci concernent les transports.

Des sondages indiquent que 75 % des Brésiliens soutiennent les demandes des manifestants, mais 67 % souhaitent que se tienne quand même le Mondial 2014 de football.

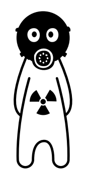
» Italie
Cécile Kyenge victime du racisme

Cécile Kyenge, 49 ans, auparavant ophtalmologiste, est ministre de l'intégration depuis le 28 avril 2013. D'origine congolaise, élue du Parti démocrate, elle est la première femme noire à siéger dans un gouvernement italien. Et cela déclenche des réactions de haine incroyables de la part de l'extrême-droite et de la Ligue du Nord. Au parlement, elle a déjà été traitée de "guenon noire", "zoulou"… "C'est un choix de merde, un éloge à l'incompétence (...) Elle a la tête d'une femme au foyer", a déclaré en mai 2013 le député européen de la Ligue, Mario Borghezio. Le 13 juin 2013, Dolores Valandro, élue locale de la Ligue du Nord à Padoue, a carrément appelé au viol : "Mais pourquoi personne ne l'a jamais violée, juste pour lui faire comprendre ce que peut éprouver la victime de ce terrible délit ?" Ceci pour appuyer une intervention sur les viols commis par des immigrés. La justice italienne va-t-elle intervenir ?

Dante Faricella

» Seine-Saint-Denis
Réseau Bienveillant

Un projet associatif se construit à Bobigny autour des adolescents migrants de 11 à 16 ans, scolarisés dans les classes d'accueil locales. Il s'agit d'abord de favoriser les liens entre ces enfants, souvent très isolés, et la société civile à travers des accompagnements individuels. A l'appui de ces parrainages, l'idée est aussi de créer un réseau d'entreprises pour favoriser l'orientation et la formation professionnelle de ces jeunes peu scolarisés avant leur arrivée en France. Le projet est relayé et soutenu par différents acteurs locaux (associations de parrainage, UNAPP, Mission Réussite Solidaire de Bobigny, comité local UNICEF...). Les promoteurs de ce projet cherchent des parrains et marraines bénévoles, d'autres partenaires associatifs locaux, et des interlocuteurs professionnels sur toute la France.
Contact : Mme Julliot, 06 87 20 08 79, elodie.julliot@gmail.com.



» Fukushima

Le redémarrage des réacteurs impossible ?

Le personnel de la filière nucléaire étant entièrement mobilisé pour se relayer à Fukushima, la maintenance des autres réacteurs ne peut plus être assurée. Ces personnes approchent toutes la limite d'exposition pour 5 ans et ne peuvent être remplacées. Ceci risque de provoquer l'arrêt définitif du programme nucléaire.

♦ **22 mai,** l'arrêt définitif de la centrale de Tsuruga est officialisé.

♦ **23 mai,** TEPCO annonce avoir beaucoup de mal à maintenir les effectifs présents à un niveau correct (autour de 3000 personnes).

♦ **24 mai,** Anand Grover, rapporteur spécial pour les droits à la santé aux Nations Unies demande au Japon que le suivi médical des enfants soit systématiquement fait dans les zones où les gens reçoivent plus d'un millisievert par an… ce qui va bien au-delà des zones évacuées.

♦ **29 mai,** la NRA transmet un ordre écrit à Japan Atomic Energy Agency officialisant ainsi l'interdiction de redémarrer le surgénérateur de Monju.

♦ **30 mai,** selon le site de TEPCO, les émissions de radioactivité sont de 10 millions de bequerels par heure… soit au même niveau que le 24 juillet 2011 et qu'au 18 décembre 2012. Cela fait donc deux ans que le nuage radioactif s'échappe sans plus aucune amélioration.

Yoshikazu Tsuno

➤ Manifestation de Greenpeace à Tokyo le 26 juin 2013 pour dénoncer le "casino nucléaire""Les joueurs du nucléaire doivent payer maintenant".

♦ **31 mai,** alors que le gouvernement a déjà déboursé plus de 30 milliards d'euros pour maintenir hors faillite TEPCO, il faut ajouter 10 milliards d'euros rien qu'en 2013 comme aide aux collectivités pour la décontamination.

♦ **4 juin,** un contrôle médical de la thyroïde portant sur 174 000 mineurs présents dans les zones évacuées et alentours, a permis de détecter 12 cas de cancers avérés, 15 autres cas à confirmer… et 935 enfants présentant une conformation suspecte.

♦ **6 juin,** l'Université du Texas publie dans la revue Environmental Research Letters, un scénario montrant la possibilité pour le Japon de produire son électricité en remplaçant le nucléaire par l'énergie solaire.

♦ **7 juin,** visite de François Hollande accompagné de dix ministres et de représentants de l'industrie dont Areva, EDF… Alors que la France a abandonné son surgénérateur Superphénix en 1997 et que l'Autorité de sûreté nucléaire japonaise vient d'arrêter le surgénérateur de Monju, François Hollande et Shinzo Abe, premier ministre japonais, annoncent qu'ils vont lancer ensemble des recherches pour la mise au point de nouveaux surgénérateurs ! France et Japon vont aussi collaborer pour l'exportation de centrales nucléaires.

♦ **11 juin,** lors d'une conférence de presse, Akie Abe, la femme du premier ministre, lui demande d'arrêter le nucléaire. Elle critique les accords passés avec la France en vue de vendre de la technologie à d'autres pays. C'est la première fois qu'elle s'exprime en public depuis l'arrivée de son mari au pouvoir.

♦ **12 juin,** la région d'Osaka publie un rapport "Le Japon peut se passer du nucléaire d'ici 2030".

♦ **13 juin,** la Croix-Rouge fixe la limite d'exposition de ses secouristes à 1 mSv (dose pour le grand public au niveau international). Les autorités japonaises protestent et craignent que policiers, pompiers et armée exigent le même niveau d'exposition (alors que c'est 20 mSv pour eux). La Croix-Rouge répond qu'elle juge aussi important de porter secours aux victimes que de ne pas rendre victimes à leur tour ses secouristes.

♦ **15 juin,** interrogés sur la déclaration de la femme du premier ministre, 58,3 % des Japonais se déclarent sur la même position.

♦ **19 juin,** officiellement, il y a eu 1415 morts (dont 34 suicides) pendant l'évacuation des 20 km autour de Fukushima.

♦ **21 juin,** TEPCO publie des données de contamination au césium sur des poissons pêchés dans son port. Cela va jusqu'à 320 000 bq/kg (3200 fois au-dessus des normes officielles).

♦ **22 juin,** la mairie d'Itaté annonce un projet de centrale solaire au sol sur des terrains définitivement perdu du fait de la contamination.

♦ **23 juin,** le laboratoire indépendant de l'ACRO rappelle que le taux normal du tritium en mer est de 0,1 bq/l, c'est 100 fois plus à proximité de l'usine de La Hague, c'est 1000 et 10 000 fois la normale (910 Bq/l le 14 juin par exemple) autour de Fukushima.

♦ **24 juin,** un travailleur se confie à des médias indépendants (http://oshidori-mako.laff.jp). Il annonce que le renouvellement du personnel est quasi-impossible car tout le personnel des autres centrales est déjà venu en renfort, que presque tout le monde a atteint le niveau de dose autorisé et que dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager de redémarrer d'autres réacteurs.

Une version plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.



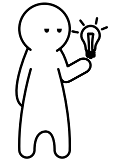
♦ **Comment faire un débat public ?** Le 6 juin 2013, la Commission particulière de débat public s'est réunie en interne en invitant les syndicats du secteur de l'énergie pour étudier comment reprendre les réunions publiques. Ont été abordées les questions suivantes : "Comment faire changer les opinions qui n'ont pas d'intérêt à ce que ce débat public se tienne ?" ou encore "Comment maintenir un moment important de dialogue s'inscrivant dans un renforcement indispensable des instances de concertation". Le vice-président de la Commission, Jacques Archimbaud, a déclaré : "Le débat public reprend car c'est un droit démocratique […]. Le droit de s'opposer à un débat public n'existe pas et nous prendrons les moyens pour que ce débat ait lieu". Rappelons que ce démocrate est membre d'EELV, et est le directeur adjoint du cabinet de Cécile Duflot. Jacques Archimbaud (et donc EELV ?) cautionne donc le principe des débats où tout ce qu'on peut dire est inutile car tout est fixé d'avance.

♦ **Nouvelle réunion bloquée.** Le 17 juin 2013, la deuxième réunion publique autour du projet Cigéo d'enfouissement des déchets a de nouveau été bloquée par les opposants. Jean-Luc Bozon, élu local, a remis une lettre aux responsables leur rappelant que 60 000 personnes de la région ont demandé la tenue d'un référendum sur la question. "Vous aurez le bordel dans toutes vos réunions tant que nous n'aurons pas de référendum", a-t-il lancé en dénonçant "des technocrates parisiens qui vont faire crever la Meuse et la Haute-Marne." Il a été applaudi par la majorité des 300 personnes présentes dont de très nombreux élus locaux. Des élus EELV venus pour assurer le "dialogue" à la tribune ont été chahutés… par d'autres élus EELV présents dans la salle !

♦ **Nouvelles annulations.** Le 25 juin, la Commission de débat a annoncé l'annulation des débats prévus le 27 juin à Cherbourg, le 4 juillet à Ligny-en-Barois (Meuse) et le 11 juillet à Chaumont. Au moment du bouclage de ce numéro, on en est donc à deux débats empêchés et cinq annulés sur onze prévus.

Les réacteurs nucléaires menacés par le manque d'eau

Selon la revue *Nature Climate Change,* une étude universitaire réalisée conjointement par des Américains et des Européens montre que l'augmentation des sécheresses liées au réchauffement climatique va provoquer des manques en eau pour le refroidissement des réacteurs nucléaires construits en bord de fleuves. Selon cette étude, les capacités de production nucléaire – en supposant que l'on continue à avoir les mêmes réacteurs qu'aujourd'hui – baisseraient aux Etats-Unis de 4 à 16 % et en Europe de 6 à 19 %. Les centrales thermiques charbon et gaz qui fonctionnent de la même manière pour le refroidissement connaîtraient les mêmes problèmes. En France, EDF a déjà publié des informations sur la possible fermeture de Civaux, près de Poitiers, du fait du débit insuffisant de la Vienne pratiquement chaque été.



Transition énergétique

♦ **Le lobby nucléaire fait pression.** Alors que se déroule le débat sur la transition énergétique, le lobby nucléaire fait pression pour que le gouvernement autorise par décret les centrales nucléaires à poursuivre leur production jusqu'à 60 ans. Des interventions en ce sens ont été publiées par le MEDEF, par le groupe des entreprises de l'énergie, par EDF…
Alors que nos centrales nucléaires ont déjà une moyenne d'âge de 27 ans (sans compter le temps du chantier), et qu'elles ont été conçues pour une durée de vie de 30 ans, accepter de poursuivre leur exploitation, c'est prendre un risque d'accident plus important.
Et l'ASN, autorité de sûreté nucléaire, et l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, deux organismes pourtant pro-nucléaire, ont bien souligné le risque que l'on prend : comme certaines parties d'un réacteur ne sont pas repérables ni remplaçables (cuve, enceinte…), en cas de découverte d'un problème suite à un incident sur un réacteur, la seule décision alors correcte pourrait être l'arrêt de tous les réacteurs en même temps… avec un risque énorme alors sur la continuité de la fourniture d'électricité.
La diversification des sources de production (l'ASN et l'IRSN proposent de construire de nouveaux réacteurs !) est une garantie contre ce genre de panne généralisée. Le débat sur la transition doit donc choisir quelles seront les nouvelles sources de production et non pas de prolonger la vie fragile des réacteurs existants.

♦ **Les renouvelables plébiscitées.** *Harris Interactive* a réalisé pour le compte de *The European Climate Foundation*, un sondage sur l'avenir énergétique en Europe. Selon ce sondage, 52% des Français pensent que l'avenir énergétique du pays ne passe pas par le nucléaire, 69% qu'il ne passe pas par les gaz de schistes. 96% estiment qu'il faut développer les énergies renouvelables et 70% que cela doit être la priorité. Le pétrole, le charbon et le gaz ne sont considérés comme des énergies d'avenir que par 34% des sondés. Enfin, les Français mettent la protection de l'environnement en tête (46%) devant l'indépendance énergétique et l'efficacité énergétique.

♦ **Lutter contre la précarité énergétique.** Mi-juin 2013, le Centre de recherche et d'action sociales (Ceras), un organisme jésuite, a publié un rapport mettant en garde contre les inégalités sociales provoquées par les choix énergétiques. Rappelant que selon une étude de la Fondation Abbé Pierre, 15% de la population a déjà du mal à payer ses factures d'énergie, le centre de recherche demande que les orientations qui vont être prises aillent dans le sens de plus d'égalité sociale… ce qui veut dire d'abord mettre l'accent sur la lutte contre les déperditions, l'isolation des bâtiments anciens… avant d'investir dans de nouvelles sources de production d'énergie. Les rapporteurs de l'étude demandent également une réforme fiscale avec une progressivité des prix en fonction de la consommation, ainsi que la mise en place de formes de solidarité pour ne pas priver les plus pauvres.

Pays ayant le plus recours aux énergies renouvelables

Selon l'Agence internationale de l'énergie, concernant la production d'électricité uniquement, voici le taux de production par les énergies renouvelables pour les pays les plus "autonomes" en 2011 :

• Islande	100 %	(hydraulique, géothermie)
• Norvège	93 %	(hydraulique, éolien)
• Canada	63 %	(hydraulique essentiellement)
• Suède	55 %	(hydraulique surtout)
• Portugal	47 %	(hydraulique, éolien, un peu solaire)
• Danemark	40 %	(éolien avec des jours à 100 %)
• Autriche	37 %	(hydraulique et solaire)
• Espagne	30 %	(hydraulique, éolien, solaire)
• Allemagne	27 %	(éolien, hydraulique, solaire, biogaz)

Gaz de schiste

♦ **Pologne : Occupy Chevron.** Depuis le 2 juin 2013, des paysans menacés d'expulsion par la firme Chevron qui veut venir faire des forages pour exploiter du gaz de schistes, ont mis en place un campement pour empêcher le passage des engins. Ils rappellent que Chevron a le droit de faire des tests séismiques mais pas de forer. Le 14 juin, 46 paysans ont été convoqués au tribunal pour le 21 juin, pour manifestation illégale. Un soutien international se met en place. On peut suivre cela sur *http://occupychevronfr.tumblr.com.*


D. R.

♦ **Offensive de parlementaires.** Le 6 juin 2013, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientitifques et technologiques a présenté un rapport sur les "techniques alternatives à la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des gaz de schistes". Et des alternatives, il n'y en a pas vraiment, ce qui fait dire à cet Office que la fracturation hydraulique reste "la plus efficace et la mieux maîtrisée". Ce sont les députés Christian Bataille (M. Nucléaire du PS) et Jean-Claude Lenoir (M. EDF de l'UMP) qui ont animé la réalisation de ce rapport. Bizarrement, ces parlementaires, censés comprendre les enjeux scientifiques, ne s'intéressent pas à la principale raison de refuser les gaz de schistes : les émissions de gaz à effet de serre qui augmenterait encore la dérive climatique. Les associations opposées à l'exploitation de ce combustible de mauvaise qualité, relèvent que dans le rapport on trouve mot à mot des phrases déjà vues dans les rapports du MEDEF ou dans la bouche du PDG de Total. Une évaluation donc totalement sous influence.

» Etats-Unis

La voiture électrique fait faillite

Obama voulait qu'un million de voitures roulent à l'électricité en 2015. Cela n'en prend par le chemin. Les deux principaux fabricants sont en difficulté financière. *Coda Automobile* a déposé un dossier de faillite en mai 2013. *Fisker Automobile* son concurrent a licencié 75 % de ses salariés depuis le début de 2013 et pourrait aussi se déclarer en faillite. Les autres fabricants de voitures, comme Tesla, General Motors ou Nissan, Toyota ou Honda, vendent aussi des voitures électriques ou hybrides mais cela ne constitue qu'une part minime de leurs activités. Le prix élevé et le temps de recharge fort long pour une autonomie faible décourage l'achat de ce genre de véhicule.

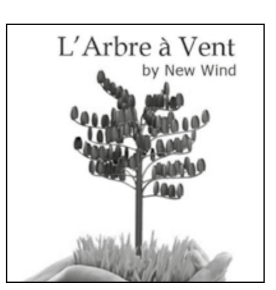
» Côtes d'Armor

Le Mené inaugure ses éoliennes

La communauté de communes du Mené, dans le centre de la Bretagne, a choisi d'aller vers l'autonomie énergétique (voir entretien dans Silence n°398). Dans ce cadre, les communes, en partenariat avec des associations et une partie en investissement citoyen, ont réalisé un parc éolien de sept éoliennes qui ont été inaugurées le 5 juillet 2013.

» Côte d'Armor

L'arbre à vent



Aux côtés de ces grosses éoliennes, la communauté de Communes du Mené a aussi passé un accord avec une société locale NewWind pour expérimenter un "arbre à vent". Un mât en forme d'arbre, de 8 à 12 m de haut, accueille des mini-éoliennes en forme de spirale ressemblant à des feuilles. Ces mini-éoliennes sont conçues pour démarrer avec des vents très faibles (2m/s) avec des puissances de 2,5 à 3,5 kW : un ou deux arbres suffisent pour alimenter une maison. Si une "feuille" tombe en panne, elle ne bloque pas les autres et peut facilement être remplacée.
NewWind, Cap entreprises, 30, avenue des Châtelets, 22950 Trégueux, tél : 02 96 76 59 06, www.arbre-a-vent.fr.



Nouveau sommet pour la Françafrique

Le 25e sommet France-Afrique s'est tenu à Nice en mai 2010. Le suivant devait se tenir en Egypte… mais a été annulé car tombant en plein printemps arabe. Avec l'arrivée du "changement c'est maintenant" au pouvoir, on pouvait penser que cesserait ce procédé féodal de soumission au peuple dominant. Mais, il n'en est rien : un nouveau sommet est annoncé à Paris pour le mois de décembre 2013, et pour bien enfoncer le clou, il aura pour thème "la sécurité". Comprenez "la sécurité des intérêts français" qui passe par la présence de nos troupes dans de multiples pays, la dernière recolonisation en date étant le Mali. François Hollande ne fait guère preuve d'imagination, puisqu'en 1998, Jacques Chirac avait choisi le même thème, indémodable.



"Nous resterons au Mali"

Le 25 mai 2013, à la veille du sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba (Ethiopie), François Hollande a déclaré : "Nous resterons au Mali et autour du Mali, parce que nous n'en avons pas fini avec le terrorisme". De même que l'on reste en Afghanistan (1500 hommes), au Liban (900), en Côte d'Ivoire (1100), à Djibouti (1900), au Gabon (900), au Sénégal (350), au Tchad (950), en République Centrafricaine (600)…

» Togo

L'opposition tout feu tout flamme

Les 9 et 11 janvier 2013, deux incendies détruisent en partie les marchés couverts de Kara et Lomé, au lendemain de trois jours de mobilisation de l'opposition. 35 membres du CST Collectif sauvons le Togo, une coordination de l'opposition, sont alors mis en examen pour "regroupement de malfaiteurs" et accusés d'être à l'origine des incendies… sans autre preuve qu'un seul témoin qui va ensuite se rétracter en affirmant avoir porté les accusations après avoir été torturé par des officiers. Une commission d'experts est alors nommée pour déterminer l'origine des incendies… avec des experts français. Mais trois mois après, aucun résultat n'est rendu public. Pendant ce temps, Faure Gnassingbé, président, mène sa campagne électorale en vue des prochaines législatives… dont la date reste à fixer. Parions que la France saura l'aider à être réélu.

Des îles qui peuvent rapporter gros

Lorsque Madagascar obtient son indépendance le 26 juin 1960, la France "oublie" d'y faire figurer un certain nombre d'îles : Les Glorieuses (au nord), Tromelin (à l'est), Juan de Nova, Bassas da India et Europa, à l'ouest donc dans le canal de Mozambique). En 1973, Madagascar a entamé une procédure auprès de l'Onu pour récupérer ces îles… mais jusqu'à aujourd'hui, la France a réussi à bloquer toute décision. Ces îles ne totalisent que 44 km² et ne sont pas habitées… mais donne à la France, au niveau du code maritime, accès à d'immenses surfaces : 200 miles des côtes soit 370 km. Problème : les eaux territoriales de Madagascar se recouvrent avec ces surfaces… sous lesquelles Total et d'autres compagnies se disputent la possibilité d'exploiter notamment des poches de gaz. Pour éviter le conflit avec Madagascar, la France a choisi de renverser le précédent gouvernement et de le remplacer par un plus favorable à sa politique. (*Survie*, juin 2012)

annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

» Habiter ensemble

■ **Réf. 415.01.** Région sud-est entre mer et montagne, dans vallée sauvage à 1h de marche. Offrons maison 130 m2 au sol sur 2 étages (à refaire) avec 1 à 2 ha de terrain (à défricher). Partageons potager, verger, chevaux/ânesses ; gestion collective des lieux. Nous vivons à 10 mn, production PAM en biodynamie depuis 30 ans + biodiversité sauvage et cultivée. Profil recherché : projet de femmes, collectif de jeunes, personnes autonomes, sincères, avec joie de vivre. *Envoyer lettre motivée à la revue, merci.*

■ **Lyon.** Étudiante de 19 ans, je cherche une colocation ou personnes intéressées pour former une colocation sur Lyon. Dans un esprit de partage et de dialogue, consommation réfléchie pour l'eau, l'électricité, etc, de même pour l'alimentation (bio et/ou locale). Pas de loyer supérieur à 400€/mois. Me contacter pour en discuter si intéressé-e-s. *Mes coordonnées : Zélia Porcheron-Georget 06.83.23.81.28 (surtout à ce numéro). Adresse Postale : La Bretonnerie,18 route de la Chapelle 37270 Azay-Sur-Cher. 02.47.50.58.87 (très peu joignable pendant l'été).*

■ **Drôme.** Nous sommes Eva, Gaby, Guillaume et Myriam, quatre êtres humains engagés en quête d'un nôtre monde (et d'une nôtre maison !) ! Nos caractéristiques seraient donc notamment l'humanisme, la détermination, l'amour pour la vie, la lutte pour l'émancipation, l'envie d'échanger et d'apprendre des autres, etc.
Nous recherchons pour septembre une maison avec terrain en location dans la campagne autour de Romans pour un habitat partagé, lieu de vie collectif qui sera le reflet de nos valeurs en termes d'activités, d'alimentation, de relations, bref, de mode de vie. Nous recherchons également quelques personnes pour nous rejoindre dès à présent dans cette recherche pour vivre ce projet avec d'autres. Nos activités vont, selon les personnes, de l'éducation populaire à la permaculture et la paysannerie, en passant par l'anthropologie et le militantisme. Une veine artistique se développe également et se traduit de diverses manières : artisanat, poésie, musique, cirque. Le groupe est étroitement lié à l'association Teth-Bêche. L'association vise à contribuer à une réappropriation de la vie en milieu rural à travers l'éducation populaire (comme méthode d'intervention), l'agroécologie (comme vision du développement rural), et les pratiques artistiques et artisanales (pour créer de l'autonomie et de la poésie).
Pour nous proposer un lieu ou nous rencontrer et rejoindre le petit groupe, contactez nous !
Eva : 06 27 25 28 18, eva.timone@gmail.com ; Guillaume : 06 52 28 01 08, berthet.guillaume@gmail.com

» Formation

■ **Isère.** La Formation et Expérimentation au Vivre Ensemble (FEVE) est une formation adressée aux personnes de 22 à 35 ans souhaitant se former au vivre ensemble...et l'expérimenter.
Elle se déroule à la Communauté de l'Arche de Saint-Antoine l'Abbaye (Isère), dont les membres mènent une vie basée sur la spiritualité et la non-violence. La FEVE comporte des temps d'ateliers de formation, de vie communautaire, de partage et d'échange, des temps spirituels, des chantiers collectifs... La formation est en deux ans, dont la première année à temps plein à la communauté, et la deuxième en six rassemblements. Il reste des places pour la promotion démarrant en septembre 2013. Plus d'informations sur *www.feve-nv.com.*

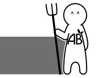
» Vacances

■ **Vosges.** Petit camping familial et convivial vous accueille au cœur de la forêt vosgienne. *Avant de venir nous voir, essayez www.camping-vosges-nature.com ou La Clairière du Verbamont, 88410 Claudon.*

Hérault : Cantercel, Site expérimental d'architecture

- **Terre d'utopies,** 7 et 8 septembre, week-end découverte grand public, parcours de découverte avec animations, exposition de photos, table ronde, spectacle vivant, atelier enfants, librairie…
- **Stage terre-paille,** 25 au 27 septembre, stage payant avec Olivier Scherrer.

Cantercel, site expérimental d'architecture, 34520 La Vacquerie et Saint-Martin-de-Castrie, tél : 04 67 44 60 06, sens-espace@cantercel.org, www.cantercel.com.



agri-bio

Hautes-Alpes : chantier-école de pépiniéristerie

2 au 6 septembre à Eourres (limite 05, 26 et 04).

Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.

Drôme : transformation des produits du jardin

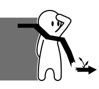
6 au 8 septembre, avec Marion Haas et Stéphane Cozon, producteurs depuis 25 ans à La Ferme de Baume Rousse, polyculture-élevage en biodynamie.

Mouvement de l'Agriculture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, www.bio-dynamie.org.

Pyrénées-Orientales : permaculture et systèmes de culture regénératifs

22 au 29 septembre, formation avec Sylvaine Anani et Eric Escoffier.

Les Mains sages, maison des associations, 16, rue de l'ancien palais de Justice, 06130 Grasse, tél : 06 46 50 43 80, http://permaculture.mains-sages.org.



décroissance, transition

Indre-et-Loire : Ici-même, festival décroissant

31 août et 1er septembre à Lussault-sur-Loire, événement écologique et militant, espace d'expérimentations et de diffusion culturelle, l'énergie est fournie par le soleil et des dynamos. Entrée à prix libre. Thème de l'année : la transition énergétique…

Manifesto, 133, quai Paul-Bert, Bâtiment 5, 37100 Tours, https://fr-fr.facebook.com/MANIFESTOweb.

Ille-et-Vilaine : Atelier de simplicité volontaire

7 septembre. Echange d'expériences, découverte ou approfondissement. Thème de la journée : la simplicité volontaire n'est vraiment possible que grâce à la communauté. Comment créer une solidarité juste et durable ?

Alexis Robert et Mélissa, La Guette, 35800 Paimpont, tel. : 02 99 07 87 83.

Caen en transition : rencontre mensuelle

jeudi 12 septembre de 18h à 20h, à la Maison des Solidarités, 51, quai de Juillet,

Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, http://fr.wiser.org/group/caenentransition.

Rhône-Alpes : rencontre régionale des groupes de transition

21 et 22 septembre à la ferme de Chalonne, chemin de Chalonne, 38390 Charette. Samedi matin : installation et mise en route des ateliers enfants ; après-midi : forum ouvert ; soir : repas festif. Dimanche matin : visite d'expériences (jardins, cueillette de plantes comestibles, atelier terre, atelier média, etc.).

Transition des Lauzes, transitiondeslauzes@gmail.com.

éducation

Gironde : apprendre c'est naturel

2 septembre à 17h , à Pessac, sur l'éco-site de Bourgailh

Renseignements : Sandra : 05 56 89 63 08, sandra.alternative@yahoo.fr, www.alter-native-gironde.fr/fete-de-la-parentalite.

Alsace : Ecotidienne

- **Préparer et appliquer ses peintures naturelles,** 7 septembre
- **Fabriquer ses produits de toilette,** 13 septembre
- **Vannerie traditionnelle,** 14 et 15 septembre

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

énergies

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS,

tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique.

Pour participer : Paul Roullaud, tél : 02 40 87 60 47, www.independentwho.org.

environnement

Notre-Dame-des-Landes : occupation de terres contre l'aéroport,

maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence.

Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org.

femmes, hommes, etc.

Marseille : Au bazar du genre, féminin et masculin en Méditerranée

jusqu'au 6 janvier 2014, au Mucem, installations contemporaines autour de 5 thématiques : "mon ventre m'appartient", "les chemins de l'égalité", "LGBT, vivre sa différence", "Mon prince viendra", "Chacun son genre".

Mucem, 1, esplanade du J4, 13002 Marseille, tél : 04 84 35 13 13, www.mucem.org.

Rhône : Marquage(s)

28 septembre au 6 octobre. Exposition d'œuvres graphiques de Catherine Ursin, mémorial de mots/maux de femmes sous forme de photographies abîmées, abordant les violences faites aux femmes.

Galerie La Forge, 50, rue Franklin, 69002 Lyon, http://ursin.uniterre.com.

Fêtes, foires, salons

Gard : deuxième souffle du rêve

24 août au 1er septembre près du Vigan, festival autour de la permaculture.

Le souffle du rêve, 2, chemin du Frigoulier, 30250 Junas, http://lesouffledureve.org.

Nantes : festival Faites de la paix

31 août et 1er septembre. Ateliers et conférences, espaces restauration, concerts. Lieu : Le Vertou, Nantes.

Association Soyons créateurs de paix, www.faitesdelapaix.org.

Namur : salon Valériane

6 au 8 septembre à Namur Expo, plus de 300 exposants et une cinquantaine de conférences et ateliers.

Nature & Progrès, rue de Dave, 520, 5100 Jambes, tél : 081 30 36 90, www.valeriane.br.

Saône-et-Loire : 6e salon du livre libertaire

8 septembre à l'espace des Griottons, à Cluny, conférences, forums, débats, repas à prix libre…

La Vache Noire, ADCL 71, Le Retour, 71250 Jalogny.

Doubs : Bio'jours

14 et 15 septembre à Vuillafans, près d'Ornans, foire bio.

Association Terres, 15, rue de l'Oratoire, 70110 Villafans, tél : 03 84 20 97 17, villafans@aol.com.

Rhône : festival des possibles

du 20 septembre au 20 octobre. A Saint-Genis-Laval. 20 septembre : parking day et espace de gratuité, place des anciens combattants. 30 septembre, projection Les moissons du futur avec Marie-Monique Robin, espace culturel. 19 octobre : conférence « la gratuité » avec Paul Ariès, etc.

L'écoclicot, 8, rue de la ville, 69230 Saint-Genis-Laval, lecoclicot.blogspot.fr.

Côte-d'Or : 31e foire écologique de Semur-en-Auxois

23 septembre au centre Saint-Exupéry, thème de l'année : l'eau, restauration en soutien à Terre de Liens, producteurs bio et locaux, artisans, associations, espace santé, ateliers…

Auxois-Ecologie, BP 27, 21440 Semur-en-Auxois.

Deux-Sèvres : éco-festival « ça marche ! »

28-29 septembre. Samedi 28 après-midi, festival des films des possibles, 20h30, palais des Congrès de Parthenay, projection de Pierre Rabhi, Au nom de la terre avec la réalisatrice Marie-Dominique Dhelsing. Dimanche 29, marché bio et local, forum des associations et entreprises solidaires et durables, animations maraîchage, fours solaires, logiciels libres, ornithologie, produits naturels… Après-midi, projection-débat autour de Raconte-moi la maison autonome.

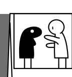
Collectif Marie-Monique Robin, 5, rue René Caillié, 79200 Parthenay, tél. : 09 71 26 96 42, eco-festival-ca-marche.fr.

films, spectacle, culture

Calvados : De la vie au jardin

jeudi 26 septembre à 20h, au ciné du Casino de Villers-sur-Mer. Projection du film de Marie Delenclos sur les jardins partagés, solidaires, pédagogiques, thérapeutiques ou d'insertion dans le Nord de la France.

Caen en transition, tél : 06 62 57 23 37, http://fr.wiser.org/group/caenentransition.



habitat

Aube/Yonne : atelier d'écoconstruction

21 septembre. Atelier familial et rigolo. Apprendre à construire en terre crue.

Les Ombelles, tél. : 03 25 43 92 26, www.lesombelles.com.

politique

Paris, la question de l'autonomie de la technique

6-7 septembre 2013 à La Sorbonne. Rencontres organisées par Technologos. Le 6 de 9h30 à 17h et le 7 de 9h à 11h30. Avec Bernadette Bensaude-Vincent, François Jarrige, Christophe Bonneuil, Alain Gras, Simon Charbonneau, Stéphanie Lacour, Caroline Moricot, Hélène Tordjman, Dominique Bourg, Hervé Kempf, Pierre Trigano, Daniel Cérézuelle, Roland Gori, Frédéric Rognon…

Contact : Technologos, 38, rue Taine, 75012 Paris, www.technologos.fr.

Marseille : le goût de l'émeute

7 septembre, à 17h, rencontre avec Anne Steiner, auteure du livre Le goût de l'émeute.

CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, 50, rue Consolat, 13001 Marseille, tél : 09 50 51 10 89, http://cira.marseille.free.fr.

Macon : fête altermondialiste

22 septembre, sur le thème "Vite ! Un autre monde…". Le capitalisme, après un règne de deux cents ans, s'est métamorphosé en entrant dans une phase mortifère : il génère tout à la fois crises sociales, économiques majeures et une crise écologique d'ampleur historique. Une rupture avec les politiques actuellement menées est urgente. Un autre monde plus juste, plus solidaire, respectueux de la nature et riche de la diversité de ceux qui le construisent est possible, il est indispensable, il est à notre portée… 200 associations invitées. Conférence animée par Eric Toussaint, du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) et membre du Conseil scientifique d'Attac. Marché paysan, restauration bio, coin enfants, scène musicale...

Attac-Mâcon, tél : 03 85 50 56 51, macon@attac.org.

Auch : journée de l'écologie populaire

28 septembre, de 9h à 16h, place de la Fontaine, quartier de Garros, marché paysan, atelier cuisine, dégustation d'eau, jeux de bois, démonstration de toilettes sèches, énergies propres et économies d'énergie, déchets et lombricomposteurs, abris à insectes, visite botanique du quartier, stands associatifs…

Auch en transition, www.auch.transitionfrance.fr.

agenda

Deux-Sèvres : Ateliers de la simplicité

- **Visite de ruches et pain d'épice,** 1er septembre, 10h30-12h30
- **Bonbons, sucettes à base de produits de l'abeille,** 1er septembre, 14h30-16h30
- **Savons et matières premières locales,** 21 septembre, 14h30-16h30

Les Ateliers de la simplicité, centre socio-culturel de mellois, 8, place René-Groussart, 19500 Melle.

santé

Bordeaux : expertise et OGM,

12 septembre à 20h, conférence de Gilles-Eric Séralini, à la salle des associations, maison cantonale, rue de Nuit.

Vigilance OGM 33, ol.deb@free.fr, tél : 06 32 15 78 44.

s!lence

Jura : Silence, on cause !

mardi 10 septembre de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local".

Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.

Bordeaux : Silence, on cause !

Jeudi 19 septembre à 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "S!lence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres.

Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.

Lyon : expédition de S!lence

19 et 20 septembre, dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

vélo

Vélorution : à Chambéry

Vendredi 6 septembre à 18h, place du Palais-de-Justice. A Marseille, à 19h, place Jean-Jaurès.

Vélorution

Samedi 7 septembre à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à Angers, à 15h, place du Pilori ; à Avignon à 14h30, place Pie ; à Cherbourg, à 14h, place Napoléon ; à Nantes, à 14h, place Royale ; à Nice, à 14h, place Garibaldi ; à Poitiers, à 10h10, porte de Paris ; à Rennes, à 15h, place Hoch ; à Tours, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles !

Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.

Isère
Terre vivante

- **aquarelle botanique,** 6 au 8 septembre
- **mon potager sans dépenser,** 7 et 8 septembre
- **osons les fleurs au jardin,** 14 et 15 septembre
- **réalisons nos cosmétiques aux plantes du jardin,** 14 et 15 septembre
- **mon potager en ville,** 21 et 22 septembre
- **je crée et entretiens une mare naturelle,** 28 et 29 septembre.

Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Si vous désirez diffuser S!lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Distribution de nourriture par l'ONU.

L'échec humanitaire

Dans un petit livre "L'échec humanitaire, le cas haïtien", Frédéric Thomas, du Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve (Belgique), dresse un procès effrayant de l'action des ONG présentes en Haïti.

LE 12 JANVIER 2010, UN IMPORTANT SÉISME frappe Haïti. Une noria d'organisations humanitaires vient au secours du pays. Dans quel but ? Aider les victimes ? Le bilan, trois ans après, montre qu'il y a bien d'autres enjeux.

Rappelant le déroulement habituel d'une intervention : alarme médiatique, emballement compassionnel, déferlante humanitaire, retombée médiatique, Frédéric Thomas affirme que la principale chose à laquelle contribuent ces interventions est la dépolitisation de la situation.



■ L'échec humanitaire, le cas haïtien, Frédéric Thomas, éd. Cetri / Couleur Livres, 2013, 74 p., 9 €.

DÉPOLITISATION DES PROBLÈMES

Et pourtant, politisation il y a. Et il fait la comparaison suivante :

"Imaginons Bruxelles frappé par un tremblement de terre… Alors que nous sommes encore sous le choc, débarquent plusieurs contingents de *Marines,* suivis de centaines de journalistes, accompagnant quelques milliers d'ONG (…). Laissons de côté le prix des loyers qui double, les fonctionnaires qui démissionnent pour travailler dans des ONG offrant un salaire bien plus élevé, le gouvernement qui (…) se fait doubler par les agences internationales, pour nous intéresser seulement aux menus désagréments du quotidien. Les embouteillages de 4x4 tous les matins et tous les soirs, les reportages à répétition sur l'incurie, la corruption, l'incapacité (typiquement) belges, les réunions d'évaluation des besoins en anglais. Et ces jeunes humanitaires, vingt ans moins âgés que vous, avec dix ans d'expérience de moins, mais gagnant quatre fois plus, qui vous expliquent ce qu'il convient de faire et comment le faire, vous tapotant cordialement l'épaule, tout en vous montrant la caméra et en vous disant *smile*".

Pour intervenir en Haïti — comme au Mali —, il faut d'abord être dans un "état d'urgence". Cela permet d'intervenir en dehors de tout processus démocratique. Qui, en Haïti, a voté pour l'arrivée des ONG ? Des ONG qui pourtant contrôlent aujourd'hui 66 % du budget de l'Etat. Comme pour une intervention armée, Haïti a eu ses affaires de viols, de violations des droits humains… dans un cadre néocolonialiste qui ne se cache même pas.

NE NOUS SAUVEZ PAS !

Alors ne faut-il rien faire ? Marie-Carmel Fils Aimé, de l'Institut haïtien Karl Lévêque, deux ans après le séisme, intervenait à Bruxelles : "Occupez-vous de contrôler et changer les politiques de vos Etats et de l'Union européenne, qui nous appauvrissent et nous enfoncent dans la dépendance ; nous nous occuperons de notre Etat qu'il faut transformer de fond en comble. Ne vous substituez pas à nous. Ne nous 'sauvez' pas".

Frédéric Thomas conclut que pour lui "l'humanitaire est une machine à transformer notre échec en spectacle".

Francis Vergier ■



Dans le *Manuel de transition,* Rob Hopkins présente de nombreux outils pour lancer un processus de ville en transition vers l'après-pétrole

D. R.

Critiques émergentes autour de la transition

Au fur et à mesure que le mouvement des Villes en transition prend de l'ampleur, des critiques se font jour. Un petit tour d'horizon de ce qui a déjà été repéré.

LA NOTION DE RÉSILIENCE EST APPARUE en écologie scientifique dans les années 1970 pour désigner la capacité des écosystèmes à se réorganiser suite à un choc. Mais le succès de cette notion est beaucoup plus récent dans le domaine de l'écologie politique. On doit en particulier cet engouement au mouvement des *villes en Transition,* qui a largement œuvré à la promotion de cette idée (1). Rob Hopkins (2) utilise souvent l'analogie d'un gâteau : dans une société résiliente, les principaux ingrédients du gâteau sont produits localement, et on ne fait appel aux produits importés que pour la touche finale : les cerises confites et le glaçage, par exemple. Dans une communauté peu résiliente, les ingrédients de base sont tous importés, et seuls les cerises confites et le glaçage sont produits localement. En cas de choc énergétique (comme le pic pétrolier) une société peu résiliente est donc extrêmement fragile car son mode de vie dépend presque entièrement d'un ensemble de systèmes sociotechniques globalisés qui nécessitent beaucoup de transport et d'énergie : les cerises et le glaçage ne suffisent pas à faire le gâteau ! Afin de renforcer la résilience des sociétés humaines, le mouvement de la Transition propose donc des actions qui vont dans le sens d'un accroissement de l'autonomie des territoires et une relocalisation de tout ce qui peut l'être. Pour y parvenir, les « transitionneurs » prônent également un renforcement des liens entre les individus : il s'agit d'enrôler le plus largement possible les citoyens, en dépassant les clivages politiques traditionnels. Mais comme on pouvait s'y attendre, le succès du mouvement de la Transition commence à générer un certain nombre de critiques.

CRITIQUES DU LOCALISME

C'est sans doute la perspective localiste qui fait l'objet du plus grand nombre de débats. Sans surprise, certaines de ces critiques sont issues des adversaires traditionnels des mouvements écologistes, en particulier ceux qui réfutent l'origine humaine du changement climatique et minimisent le pic pétrolier. Parmi les chantres de la mondialisation économique, l'éloge du

Manuel de transition 10 000 exemplaires !

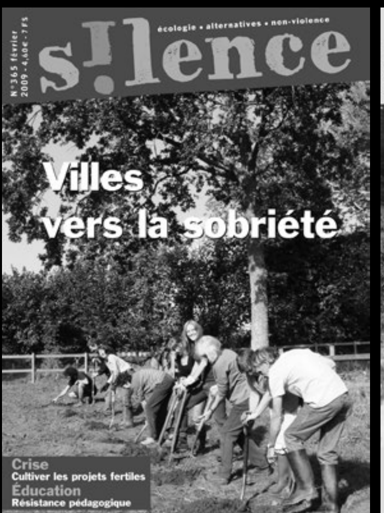
Sorti en octobre 2010, le *Manuel de transition* se vend très bien : nous en sommes à 10 000 exemplaires vendus en France, Belgique et Suisse dont 2400 vendus directement par *S!lence*, les autres par les librairies.



(1) Voire notamment les dossiers réalisés par *S!lence* : n°365, 379, 385.

(2) Hopkins R., 2010. *Manuel de la Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale,* Ed. Ecosociété, Montréal.

Depuis février 2009, *Silence* a déjà publié quatre dossiers sur le thème des villes en transition.









Une écologie apolitique ? Débat autour de la transition

Le document de Paul Chatterton et Alice Cutler cité dans l'article (note 6), vient d'être publié en français. Ce livre coédité par Silence et Ecosociété (Québec) comprend également la réponse de Rob Hopkins.

Pour creuser les réflexions de ce livre, nous avons consulté un certain nombre de groupes de transition et d'observateurs externes : cela fera l'objet de notre dossier de novembre 2013.

localisme et le slogan *« small is beautiful»* sont également violemment critiqués, dans la foulée d'un ouvrage de Wilfred Beckerman au titre explicite : *« Small is stupid » (3).* Mais c'est sans doute parmi les sympathisants de la Transition que l'on trouve les critiques les plus constructives. Parmi eux, certains voient dans cette tendance au localisme une forme potentiellement dangereuse de repli sur soi. Peter North fait par exemple une analyse intéressante des différentes formes de localisme, dont il distingue deux grandes tendances :

- un localisme faible *(weak localism)* qui ne serait qu'une adaptation déconcentrée du modèle capitaliste sous contrainte énergétique, ce qui n'apporterait rien de fondamentalement neuf dans les rapports sociaux ;
- un localisme fort *(strong localism)* davantage décentralisé et basé sur une économie stationnaire, à vocation sociale et solidaire, qui correspondrait donc davantage au projet généralement porté par les initiatives de Transition… mais dont Peter North se demande bien comment elle pourrait concrètement se propager à l'ensemble de la société (4).

En France, cette tendance au localisme mâtiné de décroissance est également critiquée par Jean-Marie Harribey et Cyril Di Méo, qui pointent du doigt un risque pour le devenir de l'assurance chômage ou encore de la sécurité sociale : *« que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ? » (5).* Comment maintenir ces systèmes de solidarité nationale dans un contexte où la base d'imposition (l'activité économique) se contracterait et où les formes d'organisation sociale se relocaliseraient à l'extrême ?

CRITIQUES DE L'APOLITISME ET DU CONSENSUS

D'autres auteurs, tels Alice Cutler et Paul Chatterton, pointent du doigt la dimension inclusive du mouvement, c'est à dire sa volonté de passer outre les clivages politiques traditionnels. A trop vouloir faire consensus parmi une communauté, à trop refuser l'affrontement, Cutler et Chaterton se demandent si le risque n'est pas de marginaliser les militants, ceux qui s'inscrivent dans un processus de dénonciation radicale du système. Le fait que Rob Hopkins rechigne à utiliser le terme capitalisme est identifié par ces deux auteurs comme un élément significatif qui *« empêche une analyse de la manière dont des logiques de profit et les forces du marché continuent à dessiner notre avenir » (6)* Le mouvement est ainsi régulièrement accusé par les activistes de gauche et les écologistes politiques d'être trop consensuel, ne citant pas ses ennemis et ne s'attaquant pas aux fondements du problème : à savoir le mode de fonctionnement de l'économie capitaliste. On notera à ce propos, comme le font Luc Semal et Mathilde Szuba, que cette dimension consensuelle et inclusive est une des différences importantes entre le mouvement de la Transition et celui de la Décroissance (7). Enfin, d'autres auteurs comme Ted Trainer reprochent au mouvement de la Transition de ne pas être suffisamment novateur : l'écologie politique et le vaste mouvement

(3) Beckerman, W., 1996. *Small is Stupid: Blowing the Whistle on the Greens.* Duckworth Ed., London.

(4) North P., 2008. *« Localisation as a response to peak oil and climate change – a sympathetic critique »,* Department of Geography, University of Liverpool, Liverpool. URL : http://transitionculture.org/2008/09/30/a-sympathetic-critique-of-localisation-by-peter-north/

(5) Di Méo C., Harribey J-M., 2006. « Du danger de la décroissance » in *Politis,* n°917, 14 septembre 2006.

(6) Cutler, A., Chaterton P., 2009. *The Rocky Road to a Real transition : The Transition Towns Movement and What it Means for Social Change.* Ed. Trapese , London. URL : http://www.trapese.org/

(7) Semal L., Szuba M., 2010. *France qui décroît, France en transition,* in Hopkins (2010) pp. 180-185.

➤
De petits groupes locaux, travaillant sans hiérarchie, peuvent-ils changer leurs environnements proche ou plus lointain ?


Kathleen Cassidy

de l'économie sociale et solidaire proposent en effet depuis des décennies de nombreuses solutions que le mouvement de la transition reprend à son compte en l'inscrivant dans une perspective réformiste. Ce à quoi Ted Trainer oppose que tout projet de réforme est voué à l'échec : *« car les réformes ne peuvent pas résoudre le problème » (8).*

CRITIQUES DIVERSES : DÉFIANCE TECHNOLOGIQUE, NEW-AGE, RETOUR EN ARRIÈRE, ETC.

De nombreuses autres critiques ont pu être formulées ici et là. La méfiance des « transitionneurs » à l'égard de la technologie peut ainsi être interprétée par certains comme une forme de technophobie primaire (9). La présence récurrente d'arguments sur la médecine douce ou « le bon vieux temps » ne manque pas non plus d'en agacer certains, tandis que d'autres, tels Alex Steffen, ironisent sur la faible ampleur des changements générés par le mouvement en comparaison de l'immensité des défis à relever. *« Tout autour du monde »* écrit-il, *« des groupes de personnes qualifiées, influentes, expérimentées, disposant de compétences, de connaissances et de capacités technologiques inimaginables pour nos grands-parents se réunissent pour regarder en face l'apocalypse qui arrive... et décident de commencer à échanger des graines ou des vêtements d'enfants » (10).* L'échelle de gestion des problèmes ne serait donc pas la bonne, trop focalisée sur les individus et les petits gestes du quotidien. De nombreux débats ont d'ailleurs lieu à propos de ces enjeux d'échelle : la question est de savoir par exemple si les initiatives de Transition sont applicables ailleurs que dans des villages, des quartiers ou des petites villes. Enfin, certains se demandent comment et jusqu'où impliquer les institutions publiques dans la Transition. Comment peuvent s'articuler ces démarches, initiées par les citoyens, avec celles des acteurs publics (comme par exemple les plans climat, les documents d'urbanisme ou encore les politiques de programmation des transports) ? Un dialogue est-il seulement possible ?

Autant de questions qui restent posées. Le mouvement de la Transition n'a donc pas fini d'agiter nos neurones !

Aurélien Boutaud

Cet article est basé sur un document réalisé par Aurélien Boutaud et Philippe Jury, 2012. "La transition, entre théorie et pratique : du transition management aux initiatives de transition-résilience, Ed. Millénaire3, Lyon." ■

Combien de groupes ?

D'après les ventes du *Manuel de transition,* il y a eu plus de 200 tentatives de groupes en France. Les contacts d'environ 120 sont présents sur le site transition.france.fr. Mais que font ces groupes ? Le *Manuel* présente une démarche en douze points. Le niveau 4 consiste à "organiser une grande libération" qui est la phase où le groupe se présente publiquement. Ce stade est généralement atteint par les 120 groupes. Au-delà, c'est plus flou… et pour le moment aucun groupe français n'a atteint la dernière étape qui est de présenter un "plan de descente énergétique". Celui-ci est une compilation concrète chiffrée et datée de ce que l'on souhaite faire dans un délai d'une vingtaine d'années dans le territoire dont on s'occupe.

Seulement 4 groupes français ont adhéré à la coordination internationale… mais cela suppose d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

(8) Trainer T., 2011. *« The transition towns movement : its huge signification and a friendly criticism »,* Billet mis en ligne le 6 avril 2011. URL : www.feasta.org/2011/04/06/the-transition-towns-movement-its-huge-significance-and-a-friendly-criticism/

(9) Grover S., 2009. *The darkside of Transition Towns ? Worldchanging slams Transition Movement.* Billet du 5 novembre 2009, URL : www.treehugger.com/corporate-responsibility/the-dark-side-of-transition-towns-worldchanging-slams-transition-movement.html

(10) Steffen A., 2009. *Transition Towns or Bright Green Cities ?* Billet du 27 octobre 2009. URL : www.worldchanging.com/archives/010672.html



L'Equicerie. Violaine Frappesauce est une épicière formidable. Pour dynamiser son commerce, elle a décidé de partir en tournée à bord d'une roulotte tirée par un cheval.

Les nourritures itinérantes

Faire ses courses quand on habite à la campagne... C'est l'occasion d'une promenade à la ville du coin, histoire de se balader et de voir du monde ; c'est l'occasion de sortir la voiture.
Depuis ces terres éloignées, la connexion à l'achat et la sociabilité passent par le véhicule individuel et motorisé. Mais y a t-il d'autres moyens de lier entre eux les territoires ? Peut-on imaginer diminuer le recours systématique aux automobiles ?

OBSERVONS TOUT D'ABORD LE COMmerce de proximité à la campagne... On l'imagine terne et poussiéreux comme une boîte de conserve oubliée et un peu cabossée. Ou au contraire bonhomme, le nez dans un livre qui attend la clochette annonçant le prochain client et la prochaine conversation sur la météo. On l'imagine un peu disparaissant, pris dans le tourbillon d'une ruralité vieillissante et de supermarchés vindicatifs.

Dans la réalité, il s'agit effectivement d'un secteur plutôt malmené : le nombre d'alimentations générales et de café-tabacs diminue inexorablement. Dans le rural, en France, plus d'une commune sur deux ne possède aucun commerce de proximité, ce qui correspond à 25% de la population rurale.

Les disparités sont cependant très grandes entre les régions, la Bretagne étant très équipée (4% de la population rurale n'a pas accès à des commerces dans son village), tandis qu'en Haute Normandie, en Franche-Comté, en Picardie et en Champagne-Ardenne, c'est plus de 40% de la population rurale qui souffre de solitude commerciale (1)... et sociale, car l'épicerie du village, c'est comme l'église, c'est l'endroit où on vient papoter.

Enfin, il faut noter qu'en France, le temps accordé aux courses baisse régulièrement depuis plus d'une décennie (2) : l'acte d'achat n'a plus vraiment d'importance.

L'AMBULANCE À L'ANCIENNE

Quelles solutions sont possibles face à la déresponsabilisation de l'achat, et à l'isolement des communes et des individus qui la peuplent ? L'itinérance ?

L'itinérance existe bien dans nos vertes campagnes, mais sa version traditionnelle pique un peu du nez. Autour de Moirans-en-Montagne (Franche-Comté), les camions itinérants qui butinent les villages alentours se raréfient. Alix Defbordes, boucher de son état, a abandonné il y a 3 ans sa tournée. Il explique qu'en 8 ans, environ 40 % de sa clientèle est passée outre-tombe, que seules les personnes âgées achètent mais qu'elles achètent peu. Une tranche de jambon, à la mamie, ça lui dure trois jours ! Et puis, les jeunes générations ont d'autres habitudes. Ils prennent la voiture et vont au supermarché. De toute façon, ils travaillent au moment du passage du camion. Et puis, ceux qui se sont installés dans les villages éloignés, c'est souvent pour des raisons économiques... ils ne sont pas très riches... ils préfèrent décidément aller au supermarché.

Au vu des faibles bénéfices escomptés, l'investissement dans un camion de tournée (entre 80 et 90 000 €) est redoutable... et dissuasif. Jean-Pierre Munin, quant à lui, est épicier itinérant. Dans quatre ans, il part à la retraite et ne sait pas vraiment si quelqu'un reprendra sa tournée.

(1) Étude INSEE « Le commerce de proximité » N°1292, mai 2010.

(2) « L'évolution récente des commerces ruraux (1980-2005) : exemple des Alpes de Haute-Provence ». Publié dans « Vivre en Haute-Provence Alpine », université de Provence, mai 2009.



L'Equinette. Parce que Patricia voulait lier service à la personne et soutien aux producteurs locaux, elle a choisi de livrer personnes âgées isolées et travailleurs bobos trop occupés, avec les produits qu'elle va chercher les matins au marché.

D. R.

Bref, un constat *a priori* assez peu réjouissant, entre manque de viabilité économique, concurrence accrue des grands groupes, dépendance à la voiture et difficulté de transmission.

DES CHEVAUX ET DES FEMMES

Et une itinérance en exploration ? Une itinérance innovante ?

Violaine Frappesauce est une épicière formidable. Et elle a peur de mourir d'ennui cloîtrée 60 heures dans la supérette de Pluherlin (Bretagne) qu'elle gère depuis 2005. Alors, pour dynamiser son commerce, elle a décidé de partir en tournée à bord d'une roulotte tirée par un cheval. C'est *l'Equicerie*. Depuis l'année dernière, de mi-avril à mi-septembre, elle fait le tour des communes alentours deux après-midis par semaine, afin de ravitailler lotissements, maisons de retraite, personnes isolées et commerçants. Mais comment a t-elle fait ? D'abord, elle a dû apprendre la conduite d'attelage. La formation, longue, est en effet incontournable ; mener un cheval est une activité professionnelle qui s'improvise difficilement. Autre combat remporté à force de pugnacité : Violaine a pu bénéficier de plusieurs subventions (aide européenne LEADER (3), aide FISAC de l'État (4), et aide de la région Bretagne).

Le travail du cheval, un autre regard sur le temps et de belles relations humaines... Elle enrichit cette année son projet d'animations artistiques « les tournées animées » : musiciens, conteurs et jongleurs viennent l'accompagner sur les routes. Et si elle est maintenant, autour de Pluherlin, connue comme le cheval blanc, il faut reconnaître que l'opération n'est pas rentable financièrement ; c'est la supérette qui la nourrit.

> « Le travail du cheval, un autre regard sur le temps et de belles relations.... »

Violaine n'a pas breveté son projet, son idée peut faire des petits poulains... Elle accueille d'ailleurs des stagiaires. Dont Patricia Coille, qui change un peu le concept mais garde le canasson : depuis 6 mois, dans le nord du Calvados, elle sillonne les villages à bord de *l'Equinette*. Parce que Patricia, quinquagénaire dynamique en reconversion, voulait lier service à la personne et soutien aux producteurs locaux, elle a choisi aujourd'hui de livrer personnes âgées isolées et travailleurs bobos trop occupés, avec les produits qu'elle va chercher les matins au marché.

Ses clients peuvent commander sur internet ou appeler, elle passera en fin d'après-midi, quand ils seront rentrés du travail. Battante, convaincue, elle n'a bénéficié que de stages *Savoir-faire et Découverte* et d'un prêt d'honneur du département ; mais elle est aujourd'hui en accord avec elle-même, décidée à contribuer à faire vivre les producteurs locaux. Impliquer et rendre conscient que l'acte d'achat est essentiel pour la viabilité du commerce et de la production régionale... Voilà son créneau. Et refuser de s'estampiller « bio » parce que ça effraie ; le bio a la réputation de coûter cher, et on peut très bien consommer qualité sans consommer labellisé. Malheureusement, comme Violaine, Patricia ne peut pas vivre aujourd'hui de son activité équestro-commerçante ; elle organise des ballades en calèche pour arrondir les fins de mois.

(3) Le programme européen « Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale » accompagne les territoires ruraux à réaliser des projets de développement innovants et partenariaux.

(4) Le «Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce » finance la création ou l'adaptation d'entreprises pour développer un tissu de proximité.

(5) La coopérative d'entrepreneurs Oxalis a pour vocation de développer les activités économiques par la coopération et l'émancipation des personnes. Voir reportage dans *Silence* n°364.



L'Hirondelle. Impliquées dans le tissu associatif, Léna Simon et Hélène Godet livrent sur commande, chez l'habitant ou en point relais, vendent sur les marchés, approvisionnent des cantines et ravitaillent des groupements d'achat.

D. R.

SERVICES MOBILES ET ORGANIQUES

C'est également une réflexion sur la consommation qui a amené Léna Simon et Hélène Godet à donner naissance, il y a un an, à *l'Hirondelle*, une épicerie biologique itinérante dans le sud-ouest de l'Indre. La monture est cette fois motorisée, mais quelques points communs subsistent cependant : aller au devant des gens et instaurer un mode de consommation plus réfléchi.

Côté tiroir-caisse, elles ont pu prétendre à une bourse Défi-Jeune, mais non à des subventions ; en effet, elles font partie de la coopérative d'entrepreneurs Oxalis (5), et ont donc un statut de salariées. Sans emprunt, sans apport, elles ont réalisé un appel à souscription qui leur a permis de mêler les acteurs locaux à leur projet. Impliquées dans le tissu associatif, elles livrent sur commande (les bons de commande sont disponibles sur leur site internet), chez l'habitant ou en point relais, vendent sur les marchés, approvisionnent des cantines avec certains produits et ravitaillent enfin des groupements d'achat. Rien que ça ! Le chiffre d'affaires est en augmentation, et progresse surtout grâce aux livraisons ; les habitudes changent petit à petit... Les premiers salaires sont dégagés en ce mois de septembre 2013.

Depuis le printemps 2013, elles proposent des paniers type AMAP à la carte, et ça fonctionne

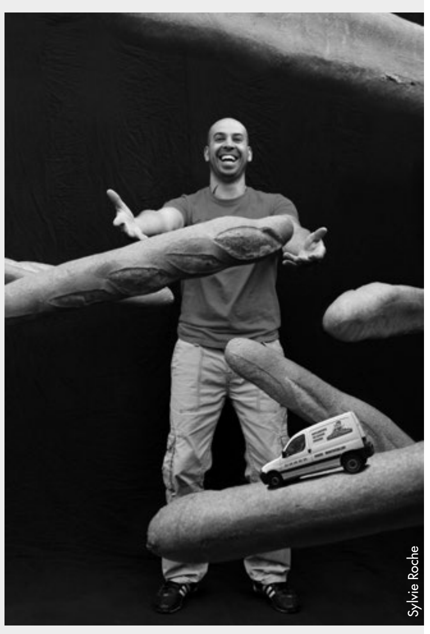
« Vous nous faites la politesse de venir chez nous... »

L'alimentation n'est pas que terrestre, et nous nécessitons des nourritures intellectuelles et artistiques pour régaler nos esprits. Pointant la disparition du commerce ambulant dans les campagnes, le camion d'alimentation générale culturelle de Téatr'éprouvète visite la Nièvre profonde, pour montrer que l'épicerie itinérante n'est pas aussi désuète qu'on le prétend... Puisque les marchandises proposées peuvent même cultiver et vivifier... Puisqu'on peut même y proposer de la culture...

Klaxon, hameau ou cour de ferme, trente minutes pour que les petits producteurs, sociologues, musiciennes, philosophes ou danseurs offrent leur petite production aux habitants. Un temps et un espace particulier, un moment, un nouvel instant où l'on goûte, à domicile, les fruits du travail des autres. Inspiration commerce itinérant, des livraisons pour subvenir aux besoins de connaissances et de poésie de nos périphéries lointaines et affamées.



Sylvie Roche



Sylvie Roche

Portraits de commerçants itinérants et de leurs clients



Le temps des Cerises : avec quatre marchés, ainsi que des livraisons de groupements d'achat et dans des lieux de dépôt, Olivia vit aujourd'hui correctement de son activité.

D. R.

bien... Peut-être développer d'avantage les marchés... Et pourquoi pas dans le futur imaginer un salon de thé ambulant ? Les idées foisonnent. Seule ombre au plumage de *l'Hirondelle*, la lenteur et les difficultés à mettre en place des relations avec les producteurs locaux, afin de remplacer tous leurs produits grossistes par des produits du coin.

Cette idée d'hirondelle, elle leur est venue du *Temps des cerises.* Olivia Garnier les a bien inspirées, elle qui créa il y a quatre ans et demi son épicerie biologique itinérante, sur un modèle similaire, en terme économique, à ce qui a été décrit ci-dessus. Le commerce doit être conçu comme lien social, même et surtout sur le plateau de Millevaches, à 50 km au sud-est de Limoges, et finalement très loin de tout.

Avec quatre marchés, ainsi que des livraisons de groupements d'achat et dans des lieux de dépôt, Olivia vit aujourd'hui correctement de son activité. Par contre, elle a abandonné Oxalis pour prendre le statut d'indépendante ; malgré l'intérêt de la société, celle-ci lui coûtait trop cher. Elle juge que la coopérative d'entrepreneurs n'est pas adaptée aux petites structures.

Au moment du changement de statut, son expérience des institutions d'accompagnement à la création d'entreprise (la Chambre de Commerce et d'Industrie notamment) n'a pas été des meilleures : les schémas y sont très conventionnels et l'idée d'un appel à souscription fait frémir d'angoisse les conseillers... bref, la rigidité de l'institution la rend imperméable à l'innovation.

Le Temps des cerises, c'est l'idée d'apporter autre chose que des relations commerciales : une bibliothèque gratuite, libre service, et autogérée, par exemple... L'accueil de stagiaires, la transmission, le partage des savoirs... Pour planter des noyaux de cerises (bios) aux quatre coins de France et de Navarre.

« Voilà que poneys, volatiles, et fruits rouges viennent renouveler l'esprit social de l'épicerie ambulante. »

Cette bonne vieille itinérance traditionnelle peut sans doute trouver des freins dans une offre de produits, de services et de plages horaires qui ne correspondent plus exactement aux réalités de la population rurale d'aujourd'hui... Voilà que poneys, volatiles, et fruits rouges viennent renouveler l'esprit social de l'épicerie ambulante en plantant leurs racines dans les concepts de transmission, d'innovation, de commande et de livraison de produits de qualité, d'implication des habitants, de sensibilisation à une autre consommation... Des nourritures aux papilles de la solidarité.

Eva Thiébaud ■

Merci à Hélène Bustos (responsable de la rédaction de « *Transrural Initiatives* ») et Sylvie Le Calvez (rédactrice en chef de « *L'Esprit Village* ») pour leur aide.

■ Violaine Frappesauce, L'Equicerie,
56220 Pluherlin
Tél.: 09.63.02.18.44.
www.epicerie-pluherlin.com

■ Patricia Coille, L'Equinette
www.lequinette.com

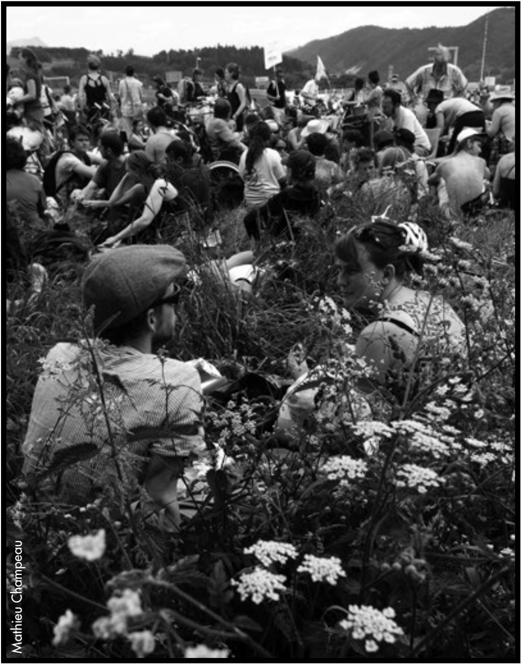
■ Léna Simon et Hélène Godet, L'Hirondelle
36800 Rivarennes
Tél.: 06.71.59.26.78
http://epicerielhirondelle.wix.com/indre

■ Olivia Garnier, Le temps des cerises
87120 Eymoutiers
Tél.: 06.47.00.31.91
www.tempsdescerises.org

■ Jean Bojko, Téatr'éprouvète
L'abbaye du Jouïr
58800 Corbigny
Tél : 03.86.20.05.17
www.theatreprouvette.fr



1 - Une organisation "en béton". Des banderoles, un stand d'accueil, un point atelier mécanique vélo, des bidons d'eau, de la déco pour T-shirt, des tracts pour les automobilistes… Rien n'a été négligé par le collectif organisateur.



2 - Environ 500 personnes se sont réunies pour partager un pique-nique géant sur herbe, dans une ambiance joyeuse, musicale et estivale. Un petit spectacle parodique a présenté le concours du plus Grand Projet Nuisible, Coûteux et Imposé.



3 - Le rapport de force s'installe. A 14h, le départ de la manifestation est lancé. Les centaines de cyclistes envahissent le rond-point. L'accès à l'autoroute est bloqué à toute circulation par les forces de l'ordre (une cinquantaine de gendarmes a été déployée pour l'occasion). La départementale est bloquée à son tour par la présence des vélorutionnaires.



4 - S'engage alors un rapport de force non-violent. Les manifestants expriment leur détermination à rester sur le rond-point jusqu'à ce que l'accès à l'autoroute leur soit accordé. « Si on passe pas, on reste là ! » est repris en cœur et scandé par la foule.

La vélorution en marche contre l'A51

Le 15 juin 2013, une manifestation à vélo a été organisée dans le Trièves, à 50 km au sud de Grenoble, pour protester contre le projet d'extension de l'autoroute A51 qui relierait Grenoble en Rhône-Alpes à la région PACA.



Le Postillon

5 - Déviation en amont. Les policiers, quant à eux, sont en contact téléphonique régulier avec le Préfet isérois, qui maintient son refus d'autoriser la manifestation. Rapidement ils sont contraints de mettre en place une déviation en amont du rond-point, pour tenter de désengorger le trafic.

Mathieu Champeau

6 - Un vote démocratique improvisé. Une assemblée générale s'improvise afin de décider collectivement de la conduite à tenir. Quelques prises de paroles au mégaphone se soldent par des propositions concrètes soumises au vote à main levée.



Mathieu Champeau

7 - Descente par la route. Le consensus n'est pas trouvé, mais une large majorité penche pour la descente à vélo par la départementale jusqu'à Grenoble ; et pour prolonger le blocage, il est aussi voté la confection d'un barrage (terre, branches…) qui obstruera l'entrée de l'autoroute pendant 2 heures supplémentaires après le départ des vélos !



Le Postillon

8 - En roue libre. Vers 17h, le cortège se met donc en marche pour Grenoble par la départementale, escorté de ses propres véhicules et encadré par des gendarmes ; une quarantaine de kilomètres de descente effectuée par plus de 400 vélorutionnaires, heureux d'être enfin en mouvement. Le groupe traverse joyeusement Grenoble, observé et parfois salué par les habitants aux fenêtres.



Le Postillon

9 - Une conclusion festive en musique. Les centaines de cyclistes arrivent en fin de journée sur le campus, à l'atelier « un p'tit vélo dans la tête » (1) où les attend une restauration bio préparée par une association du Trièves et des concerts qui durent tard dans la nuit. L'ambiance est très conviviale et tout le monde satisfait de cette journée.

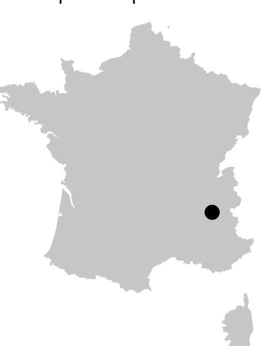
(1) www.ptitvelo.net

La commission "Mobilité 21", chargée par le gouvernement de classer par ordre de priorité les projets inscrits dans le Schéma National des Infrastructures de Transports (SNIT), devait rendre son rapport le 26 juin. Le jour prévu de la manifestation, la presse locale indiquait que la commission aurait repoussé la réalisation de l'A51 après 2050. Le rapport officiel n'est pas paru au moment du bouclage de cet article.

Collectif contre l'autoroute A51

www.stopa51.org

stopa51@laposte.net



Les opposants à ce projet se sont réunis dès le matin au Col du Fau, au pied du Vercors, à un rond-point stratégique sur la départementale 1075 (route principale qui relie Grenoble à Sisteron) et qui comprend l'entrée sur le tronçon actuel de l'A51. Ce tronçon de 26 km entre Claix et Monestier-de-Clermont a été achevé en 2007, puis la poursuite du projet a été abandonnée. Il avait déjà rencontré à l'époque une très forte opposition de la part de la population locale.

500 personnes ont participé à la journée. Même si l'objectif de descendre l'autoroute n'a pas été atteint, l'opération a été un succès : les routes bloquées pendant des heures ont permis de faire entendre auprès des autorités politiques, des automobilistes et des médias locaux, la détermination des manifestants à repenser nos choix politiques pour l'avenir. Tout cela sans confrontation violente, avec la mise en valeur des modes de déplacement doux, et... la bonne humeur !

Myriam Battarel et Sophie Dodelin ■

Quelques arguments contre l'A51

■ L'A51, pour les territoires qu'elle traverserait (Trièves, Büech ou Champsaur…) signifie la destruction de paysages exceptionnels, de forêts et de terres agricoles nécessaires à l'activité économique locale.

■ Pour Grenoble et sa périphérie, elle représenterait l'ajout de milliers de voitures, alors que la qualité de l'air y est déjà dégradée plus de 120 jours par an, sans parler des embouteillages quotidiens ingérables.

■ L'A51 nécessiterait des travaux pharaoniques en raison du relief et de l'instabilité des terrains ; elle est estimée aujourd'hui à 2,5 milliards d'euros, soit 17 millions du km ! Le gain de temps pour les usagers entre Grenoble et Sisteron serait de 11 mn…



Kalman Zabarsy

Nano ?

Nano : milliardième d'une unité (10^{-9}). Nanotechnologie : technologie travaillant à l'échelle du milliardième de mètre (nanomètre). C'est la maîtrise de technologies à cette échelle qui rend possible la biologie de synthèse (voir Silence n°414, p44)

La recherche se mobilise pour créer sans cesse de nouvelles molécules artificielles. Elle ne consacre par contre qu'un très faible budget à étudier les conséquences de l'apparition de ces molécules.

Les nanos dans l'alimentation

Silence a posé quelques questions à Mathilde Detcheverry, de l'Association de veille et d'information civique sur les enjeux des nanosciences et des nanotechnologies (AVICENN), sur la présence des nanotechnologies dans l'alimentation.

Silence : Où trouve-t-on des nanotechnologies dans l'alimentation ?

Mathilde Detcheverry : Des chewing-gums et des emballages de barres chocolatées contiennent des nanoparticules de dioxyde de titane ; des ingrédients en poudre comme le sel, le sucre ou le cacao peuvent contenir de la nanosilice ; et des emballages, instruments de cuisine et parois de réfrigérateurs ont un revêtement au nano-argent. Mais il est impossible aujourd'hui d'avoir beaucoup plus de détails sur la nature et les quantités des nanomatériaux utilisés par l'industrie agroalimentaire. Tout au plus les industriels comme le ministère de l'agriculture se risquent-ils à affirmer que *"les applications commerciales des nanotechnologies dans l'aliment restent marginales"*.

Comment être informé de la présence de nanomatériaux dans notre alimentation ou les emballages alimentaires ?

A l'initiative des députés européens, leur étiquetage sera obligatoire en Europe à partir de décembre 2014, mais il ne portera pas sur l'ensemble des nanomatériaux. Un inventaire des nano-additifs, nano-ingrédients et nano-revêtements alimentaires devrait également être réalisé au niveau européen pour 2014, mais on ignore s'il sera accessible au public.

Quels sont les risques pour la santé ?

Des nanomatériaux peuvent franchir la barrière intestinale et se diffuser dans l'organisme, s'accumuler ensuite dans notre corps et avoir des effets toxiques dans l'intestin ou le foie notamment. Mais les études de toxicité des nanomatériaux par voie orale chez l'homme sont rares, complexes et coûteuses ; on ignore donc aujourd'hui encore beaucoup de choses. Quelles transformations subissent les nanomatériaux lors de la cuisson et de la digestion ? Comment interagissent-ils avec les substances chimiques contenues dans les emballages ou les autres aliments auxquels ils sont mélangés ? Comment anticiper les risques liés à une hausse probable des quantités de nanomatériaux ingérés ?

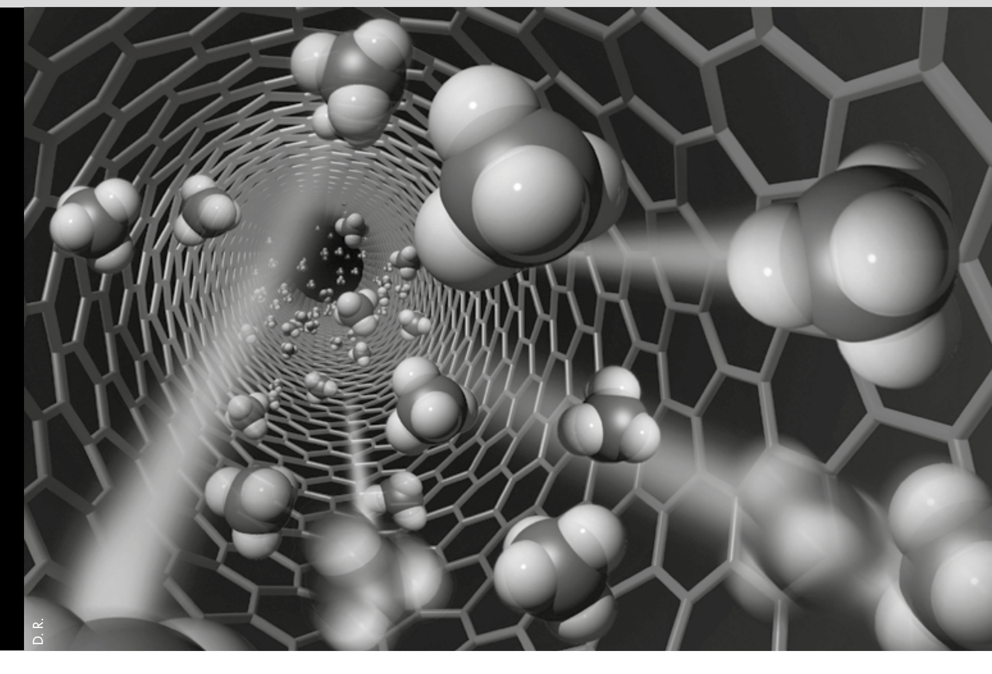
Y a-t-il des risques de dissémination de ces nanoparticules dans l'environnement ?

C'est une bonne question, car l'on s'inquiète légitimement des risques pour la santé en oubliant parfois les risques pour l'environnement qui sont aussi plutôt préoccupants. Le nano-argent par exemple nuit à certaines "bonnes" bactéries essentielles pour les stations d'épuration.

Or, l'utilisation des nanomatériaux en agroalimentaire génère le relargage et la dispersion de nanomatériaux dans l'environnement, sans que les scientifiques puissent aujourd'hui déterminer exactement les quantités concernées.

En amont de la chaîne alimentaire, la dissémination pourrait intervenir via l'utilisation (dont on ignore si elle est avérée aujourd'hui) de nanomatériaux dans des engrais et des pesticides, or des nanoparticules contenues dans des pesticides vaporisés peuvent traverser la peau des fruits et légumes. Des nanomatériaux seraient


Stephen Kill


D. R.

également (au moins) à l'étude pour l'alimentation animale ou les traitements médicamenteux pour les animaux destinés à la consommation humaine.

En aval de la chaîne alimentaire, des résidus de nanomatériaux contenus dans les emballages ou les filtres à eau peuvent migrer dans les denrées alimentaires ou être relargués dans l'eau de la vaisselle ; quant aux nanomatériaux ingérés, certains peuvent être éliminés par les urines et les fèces dans les eaux usées (ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils sont alors sans danger pour celui qui les a avalés car les processus de détoxification mis en œuvre par l'organisme peuvent eux-mêmes entraîner une toxicité).

La dissémination de ces nanomatériaux dans l'environnement vient se rajouter à celle des nombreux autres nanomatériaux relargués par l'ensemble des secteurs industriels qui utilisent les nanotechnologies (les transports, le bâtiment, l'industrie de la santé, du luxe, la défense, l'industrie textile, etc.) et qui peuvent également remonter la chaîne alimentaire.

Quelle est la position des organismes de santé, des ONG à ce sujet ?

En 2009, l'Afssa, aujourd'hui ANSES (agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation), a publiquement affirmé : *"la prudence s'impose à l'égard de l'utilisation de nanotechnologies et/ou nanoparticules en alimentation humaine et animale"*. Mais ce message n'a pas été décliné en actions concrètes à ce jour.

Plusieurs ONG se sont prononcées contre l'utilisation de nanomatériaux dans les produits de consommation courante, et certaines comme France Nature Environnement ou Les Amis de la Terre ont spécifiquement appelé au moratoire concernant l'utilisation de nanomatériaux dans l'alimentation. Sans résultat pour l'instant.

« En 2009, l'Afssa a affirmé : *"la prudence s'impose à l'égard de l'utilisation de nanotechnologies et/ou nanoparticules en alimentation humaine et animale".* Mais ce message n'a pas été décliné en actions concrètes à ce jour. »

Comment réagissent les labels bio ?

Contrairement aux OGM, il n'y a pas d'interdiction des nanomatériaux manufacturés dans la production biologique, bien que cela ait été recommandé par le National Organic Standards Board (NOSB) aux Etats-Unis en 2009 ou la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM) en 2011.

Le problème, c'est qu'à cause des difficultés techniques de détection et de mesure des nanomatériaux, il n'est pas possible de garantir aujourd'hui qu'un produit soit "sans nano".

Comment faire avancer les choses ?

Plusieurs pistes sont proposées par des associations de consommation ou de santé environnementale :

- faire financer par les entreprises concernées des études de recherches sur les risques par des laboratoires indépendants

- demander à ce que soit évaluée la réelle "valeur ajoutée" des nanomatériaux dans l'agroalimentaire, et valoriser les méthodes "traditionnelles" quand les bénéfices ne justifient pas les risques potentiels

Propos recueillis par **Guillaume Gamblin** ■

Plus d'informations sur le site http://veillenanos.fr.

AVICENN réalise une veille sur les enjeux sociétaux liés au développement des nanomatériaux et des nanotechnologies, et focalise l'essentiel de son attention sur les questions qui font débat ou suscitent des préoccupations au sein de la société : les enjeux sanitaires, environnementaux, géopolitiques, économiques ou encore éthiques des nanotechnologies.

Elle permet ainsi aux citoyens et à la société civile de se positionner et d'agir dans son champ d'intervention, qu'il s'agisse de la protection des consommateurs, de l'environnement, de la santé publique, de la santé des travailleurs ou encore des libertés civiles.

http://avicenn.fr



D. R.

Depuis 2009, Areva sponsorise le "Meeting Areva", au Stade de France, qui réunit les plus grands athlètes du monde. Suggérons-lui d'organiser aussi des épreuves de natation, puisque la firme dispose de nombreuses piscines comme ici à l'usine de La Hague.

Tout est dans l'art de communiquer !

Comment font les partisans du nucléaire pour accepter d'entrer dans la spirale de nuisances et d'accidents liée à cette technique, et comment font-ils pour y entraîner une partie de la population ?

POUR LE SAVOIR, JE SUIS ALLÉE LE SAMEDI 13 mai 2013, à Saint-Savin (Vienne), où s'est tenue une conférence faite par un ingénieur du groupe DCNS, entreprise intervenant dans le domaine de l'armement naval et de l'énergie, en particulier nucléaire.

UN DISCOURS BIEN RODÉ

La technique consiste à monopoliser la parole, en mêlant le vrai et le faux et répondre "laissez-moi finir" quand une rectification s'impose, afin de bien marquer le fossé qui sépare "ceux qui savent" et de simples citoyens.

Il s'agit de situer le nucléaire dans une continuité inéluctable qui part de la roue et du feu, en faisant du confort la seule valeur et en écartant l'idée d'un seuil à ne pas dépasser.

Puis de parier que les "pays émergents" vont forcément adopter le "modèle" occidental : il "faudra" pour cela multiplier par deux à quatre la production d'électricité dans le monde.

Il faut passer en revue toutes les énergies en les "noircissant", afin de mettre en valeur la "blancheur" du nucléaire.

Il est conseillé de se servir du charbon comme épouvantail, en ignorant les nouveaux procédés de "charbon propre" comme la technique "à lit fluidisé" (1).

Il faut oser affirmer que le nucléaire ne participe pas au réchauffement climatique, en passant sous silence les centrales à charbon (sans lit fluidisé !) qui permettent au Niger l'extraction de l'uranium, les transports des matières radioactives et l'intense déperdition de chaleur des centrales (2).

Il faut évidemment nier la pollution radioactive. En fonctionnement dit normal : "une centrale thermique est plus radioactive qu'une centrale nucléaire..." ah bon !

DES MENSONGES DÉTECTABLES QUE PAR LES SPÉCIALISTES

Il faut marteler que l'électricité nucléaire est "très peu chère". Si quelqu'un objecte qu'il n'inclut pas le coût de la gestion des déchets et du démantèlement, répondre par ce tour de passe-passe : "même si le coût se révélait 2, voire 3 fois plus élevé que prévu, l'incidence sur le prix du kW ne dépasserait pas 10 %." Bien joué : avancez une évaluation 100 fois inférieure à la réalité du coût puis envisagez de multiplier par 3... On applaudira votre prévoyance !

Surtout ne pas nier les accidents mais, concernant le chiffre des victimes, citer l'OMS, dont les membres cooptés ont choisi d'innocenter le nucléaire. Expliquer que ces accidents sont dû à un concours malheureux de circonstances qui ne se reproduira pas.

Il ne faut pas nier qu'on ne sait pas quoi faire des déchets mais affirmer qu'ils tiendraient "dans une piscine olympique". (3)

Et au final, conclure que le nucléaire est la seule solution.

Françoise Chanial ■

(1) voir le texte de Bella Belbéoch, *La Diabolisation du charbon et la sortie du nucléaire.*

(2) Du fait du rendement, 66 % de l'énergie part en vapeur.

(3) A Bure, l'ANDRA annonce vouloir stocker 80 000 m3 de déchets… soit déjà 32 piscines olympiques. Et il ne s'agit que des 4 % des déchets les plus dangereux. L'ASN estime que ce volume ne suffira pas.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Courrier

Propos orduriers



Habitant(e)s de la ferme de la petite Triboulardière, nous nous déclarons en grève illimitée de l'évacuation de nos déchets, tant qu'un système responsabilisant quant à la gestion de ceux-ci n'aura pas été mis en place.
La taxe sur les ordures ménagères est inadaptée aux foyers qui choisissent de réduire et trier leurs déchets (...).
En 4 mois, les activités de la ferme ont généré 2 poubelles, enlevées pour 42,66€, soit 21,33€ l'une. Quand pendant ce temps-là, des gens pourraient aller déposer, pour le même forfait annuel, jusqu'à 1 m^3 par semaine (maximum théorique) à la déchetterie, sans compter le volume des enlèvements d'ordures à domicile.
Ce système est inégal, non-adapté et totalement déresponsabilisant. Nous pourrions, par exemple, estimer le volume apporté par chacun(e) en déchetterie, ou peser les poubelles lors de l'évacuation (cette technique a été mise en place dans certaines communes françaises), pour répercuter au mieux les coûts sur celles et ceux qui produisent ces déchets. Car nous ne parlons pas ici de cotisation type maladie, retraite ou chômage, situations qui peuvent atteindre tout le monde, mais bien de coûts liés à des choix de consommation.
Nous garderons désormais nos 6 sacs-poubelle annuels au grenier, et nous ne paierons pas la taxe sur les ordures ménagères, tant qu'elle conservera son caractère déresponsabilisant.
(Lettre adressée à la perception de Mondoubleau, NDLR)
Les habitant(e)s de la ferme de la petite Triboulardière
Loir-et-Cher

Altertour sans adresse ?

Abonnée à Silence depuis des années, je reçois le numéro de juin avec supplément AlterTour. Super !! J'ai beau chercher, aucune adresse, numéro de téléphone, pour participer. Donc où s'inscrire ? Désirant être à la rencontre des Amis de Silence dans l'Allier, je projette de rejoindre l'AlterTour dans le Jura... à vélo. Ai-je bien vu, revu, rerevu, seul www.... ? Ne pas avoir internet est un choix, souvent éthique, respectez-le. Environ 35% des Français n'ont pas, et sans doute n'aiment pas internet. Les info manquent : adresses postales ou numéros de tél. (plus onéreux). Merci d'y veiller encore un peu plus !
Maude
Strasbourg

Expliquez-moi

Je suis surpris du mode de fonctionnement des rédacteurs de Silence. Dans le numéro 412, Marie-Pierre Najman fait, dans le courrier des lecteurs, une critique virulente de la présentation d'un livre de Lebreton parue dans le numéro 411, présentation signée M. B., les initiales de Michel Bernard, que l'on retrouve depuis des années dans la présentation de livres. Ma surprise ne porte pas sur le fond mais sur la forme.
Marie-Pierre Najman est, comme Michel Bernard, dans le comité de rédaction de Silence. Ce sont donc deux personnes qui se voient très souvent et qui, je l'espère, prennent avec les autres personnes du comité de rédaction des décisions en collégialité.
Donc j'ai du mal à comprendre que Marie-Pierre Najman utilise le courrier des lecteurs pour montrer son désaccord, sans faire mention de sa qualité de rédactrice ni même de directrice de publication. Pour beaucoup de lecteurs, c'est la réaction d'une simple lectrice. Elle termine en disant : *"Rêverais-je en espérant que pareils essais ne seront plus signalés par Silence ?"*
Du coup c'est moi qui rêve : je suis gêné de pointer cet état de fait et en aucune façon, je ne porte de jugement sur les personnes. C'est bien sur le fonctionnement qui dans ce cas de figure m'apparaît ubuesque. J'attends une réponse.
Jean-Marc Pineau
Relais local Puy-de-Dôme

Silence : Vous avez raison, sur ce point il y a eu un dysfonctionnement ! Le comité de rédaction a dialogué, comme d'habitude quand il y a désaccord sur un point, ce qui est fréquent et normal. Mais cette fois-ci, nous ne sommes pas parvenus à trancher en utilisant les outils habituels de décision (consensus ou, faute de mieux, loi de la majorité) du fait de problèmes humains. Comme tout collectif, nous avons nos limites...

Couverture du numéro d'avril



Je trouve dommage qu'une revue telle que toi affiche en couverture du numéro d'avril des femmes nues. J'en vois partout sur les panneaux de pub et sur les magazines, pour vendre tout et n'importe quoi, mais j'aurais espéré que toi, tu t'en dispenses pour parler du racisme ; même si elles sont couvertes de peinture, je suis sûre que bien d'autres images auraient pu illustrer le sujet...
Marie-Claire

Silence : comme indiqué page 3, il s'agit du spectacle antiraciste "Gens de couleur", de la compagnie Ilotopie. Le nu (très partiel ici) n'est pas réservé à la publicité et nous l'avions déjà utilisé en couverture du n° 374 pour un dossier sur notre vision du corps.

Lettre à Orange

Etant conseillère municipale, j'ai appris récemment que dans ma ville de 20 000 habitants, où il y a actuellement 25 cabines téléphoniques (autrefois il y en avait bien plus), vous allez en déposer 20. Vous avez constaté une chute importante de l'utilisation des cabines, due à l'accroissement de la téléphonie mobile. Par la même occasion, j'ai appris que l'obligation de service universel de publiphonie impose la mise à disposition de deux cabines dans les villes de plus 10 000 habitants, d'une cabine dans les villes de moins de 10 000 habitants. Ceci veut dire que, dans une grande ville comme Lyon ou Grenoble, vous pourriez laisser seulement deux cabines ! J'ai également appris que le service universel se termine en 2014 et qu'à moyen terme, toutes les cabines pourraient disparaître.
Je déplore et dénonce cette politique en faveur de la vente de téléphones mobiles et de la rentabilité. De nombreuses personnes peuvent avoir besoin d'une cabine téléphonique (...). Il peut s'agir d'une urgence vitale ! (...) Cela me rappelle le démantèlement des lignes de train et de tramway pour favoriser la voiture individuelle, et maintenant on en reconstruit à grands frais. Et ce n'est pas parce que les trains ou bus sont peu remplis à certaines heures qu'il faut les supprimer. Cela fait partie du service public.
Je vous demande donc de revenir sur vos plans de dépose des cabines téléphoniques et de maintenir ce service public.
Ingeborg Eilers
Isère


D. R.

Courrier

Campagnes de sensibilisation

J'approuve l'action anti-publicité des Déboulonneurs (n° 412, p.15) mais j'ai été surprise de constater que la campagne "Celui qui conduit, c'est celui qui ne boit pas" a été elle aussi taguée de "La pub à la poub". Cela ne me semble pas approprié : il s'agit là de protéger des vies humaines et non de vendre des produits coûte que coûte. Qu'en pensez-vous à *Silence* ?
Merci pour votre travail.
Martine Minarovits
Gennevilliers

Silence : C'est une critique qui est fréquemment faite aux Déboulonneurs. Souvent, ils visent des panneaux déroulants qui alternent slogans publicitaires et messages plus neutres (prévention, informations municipales ou culturelles). Cette alternance fait partie de la stratégie des publicitaires pour l'acceptabilité des panneaux. Les Déboulonneurs assument leur opposition au gigantisme publicitaire en général, quels que soient les slogans. Il y a d'autres façons de s'informer que ces panneaux gigantesques qui soit kidnappent le paysage des passants, soit sont faits pour des flux routiers que nous aimerions voir décroître.

Eloignements

Nous savons depuis longtemps que « diviser pour régner » est la garantie de tous les pouvoirs et dictatures. Nous savons également que les jeux, le spectacle ont été promus pour transformer les citoyens en spectateurs plutôt qu'acteurs et résistants. Nous savons aussi combien toutes les drogues servent les puissants et même leur remplissent les poches (télés, feuilletons à suivre, drogues, tabacs, starisation, alcool, sport, écrans, travail). Abrutissement et asservissement sont les règles de la dictature économique et idéologique. Il leur faut absolument empêcher les gens de savoir et de penser ! Un peuple ignorant est une proie facile pour les tyrans, a écrit Albert Jacquard.
L'éloignement fait partie de cette optique capitaliste. Par toutes sortes de gadgets et d'écrans, on sépare les humains pour qu'ils communiquent moins : chacun chez soit, un seul par pièce, avec chacun ses écrans. Un mail ou un SMS sont tellement plus lâches qu'apprendre à se parler droit dans les yeux ! On sépare les familles et les faisant travailler 7 jours sur 7 ou en postes. On fait travailler le dimanche et à des horaires précaires et fatigants pour empêcher toutes relations avec la vie associative et surtout culturelle. On emprisonne les enfants dans des schémas scolaires uniquement liés à l'économie capitaliste, et tout est fait pour qu'il ne leur reste pas de temps pour des activités culturelles ! Sous prétexte de « modernisme » ou de « mobilité », on éloigne aussi les familles et les jeunes des anciens... Des fois qu'ils leur transmettent un savoir faire, un savoir penser, ou un savoir résister ! Dans les temps humains, les parents et grands-parents transmettaient des valeurs et du bon sens. Parfois même, c'était dangereux pour les puissants et les exploiteurs. Aujourd'hui, asservis par le système, on se contente d'accuser les familles, alors que tout a été mis en place pour empêcher les relations humaines. Comme je suis devenu très écologiste, et partisan d'une décroissance choisie et solidaire, on me sert parfois cette phrase imbécile : « Il faut bien vivre avec son temps ». Oui, je veux vivre avec mon temps... Mais pas avec celui que m'impose ce système !
Michel Chevalier
Saône-et-Loire

Automatisation du travail

C'est la lecture de votre "brève" du numéro de mai (p. 21), intitulée "La croissance va-t-elle vraiment nous sauver " qui m'a décidé à écrire.
Si le PIB de la France a été multiplié par sept en quarante ans, alors que le chômage explose (d'ailleurs au niveau mondial), il me semble évident que la cause principale réside dans le développement vertigineux des nouvelles technologies, de la mécanisation et la robotisation du travail.
Certes, la mondialisation, la spéculation, les délocalisations y sont pour beaucoup, mais il est clair désormais que si la croissance peut augmenter la production, elle n'augmentera pas le travail.
L'argent va de plus en plus dans les poches de ceux qui investissent dans machines et robots.
On n'arrête pas le progrès, d'accord, et, mis à part le coté anti-écologique que cela comporte (CO_2, nucléaire...), on pourrait se réjouir du fait que les humains n'ont plus besoin de travailler.
Le problème est que, faute de salaires, le pouvoir d'achat baisse et c'est l'économie entière qui se retrouve en crise.
Je trouve surprenant que la gravité de cet état de fait soit rarement prise en considération.
Tous les secteurs de l'économie sont concernés et le travail humain ne peut plus concurrencer le travail automatisé. Comment se fait-il que les travailleurs humains soient soumis à des charges sociales et pas les robots ? Ne pourrait-on pas rêver que le rapport bénéfices/niveau d'automatisation des entreprises soit enfin pris en compte pour le calcul des charges et des impôts ?
L'argent ainsi redistribué, avec le partage du travail, contribuerait à relancer l'économie, et les machines pourraient rester au service des humains, pas l'inverse.
A quand cette prise de conscience politique, désormais urgentissime ?
Luisa Zerial
Haute-Saône

Nous avons également reçu... 1/2

■ **Accueillir les jeunes migrants,** *Julien Bricaud, éd. Chronique Sociale, 2013, 224 p. 18 €.* Sous-titré « Les mineurs isolés étrangers à l'épreuve du soupçon », ce livre écrit par un éducateur constitue une réflexion à partir de la pratique, destinée principalement aux éducateurs confrontés à ce public. Il met en avant les perversités de la logique du soupçon et les possibilités de dépasser ce statu quo, à travers le jeu et le théâtre notamment. Avec des témoignages d'expériences très poignants qui donnent à sentir la situation de ces jeunes migrants en détresse.

■ **Vivre chez soi sans risque,** et **Bien respirer chez soi,** *Christine Laouénan, éd. Pascal/Mutualité Française, 2013, 112 p. et 96 p., 5 €.* Deux livres de la collection « Maison et santé ». Un rappel des bases de la sécurité domestique, en particulier pour les enfants et les personnes âgées ; et pour le second, un tour d'horizon des pollutions microbiologiques, chimiques (mais pas électromagnétiques !), des polluants physiques, et des mesures à prendre pour les limiter.

■ **Ici, c'est chez nous,** *Stéphane Servant et Carole Chaix, éd. Rue du Monde, 2013, 40 p. 16,50 €. Dès 5 ans.* Etymologiquement, l'écologie, c'est comprendre et prendre soin de sa maison. C'est dans ce sens que ce récit pose la question de comment bien vivre ensemble sur notre planète, notre maison commune. Mais il le fait sous une forme tellement métaphorique et poétique qu'il est difficile de s'y retrouver et de comprendre ce qu'on veut nous dire. Par contre, les illustrations parfois quasi-surréalistes sont magnifiques, inventives et se laissent regarder sans fin.

■ **Au temps des catastrophes, résister à la barbarie qui vient,** *Isabelle Stengers, éd. La Découverte Poche, 2013 - 210 p. - 9,50 €.* Réédition en poche de ce livre initialement paru en 2009. Nos formes d'organisation politique ne sont pas capables d'affronter les questions de grandes ampleurs comme le changement climatique ou les pollutions. L'auteure essaie de mettre en avant des moyens alternatifs de faire face, notamment en liant cela à la lutte contre le capitalisme.

■ **Des mots globe-trotters,** *Sylvain Alzial et Aurore Petit, Actes Sud Junior, 2013 - 48 p. - 11,80 €. Dès 6 ans.* Si vous voulez découvrir comment les mots que nous utilisons tous les jours sont venus d'ailleurs : pays d'Europe mais aussi d'Orient, et mots rapportés de nos conquêtes et de nos colonisations. Amusant et astucieusement illustré.

■ **Tais-toi !** *Amélie Billon-Le Guennec et Gaëlle Boulanger, éd. Chant d'orties, 2013, 28 p. 12 €. Dès 8 ans.* Les adultes ont toujours des urgences, ce n'est jamais le moment de les déranger. Alors, parfois on a envie de rugir ! Petit conte poétique avec des images pétillantes.

■ **Les mystères de la République,** *Philippe Richelle au scénario, Pierre Wachs, Alfio Buscaglia et François Ravard au dessin, éd. Glénat, 2013, 56 p. 13,90 € par volume.* Trois séries en parallèle, pour des polars en lien avec la politique des 3e, 4e et 5e République. L'assassinat d'un directeur d'une revue proche de l'extrême-droite dans les années 30, les règlements de compte entre collabos et résistants dans les années 40, les réseaux FLN pendant la guerre d'Algérie dans les années 50. Scénario bien ficelé, bons dessins, avec à chaque fois une première scène inexpliquée qui nécessitera de lire les tomes suivants.

■ **Park Avenue,** *Cristina Alger, éd. Albin Michel, 2013, 465 p. 22 €.* La crise aux Etats-Unis fait vaciller des empires financiers. En s'inspirant de l'affaire MAD off, l'auteur nous fait partager les peurs qui traversent une famille qui dirige un fonds de placement. Mais on reste entre gens de bonne famille. Pas question de penser qu'il puisse exister des gens "normaux" qui souffrent des malversations de ce milieu. A l'opposé du roman social.

■ **Une si jolie Terre,** *Satone Tonne, éd. Balivernes (69340 Francheville), 2013, 32 p., 9 €.* Dès 6 ans. 84 pingouins, comme les 84 pays ayant signé le protocole de Kyoto, cherchent un nouveau lieu pour vivre, la banquise étant en train de fondre, mais partout c'est pollué... alors finalement ils décident de revenir à leur point de départ et de protéger la Terre. Belles images en double page en format à l'italienne d'une illustratrice japonaise.

Livres

Benchmarking
l'Etat sous pression statistique
Isabelle Bruno, Emmanuel Didier

Quiconque travaille dans le secteur public a droit depuis quelques années à deux lapidations, la première étant d'être vu comme un paria se tournant les pouces dans un bureau sombre et harcelant le petit entrepreneur, la seconde étant de subir les injonctions de sa hiérarchie par des indicateurs de performance et d'évaluation. Ce petit sévice nous vient d'une règle apprise chez Rank Xerox pour améliorer le rendement "le Banchmarking". Que l'on soigne, que l'on enseigne, que l'on tente de faire rentrer les sous des contribuables de Suisse jusque dans le Lot, que l'on recherche, que l'on travaille au déneigement à Marseille ou à la Poste aux îles Kerguelen, on est noté, évalué, chargé de faire mieux, de faire de la qualité sous couvert de quantité. A coups de baromètres, d'indicateurs qui sont autant de sanctions, de palmarès, l'esprit managérial empoisonne le facteur et l'enseignant, et lui grappille du temps. Le management de la qualité est une course sans ligne d'arrivée. Ch.G.

Ed. Zones, 2013, 208 p., 18 €

Déni de patrie
Thierry Maricourt

À travers les parcours populaires et discrets de son ascendance paternelle, Thierry Maricourt nous dresse un portrait d'anonymes antimilitaristes du 20e siècle, son grand-père et son père. Leurs vies sont l'occasion pour l'auteur de confier sa propre relation avec l'armée, les guerres et l'insoumission.
Ce témoignage dans lequel nous croisons également les frères de Thierry, qui tous ont refusé le service militaire, rappelle que porter un fusil est une honte. Que les guerres ne sont pas celles des soldats et des civils tués dans un conflit dont ils sont étrangers.
À travers trois générations nous traversons en partie une histoire familiale et des époques qui ont menés à rejeter l'armée pour des raisons bien différentes. Mais toutes fondées et témoignant de contextes propres à chacun. JP.

Ed. Chant d'Orties, 2013, 136 p., 12 €

Main Basse sur la Terre
Stefano Liberti

L'accaparement des terres prend aujourd'hui une ampleur inquiétante : une dizaine de millions d'hectares passent chaque année du secteur public au secteur privé. Le journaliste italien est parti à la rencontre des paysans du sud, des représentants des États bradant les terres et des investisseurs. En Éthiopie, les autorités louent des surfaces immenses pour une bouchée de pain à l'Arabie Saoudite, riche en pétrole mais manquant d'eau, pour produire son riz et ses légumes. A Genève, les institutions internationales et les investisseurs enthousiastes se réunissent pour se convaincre mutuellement du bien-fondé de leurs actions. A la bourse de Chicago, le cours mondial des céréales se décide par des jeux spéculatifs. Le Brésil et la Tanzanie parient sur l'explosion de la demande d'agrocarburants au détriment de la production alimentaire. Ce livre au style journalistique montre bien l'opposition entre deux visions du monde incompatibles : celle qui veut poursuivre l'esprit de la révolution verte contre celle des petits paysans défendant une agriculture vivrière. RB.

Ed. Rue de l'échiquier, 2013, 218 p., 15 €

Intervention civile de paix
Une expérience au Kosovo
Martine Dufour

Cette étude en deux parties trace d'abord les principes et les contours de l'intervention civile de paix, cette forme de solidarité internationale non-violente dans les zones de conflit, à travers le rappel des principales expériences depuis 30 ans, du Guatemala au Népal, de la Colombie aux Philippines. Puis il retrace plus précisément l'expérience de l'organisation Equipes de Paix dans les Balkans entre 1999 et 2011 au Kosovo. Dans un contexte de post-conflit armé mais de tensions très fortes entre Serbes et Albanais, cette petite ONG non-violente liée au MAN a envoyé des volontaires dans la ville de Mitrovica afin de réduire le niveau de violence, à travers des outils de dialogue intercommunautaire, des ateliers de jeux coopératifs, le développement d'une culture de non-violence… Les témoignages des volontaires de terrain illustrent les difficultés concrètes qu'ils ont rencontrées. Le livre est en passe d'être traduit en serbe et en albanais par la ville de Mitrovica. Instructif et honnête. GG

Ed. MAN (187, montée de Choulans, 69005 Lyon), 2013, 98 p. – 6 € (+2 € port)

L'enfer vert suivi de Critique de la planification écologique
Tomjo

Dans le premier texte, l'auteur montre à partir de l'exemple de Lille comment les Verts ont « tué l'écologie politique », passant de l'écolo baba cool en rupture avec la société de consommation au technocrate vert d'un réalisme gestionnaire à toute épreuve. C'est la participation ancienne des Verts, puis de EELV, aux majorités municipale et régionale qui a institutionnalisé le mouvement et permis sa bureaucratisation-professionnalisation. Le livre décrit la politique menée dans le domaine des transports, la gestion des catastrophes et la technopolisation de la ville en accord avec les notables socialistes, le patronat nordiste et le techno-gratin local.
Avec le second, c'est le thème de la planification écologique de Jean-Luc Mélenchon qui fait l'objet d'une critique abrasive, le verdissement du discours cachant mal une fidélité sans faille au productivisme de la vieille gauche.
Ce petit livre inspiré des réflexions de Bernard Charbonneau et d'André Gorz devrait provoquer des débats dérangeants. CJ

Ed. L'échappée, 2013, 128 p., 9 €

Nancy-Dakar à vélo
Irène Gunepin

Militante de Peuples solidaires, Irène Gunepin a profité de sa retraite pour relier sa ville de résidence à Dakar pour y rejoindre le Forum social mondial. Ce livre, riche en photos, raconte son voyage sous forme d'un carnet de bord. On oubliera vite les péripéties liées au vélo, pour retenir les nombreuses rencontres tout au long du voyage, avec la traversée France, Espagne, Maroc, Mauritanie et Sénégal, 6000 km parcourus en quatre mois. FV.

Ed. Caramnos-Commios, 2013, 256 p., 21 €

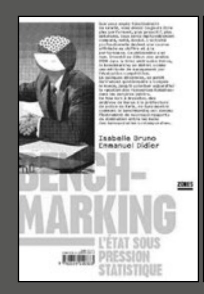
Zad partout
Zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes
Collectif

En textes et images, un historique de la lutte des années 70 à nos jours, suivi de l'histoire de l'occupation des lieux depuis 2009. Beaucoup de reprises de textes marquants (donc beaucoup sont sur le site Zad.nadir.org), de déclarations des uns et des autres, un rappel utile des tergiversations des élus locaux EELV (qui luttaient encore contre les squatteurs en 2011 !). C'est écrit depuis le point de vue des occupants et cela néglige un peu le débat politique qui s'est déchaîné autour d'eux. De même, les photos mettent l'accent sur les barricades, les cabanes, les initiatives autonomes, et oublient un peu les autres formes de mobilisation (les manifs régulières de l'ACIPA à Nantes, le rassemblement des "politiques" en 2009…). C'est un choix éditorial qui cherche à mobiliser pour la seule solution jugée utile : l'intensification de l'occupation des lieux. Et c'est sûr que cela devrait faire des vocations ! MB.

Ed. L'Insomniaque – 2013- 148 p. - 15 €, à commander à Vivre sans aéroport, La Primaudière, 44130 Notre-Dame-des-Landes.

La fin de la croissance
S'adapter à notre nouvelle réalité économique
Richard Heinberg

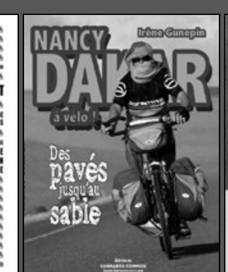
Déjà auteur du très bon ouvrage Pétrole, la fête est finie, Richard Heinberg élargit ici sa réflexion et montre clairement que l'énergie chère rend l'exploitation des autres ressources plus limitée. Exemple : pour exploiter les gaz de schistes, il faut de plus en plus d'eau car on commence par







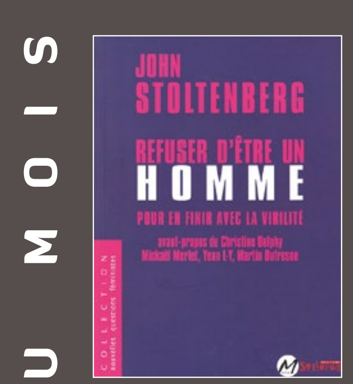








L I V R E   D U   M O I S



Refuser d'être un homme

John Soltenberg

La traduction de ce livre en français, quinze ans après sa sortie aux USA, constitue un événement. Il est considéré outre-atlantique comme une base solide pour les hommes qui veulent avancer dans une perspective anti-sexiste. Son auteur a découvert le militantisme féministe radical dans les années 70. Il ne cherche pas à parler à la place des femmes mais depuis sa place d'homme, de dominant de genre, à partir de son expérience de la socialisation masculine. Cette suite de textes aborde les différents aspects qui fondent selon lui la masculinité : objectification sexuelle des femmes et « érotisation de l'inégalité », violence dans les relations père-fils… Il fait une critique de la pornographie comme matrice de comportements de suprématie masculine. Pour lui, une liberté sexuelle qui n'est pas précédée d'une justice sexuelle est vouée à reproduire le patriarcat. Un livre d'une grande richesse et intelligence, indispensable pour penser la sortie de l'oppression sexiste quand on est un homme qui en bénéficie. GG

Avant-propos de Christine Delphy, traduction de Mickaël Merlet, Yeun L-Y et Martin Dufresne, M/Syllepse, 2013, 270 p., 22 €.

le plus facile et on va chercher ensuite le plus difficile. Pour capter cette eau, il faut de plus en plus d'énergie… Le rendement des gaz de schistes étant déjà faible, très vite, il faudra plus d'énergie pour les extraire qu'ils n'en restitueront. Et là, on est obligé de s'arrêter. De là une crise économique à l'image d'un château de cartes. Le rêve d'une croissance verte n'y changera rien. Il va donc falloir apprendre à vivre plus nombreux dans un monde limité. Il signale alors un grand nombre de pistes dans le domaine de l'économie et propose de s'engager dans les groupes des Villes en transition pour y développer d'autres "possibles". Pas toujours de lecture facile, mais ô combien riche en informations ! MB.

Préface de Paul Ariès, éd. Demi-Lune, collection Résistances, 2012 - 380 p. - 22 €

Simon Velez
Une architecture végétarienne

Pierre Frey et Deidi von Schaewen

Simon Velez, architecte colombien, a choisi de développer les possibilités du bambou dans la construction. Avec l'ingénieur-constructeur Marcello Villegas, il a réussi à multiplier les usages, notamment en étudiant comment faire les liaisons avec d'autres matériaux. Il est aujourd'hui mondialement reconnu pour ses bâtiments, ponts… Le livre présente les différentes réalisations avec de très belles photos de Deidi von Schaewen. Pierre Frey, de l'école polytechnique de Lausanne, poursuit ici le travail déjà bien développé dans son précédent et remarquable ouvrage Pour une nouvelle architecture vernaculaire où il prône l'usage des matériaux locaux pour baisser l'énergie que coûtent les différentes constructions humaines. Une architecture végétarienne nous fait réfléchir sur la place du béton industriel à l'origine de logements préfabriqués inhumains et nous prépare à l'après-pétrole. MB.

Ed. Actes Sud, collection Architecture 2013 - 256 p. - 39 €

B . D .

Braillane
On est tous des jambons

Jean-Fred Cambianica & Le Cil Vert

À travers 7 histoires des plus comiques et sensibles, Braillane découvre l'écologie avec humour et intérêt. Les récits s'enchaînent pour traiter principalement de l'agriculture, des variétés alimentaires aux pesticides utilisés. Au cours de la lecture, des fiches pédagogiques complètent l'argumentaire sans alourdir le style de la BD, et ce jusqu'à la dernière page, quand les auteurs dans un dernier laïus défendent avec sérieux et décalage une alimentation de qualité et un monde sans faim. Un ouvrage des plus réussis, le pari d'en rire n'étant pas toujours facile à gagner. JP.

Ed. Salsifis, 2012, 48 p., 12 €

Ainsi se tut Zarathoustra

Nicolas Wild

Roman graphique où l'auteur va suivre une rencontre en Iran, voyager dans la partie centrale, découvrir le zoroastrisme et enquêter sur le crime d'un de ses fidèles défenseurs. L'occasion de découvrir une religion, certes, mais aussi l'ambiance actuelle en Iran. Beaucoup d'humour dans cette narration qui, par bien des côtés, est de la même veine que Les chroniques de Jérusalem de Guy Delisle. MB.

Ed. La boite à bulles (Anthony), 2013, 224 p., 19 €

R o m a n s

Eden - Complex 1

Denis Bretin et Laurent Bozon

Un groupe "écoterroriste", Eden, met le feu à des serres où sont cultivées des roses transgéniques. C'est le début d'une vaste saga : des tueurs sont lancés à leurs trousses pour récupérer un échantillon volé ; Thomas qui a monté l'opération est contaminé et adopte un étrange comportement. Le commissaire Klein entre en jeu quand la famille de Thomas est massacrée. L'inspecteur d'Interpol Sensini, lui, enquête sur les raisons qui font que personne n'a porté plainte après l'incendie des cultures transgéniques. Si la vision des écologistes par les auteurs est pour le moins limitée, si la violence est parfois difficilement supportable, le suspens va grandissant, entraînant le lecteur jusqu'à une fin ouverte. En bas de chaque page se déroule sur une ligne une deuxième histoire qui progressivement ouvre sur une nouvelle compréhension de l'histoire principale (très pénible à lire alors que cela aurait pu faire un épilogue en fin d'ouvrage). Un bon ouvrage de politique-fiction. MB.

Ed. Pocket, 2012, 500 p., 8,40 €

La nuit tombée

Antoine Choplin

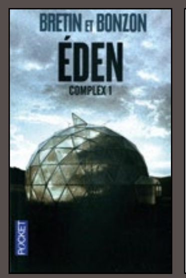
Gouri, sa moto et sa remorque vont à Prypiat quelques temps après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl. Il parcourt des routes, des chemins, des paysages qu'il connaît sur le bout des doigts. Personne ne comprend son désir de retourner dans son appartement. Ce privilégié qui a réussi à fuir et à se réfugier en ville alors que ces anciens amis liquidateurs périssent lentement dans des villages abandonnés.
L'humanité des compagnons, la violence invisible et la nostalgie d'une vie simple parcourent ce récit poignant. Simple comme savent l'être les personnes dans leur vérité. Violent comme un cataclysme technologique qui s'abat sur des habitants qui ne peuvent se raccrocher qu'à la force de l'amitié.
Attendant la fin de leur existence dans le désespoir qui remplit de larmes leurs verres de vodka. JP.

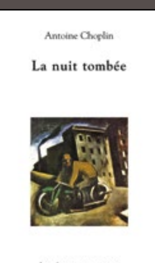
Ed. La Fosse aux ours, 2012, 128 p., 16 €

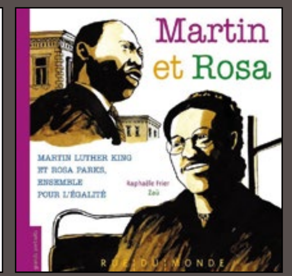














Jeunesse

Martin et Rosa

Raphaëlle Frier, Zaü

Dès 9 ans. C'est un épisode particulièrement important de l'histoire révoltante de la ségrégation raciale des Noirs aux USA et de la résistance non-violente pour leur émancipation qui est conté dans cet album illustré. A travers deux destins devenus célèbres : ceux de Rosa Parks, qui refusa un jour de 1955 de se lever d'une place réservée aux Blancs dans un bus, et de Martin Luther King, leader non-violent de la lutte pour les droits civiques. Le boycott des autobus de Montgomery est au centre de cette histoire qui s'attache très humainement à la vie de ces personnages. Le livre resitue également ce combat dans l'histoire de l'esclavage depuis des siècles jusqu'à aujourd'hui. L'histoire illustrée est suivi d'un carnet de 10 pages regroupant photos d'époque et documents historiques. Une réussite, qui prend aux tripes et donne envie de se battre contre les injustices. GG

Ed. Rue du Monde, 2013, 56 p., 17,50 €

La sieste

Alain Serres, Judith Gueyfier

Dès 3 ans. Quand on est petit, on nous envoie à la sieste alors que parfois on n'a pas vraiment envie de dormir. Il se passe tant de choses intéressantes ailleurs ! Cet album part de ce constat pour nous emmener dans une divagation entre veille et rêve, bercée par les bruits qui entourent le jeune dormeur et qui viennent influencer le cours de sa rêverie. Les dessins nous emmènent à travers le monde regarder comment les gens font la sieste dans de multiples cultures. Il en ressort une ambiance douce et poétique, une sérénité de bon ton pour un éloge de la sieste et de la rêverie. Un livre envoûtant, qui donne envie de faire une pause… d'ailleurs j'y vais, wouaaah… GG

Ed. Rue du Monde, 2013, 40 p., 15,50 €

Musique

Le balbuzard fluviatile

Julos Beaucarne

A 77 ans, le troubadour écolo qui nous vient de Belgique continue à tracer son sillon de poète étonné. Ses chansons alternent avec des intermèdes de quelques secondes où il dit quelques vers ou paroles de sagesse. Rien de très nouveau pour les connaisseurs de son œuvre, mais comme toujours une douceur se dégage de l'ensemble, les musiques acoustiques (guitare, flûte…) se mêlant à sa voix haute et apaisée. Les paroles alternent entre sagesse universelle, amour romantique, et engagement zen (« Souviens-toi de Fukushima », « Les sans-papiers »). GG

EPM Musique/Libellule, 2012, 27 titres.

Barbara du bout des lèvres

Sam Bruguière, Camille Simeray

Une sélection de titre tout en poésie qui ne nous présente pas uniquement les classiques de la chanteuse. Les deux interprètes font preuve de subtilité dans leurs arrangements pour s'approprier ce répertoire et c'est tout en douceur et en beauté que ces reprises nous sont proposées. Leur complémentarité artistique, la présence des frères et sœurs des Ogres de Barback sur certains titres, la légèreté des interprétations toute en finesse et justesse contribuent à faire de cet hommage une réussite de créativité. Enregistré en concert, cet album recontextualise une Barbara dont tout le talent s'exprimait sur scène. JP.

Irfan, 2013, 17 titres, 54 mn, 12 €

Films

Pierre Rabhi
Au nom de la terre

Marie-Dominique Dhelsing

De sa naissance en Algérie à la pensée de l'agroécologie en Ardèche, ce film retrace le parcours de ce précurseur et permet au grand public de prendre connaissance des projets associés à son nom comme Terre & Humanisme ou les Colibris. On suit Pierre Rabhi dans sa ferme puis dans les différentes formations et conférences qu'il donne en Afrique et en France. La parole est donnée à quelques-uns de ses proches comme Michel Valentin qui a financé les Amanins, ce centre agroécologique rassemblant école, ferme et formations. Un film instructif, ponctué d'extraits des livres et poèmes de ce personnage apprécié des médias. RB.

2013 – 98 mn

Hannah Arendt

Margarethe Von Trotta

En 1961, la philosophe juive allemande Hannah Arendt est envoyée à Jérusalem par le journal le New Yorker pour couvrir le procès d'Adolf Eichmann, responsable de la déportation de millions de juifs. Les articles qu'elle publie et sa théorie de la "banalité du mal" déclenchent une controverse sans précédent. Son obstination et l'exigence de sa pensée se heurtent à l'incompréhension de ses proches et provoquent son isolement. Hannah Arendt fit scandale en écrivant que l'extermination des Juifs par les nazis n'avait pas été exécutée par des monstres animés d'une haine diabolique, mais par de banals employés, débarrassés de leur conscience individuelle par une soumission à l'autorité, niant les conséquences de leur acte car ne participant qu'à une petite partie du rouage. Ce film parle de la liberté de penser, de la liberté de s'exprimer ainsi que du conformisme. Le rôle d'Hannah Arendt est suffisamment bien incarné par l'actrice Barbara Sukowa pour découvrir toutes les facettes de cette philosophe. YB

Heimat Film, 2013, 113 mn.

Nous avons également reçu… 2/2

■ **Pour un nouvel exotisme au jardin,** *Jean-Michel Groult, éd. Actes sud, 2013 - 220 p. - 22 €.* Le temps de la colonisation a lancé la mode des plantes exotiques dans les jardins. On a cherché à les acclimater pour qu'elles survivent aux hivers. La défense de la "biodiversité " a bon dos pour justifier le commerce des palmiers et des oliviers. L'auteur montre comment ce désir d'exotisme est lié à notre rêve de conquête du monde et propose de redécouvrir l'étrange près de chez nous. Bizarre qu'il n'ait pas rencontré les réflexions sur la permaculture.

■ **Les insectes en BD T2,** *Casenove, Vodarzac, Cosby, éd. Bamboo, 2013, 48 p., 10,60 €.* Retour de ce curieux mélange de connaissances scientifiques sérieuses et de gags plus ou moins bien réussis.

■ **Le printemps des Arabes,** *Jean-Pierre Filiu et Cyrille Pomes, éd. Futuropolis, 2013, 112 p., 18 €.* En choisissant la forme de portraits, les auteurs de cette BD rappellent comment se sont enclenchées et développées les révoltes en Tunisie, en Egypte, au Yémen, en Syrie, en Libye, au Bahreïn, au Maroc, en Algérie… avec succès ou non. L'occasion de rappeler, par exemple, que la révolte en Syrie a démarré de manière non-violente. Fort bien documenté.

■ **Douce France,** *Simon Rochepeau et Lionel Chouin, éd. Futuropolis, 2013, 128 p. 19 €.* Une commune veut se doter d'un monument à la Résistance. Christian travaille dans une grande entreprise et se voit confier le chantier. Commencent alors de multiples manœuvres entre architectes, salariés, anciens résistants… jusqu'au scandale à la veille de l'inauguration. Comme quoi, dans la vie, les choses sont rarement seulement noires ou blanches. Un récit en bichromie qui montrent que les bassesses humaines se répètent…

■ **Palestine, dans quel état ? Carnet de route en Cisjordanie occupée,** *Maximilien Le Roy et Emmanuel Prost, éd. La Boîte à bulles, 2013, 96 p., 19 €.* Maximilien Le Roy n'en est pas à son premier voyage en Palestine. Accompagné d'un dessinateur, il interroge dans cet ouvrage différentes personnes sur la question de savoir si la solution serait la création de deux Etats ou d'un seul. Particulièrement intéressant au moment où l'autorité palestinienne essaie de faire reconnaître un Etat auprès de l'ONU. Le côté dessin est malheureusement peu mis en valeur.

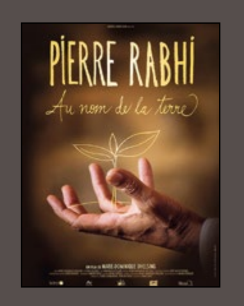
■ **Qu'est-ce qui ne va pas dans la bouffe des lapins ?** *2013, 106 p., 7,50 €.* Sous couvert d'un livre de recettes végétaliennes, la promotion du restaurant My Kitch'n à Paris.

■ **Ecologie, communauté et style de vie,** *Arne Næss, éd. Dehors, 2013, 400 p., 24 €. Traduit par Charles Ruelle.* Réédition de l'un des ouvrages majeurs du philosophe norvégien, lequel a plaidé toute sa vie pour une "écologie profonde" par opposition à une écologie superficielle (aujourd'hui on dirait "développement durable"). Une approche scientifique correcte pour les années 80, mais des idées politiques toutefois datées dans une société qui évolue.

■ **Repères pour résister à l'idéologie dominante,** *Gérard Mauger, éd. du Croquant, 2013, 236 p., 20 €.* L'idéologie dominante est avant tout un discours conservateur : ceux qui se plaisent dans le système font tout ce qu'ils peuvent, via les médias, la politique, pour que rien ne change. Pour se justifier, ils distribuent des "données" qui leur permettent d'avancer qu'il n'y a pas d'alternatives. L'auteur, sociologue, s'interroge sur les moyens pour la sociologie de déconstruire ces repères et étudie comment en définir qui viennent en aide à la création d'une "gauche de la gauche".









Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie. Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.













Silence, c'est vous aussi...

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **28 septembre** (pour le n° de novembre), **26 octobre** (pour le n° de décembre), **23 novembre** (pour le n° de janvier)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-contre ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.**

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec S!lence !*

Devenez Don'acteur

S!lence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à *S!lence* à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Rejoignez un relais local

- **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence), 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60, http://rencontres3.free.fr
- **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75, jeanclaude.geoffroy@orange.fr
- **Besançon.** Martine Lionnet, tél. : 03 81 83 35 95
- **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 04 99 64 32 44, cabvalerie@yahoo.fr
- **Loire-Atlantique.** Nicolas Cassagnau, 9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé, tél. : 09 81 11 15 52, nicolas.cassagnau@bbox.fr
- **Paris.** Mireille Oria, mireille.oria@wanadoo.fr tél. : 01 43 57 20 83
- **Pays-Bas** (La Haye et Delft) silence.paysbas@gmail.com
- **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil, tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54,silence71@orange.fr
- **Tarn.** Gérard, tél. : 06 75 32 43 70, Silence81@orange.fr

Silence
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350
Code BIC : CCOPFRPPXXX
Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **26 juin 2013** - **Editeur :** Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 3e trimestre 2013 - **Tirage :** 5250 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Delphine Boutonnet, Myriam Cognard-Dechavanne, Mireille Collange, Myriam Grataloup, Jean-Marc Luquet - **Directeur de publication :** Jean-Marc Luquet - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Gaëlle Ronsin, Eva Thiebaud - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Lasserpe, Samson, Veggie Poulette - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Russel Allison, Cascos Azules, Frank Boxler, Kathleen Cassidy, Mathieu Champeau, Marie Clem's, Dante Faricella, Thomas Geiger, Stéphane Gros, Stephen Kill, Le Postillon, Françoise Robert, Sylvie Roche, Terre & Humanisme, Yoshikazu Tsuno, USDA, Isabelle Van Camperhout, Kalman Zabursy - **Et pour ce n° :** Jordy van der Akker, Yvette Bailly, Myriam Battarel, Rebecca Bilon, Aurelien Boutaud, François Chanial, Sophie Dodelin, Guillaume Dupin, Emmanuel Duron, Sophie Geoffroy, Charles Jacquier, Dominique Lalanne, Xavier Rabilloud, Hermine Rosset, Michel Scrive, Francis Vergier - **Couverture :** D.R. - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



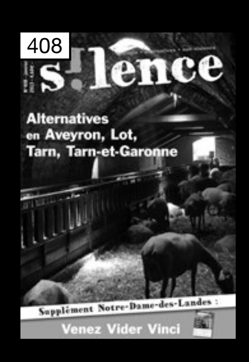
Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges - Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr













Commandes

Numéros disponibles

- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 413 Résister aux grands projets inutiles
- ☐ 415 Au-delà de la bio, quelle agroécologie ?

Numéros régionaux

- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron
- ☐ 414 Ain

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres



☐ **Les 600 dates de l'écologie**
84 p. - 12 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Un écologisme apolitique ?**
80 p. - 7 €
Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 3 €
Autres pays, nous consulter.



Commandes groupées, nous consulter.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Titulaire du compte

Nom et prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Compte à débiter

Établissement | Code guichet | N° de compte | Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Date et signature obligatoires :

Les *ELLES* Vertes
Femmes et défis écologiques



Les ELLES vertes est un projet d'organisations féministes belges : *Amazone, Le monde selon les Femmes* réunies par *l'Université des Femmes,* dans la suite du n°107 de *Chronique féministe,* « Féminismes et écologie : un tandem » (janvier-juin 2011).

Leur constat : si une attention n'est pas portée spécifiquement à la dimension du genre, les femmes - et surtout celles issues du milieu populaire - risquent, dans les nouveaux chantiers sociaux et économiques issus des préoccupations écologiques, d'être confrontées aux discriminations qu'elles rencontrent par ailleurs. Cette exposition veut valoriser le rôle des femmes dans la mutation écologique. Elle s'est complétée le 16 mai 2013 d'une journée d'étude et d'ateliers visant à explorer les interactions entre écologie et féminisme.

Photographies de Françoise Robert et Isabelle Van Campenhout.



❷ *Le Jardin Partagé* est une initiative du projet *Helmet quartier durable,* à Schaerbeek. Des voisins de quartier organisent des actions de sensibilisation et des réalisations concrètes. (www.helmetquartierdurable.be)



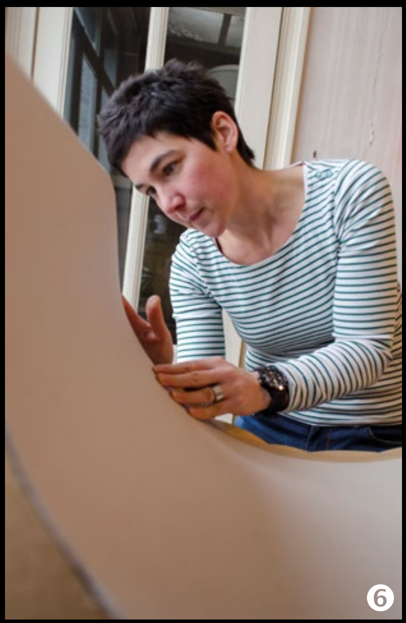


❶❸❹❺ *Beste Groenten Madame !* est un projet initié à Bruxelles par l'association *Amazone* en 2012, qui réunit des femmes de tous horizons autour de la question de l'alimentation durable et propose des cours de cuisine et des sessions de jardinage urbain (arbres fruitiers, potager). (www.amazone.be, tel. : 02 229 38 57)

❻ Sylvie prépare le lancement d'une activité de meubles en carton recyclé, et anime des ateliers de sensibilisation aux matériaux recyclés pour les enfants. Elle fait partie du réseau *mompreneurs.be* qui soutient les mères entrepreneures. (Sylvie Droulans, tel. : 04 9858 47 44)

❼ Le GAFFI, *Groupe d'Animation et de Formation pour Femmes Immigrées,* développe à Bruxelles un projet de jardin urbain en collaboration avec l'association Le Début Des Haricots. (www.gaffi.be, tel. : 02 221 10 14)







■ ***Université des Femmes,*** *rue du Méridien 10, 1210 Bruxelles, tel. : 0032 2 229 38 53, www.universitedesfemmes.be.*